

M. Ford consolide son avance aux « primaires » de l'Illinois

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Faurvet

1,30 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 B. ; Canada, 60 c. ; City de Hong Kong, 10 p. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; France, 10 fr. ; Irlande, 10 p. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 y. ; Pays-Bas, 10 f. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 200 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 95 cts. ; Venezuela, 10 s. cts.

Tarif des abonnements page 31
R. RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4207-25 PARIS
Tél. Paris 20 604572
Tél. : 770-91-29

LA CRISE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET SES INCIDENCES POLITIQUES

LONDRES : M. Callaghan favori pour succéder à M. Wilson

FIN DE PARTIE

Peu de carrières politiques auront commencé sous des auspices plus chatoyants que celle de M. Wilson. Shocher, enthousiaste, brillant orateur dans un pays où l'éloquence est rare, le jeune parlementaire qui entra en 1947 semblait porter tous les espoirs du nouveau socialisme anglais.

Peu de « fins de partie » auront été aussi mélancoliques. L'effet de surprise — peut-être soigneusement calculé — les hommages rendus au chef qui s'efface, n'ont pas suffi à estomper l'impression pénible que dégageait depuis plusieurs mois le comportement de M. Wilson. Le premier ministre était impuissant devant la montée du chômage, la persistance de l'inflation, la faiblesse de la livre, les incertitudes européennes et la reprise des tudes en Irlande du Nord. La magie n'opérait plus. Certes, sous la poigne ferme du chancelier de l'Échiquier, M. Healey, l'économie était sur la voie sinon de la guérison, du moins de la stabilisation, mais l'image qu'offrait le premier ministre n'incitait pas à l'optimisme.

Pourquoi M. Wilson a-t-il démissionné d'une façon aussi spectaculaire ? Peut-être parce que, épuisé par un long exercice du pouvoir, il juge le moment venu de laisser à d'autres le soin d'essayer de reconstruire un travailleur capable de faire face aux nécessités du temps. Alors que l'Europe social-démocrate cherche son second souffle, le Labour, qui fut, historiquement, l'un des premiers et des plus brillants fleurons du mouvement, doit rajuster son image.

Même si le futur premier ministre ne croit guère à l'avènement prochain de la société britannique plus humaine et plus juste que M. Wilson annonçait avec tant de foi lors de son arrivée à Downing Street, en 1964, il se doit de bâtir un « projet » politique un peu plus enthousiasmant que le jeu subtil mais sans grandeur grâce auquel M. Wilson a pu depuis deux ans se maintenir à la barre.

Son successeur devra faire face non seulement à la crise économique et financière et à la tragédie irlandaise, mais aussi à l'évolution profonde que connaît le Royaume-Uni. La dévolution de certains pouvoirs à l'Écosse et au pays de Galles, l'existence d'une gauche travailliste et syndicale, peut-être plus bruyante qu'efficace mais bien réelle, la remise en question du système électoral par un nombre grandissant de partisans de la représentation proportionnelle, tels sont quelques-uns des problèmes que le nouveau chef du Labour aura à affronter.

Une inconnue subtile : l'attitude des Tories, dont le leader, Mme Thatcher, s'est fixé pour tâche de rendre au conservatisme son image pure et dure, alors que son prédécesseur, M. Edward Heath, artisan d'un torisme plus « libéral » et plus moderne, conservait de nombreux partisans, surtout dans la jeune génération.

Le nouveau premier ministre, lui, aura fort peu de temps pour renouveler le parti avant des élections qui pourraient bien être, une fois de plus, anticipées. Quel que soit son style, il devra apporter tous ses soins au maintien de cette paix sociale que M. Wilson avait réussi — et c'est bien là son plus grand succès avec celui du référendum sur l'Europe — à obtenir des syndicats.

Il est encore un mérite qu'il faut reconnaître à M. Wilson : il a su organiser son départ. Les chancelleries de l'histoire sont remplies d'hommes d'État qui, pour avoir marqué fortement leur époque ou simplement occupé longtemps le pouvoir, se sont crus indispensables et qui ont « raté » tout à la fois leur succession et leur sortie. M. Wilson était sans doute le dernier à se prendre pour un personnage historique : en partant à temps, il a donné une leçon à plus d'un.

ROME : la lire a perdu 4 % en vingt-quatre heures

Réunion extraordinaire du cabinet

Les difficultés économiques et monétaires de l'Italie se sont encore aggravées. La lire s'est effondrée mercredi matin 17 mars, perdant de nouveau plus de 4 % de sa valeur par rapport au dollar (874 à 878 lire pour un dollar), après une chute de quelque 2 % la veille. Depuis la fin de la semaine dernière, son recul est de 8 % (27 % en deux mois). Les prix à la consommation ont connu en février leur hausse mensuelle la plus forte depuis seize mois : 1,7 %.

Pour tenter de redresser la situation et de freiner la chute de la lire, le gouvernement italien a étudié dans la nuit de mardi à mercredi un catalogue de mesures draconiennes d'austérité : aggravation d'impôts et de taxes, majoration du prix de l'essence (certains préconisaient un doublement). L'objectif est d'économiser 1 500 milliards de lire (19 milliards de francs). Rome doit d'ailleurs débourser cette année 1,5 milliard de dollars pour le seul paiement des intérêts de ses emprunts.

De notre correspondant

De notre correspondant

Londres. — Pendant quelques heures, mardi 16 mars, tous les dirigeants britanniques ont rendu hommage aux qualités exceptionnelles de M. Wilson. Mais déjà on voit s'engager dans les rangs du Labour une féroce bataille pour la succession, qui va se poursuivre pendant, sans doute, deux ou trois semaines.

Dans l'immédiat, les bookmakers de Londres sont d'accord avec la classe politique pour considérer le secrétaire au Foreign Office, M. James Callaghan, comme le favori de la course. Au sein du Labour, toutefois, il est déjà arrivé à plusieurs reprises que le favori ait été battu sur le poteau. Telle fut la mésaventure de candidats aussi éminents que MM. Herbert Morrison en 1954 et George Brown en 1963. Le secrétaire au Foreign Office, que les militants préfèrent appeler « l'oncle Jim », a contre lui d'être à quelques semaines de son sixième anniversaire.

JEAN WETZ

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

L'ILE WILSON

On ne sait si M. Wilson a démissionné pour des raisons politiques ou pour des raisons personnelles.

Mais, après tout, on pourrait assimiler son départ au geste d'un garagiste qui renonce à réparer un moteur qui résiste à ses conceptions de la mécanique. L'Angleterre trouvera bien un autre mécano.

Comme l'Angleterre, M. Wilson ressemble à une île.

BERNARD CHAPUIS.

L'IMPOSITION DES PLUS-VALUES

Les pieds dans le plat

MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade se réunissent jeudi après-midi 18 mars, après le conseil des ministres, pour achever la mise au point du projet de loi sur l'imposition généralisée des plus-values. Ce texte sera soumis aux membres du gouvernement au cours d'un prochain conseil des ministres.

Les parlementaires seront saisis du projet à la session de printemps. Compte tenu du programme très chargé de celle-ci — elle devra notamment discuter et voter le VII^e Plan, — il n'est pas certain que le

Le débat sur les grandes réformes doivent-ils être forcément d'une grande confusion ? Comme les polémiques nées du rapport Sudreau, les discussions sur le projet de taxation des plus-values qui se prolongent depuis des mois ont brouillé la vision beaucoup plus qu'elles n'ont aidé

vote final puisse intervenir avant la fin de session, en juillet. Il faudrait donc attendre l'automne. En principe, la taxation généralisée des plus-values doit s'appliquer en 1977 sur les opérations réalisées en 1976. La rapidité avec laquelle sera voté le projet gouvernemental n'est pas seulement un problème de calendrier. On pourra y voir aussi un reflet des enseignements tirés par M. Giscard d'Estaing des dernières élections cantonales : faut-il accélérer les réformes ou, au contraire, les mettre en sourdine ?

par PIERRE DROUIN

l'opinion à se faire une religion. Certes, il est difficile, mais les amateurs de théorie se sont ingénies à le rendre encore plus complexe en dissertant sur la notion de « plus-value ». Se rattache-t-elle à la famille du « capital » ou à celle des « revenus » ? La réponse, généralement, n'est pas scientifique mais bel et bien politique. Il est important pour les uns de faire entendre qu'on n'amorce pas, en lançant cette réforme, la marche vers l'impôt sur le capital. Pour les autres, c'est exactement le contraire, et la taxation des plus-values n'a vraiment d'intérêt que si elle constitue un premier pallier vers l'imposition des patrimoines. Certes, ce n'est pas là une querelle byzantine, et le débat sur le choix final est même de la plus haute importance, mais il ne sera pas entamé par les dissertations sur le concept de plus-values.

Le fracas vient surtout de dans certains journaux — par ceux qui avaient le plus à craindre de cette innovation. Comme à l'habitude, on vit les adversaires monter en épingle les risques avec les mots-choix : inquisition fiscale, spoliation, etc., en laissant

A dater du lundi 22 mars, à 0 heure le nouveau numéro d'appel téléphonique du journal **Le Monde** devient : **246-72-23**

PARIS : M. Giscard d'Estaing va réviser sa stratégie

Au soir du premier tour des élections cantonales, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, s'était risqué à faire état d'une « poussée parallèle » du parti socialiste et des républicains indépendants, dont il est toujours le leader national, bien qu'il ait renoncé, en décembre 1975, à son titre de président.

Cette appréciation, qui avait de quoi surprendre, a été cruellement démentie par les faits, puisque le P.S. et le P.C. ont été les seuls à gagner des sièges, le parti socialiste en conquérant par sa part 194 (M. Mitterrand en revendique même 202) tandis que les « giscardiens » en perdaient 36.

Le bilan déplorable pour la « majorité présidentielle » provoque dans ses rangs une émotion compréhensible et justifiée qui se double, à l'U.D.R., d'une irritation, non dissimulée à l'égard du chef de l'Etat (lire page 9).

Il est incontestable que le problème des relations du président de la République avec la principale formation de sa majorité et avec son premier ministre est posé en termes nouveaux. Les élections cantonales dont on s'était obstiné, en haut lieu, à nier la portée politique marquent-elles, en fait, un tournant du septennat et vont-elles imposer un changement d'orientation ? A l'Elysée on s'interroge. — R. B.

Les résultats des élections cantonales ont surpris le président de la République. Son entourage a beau affirmer aujourd'hui que la poussée de la gauche était prévisible et que le rapport des forces révélé par ce « sondage en grand format » était conforme à ce qu'il était connu de longue date, l'ampleur du succès socialiste a dépassé toutes les prévisions de l'Elysée. Les conseillers du chef de l'Etat envisageaient, avant le premier tour de scrutin, un gain de quatre-vingts sièges pour le P.S., et il pensaient que les républicains indépendants progresseraient sensiblement. De toute évidence, la portée de la consultation a été sous-estimée par M. Giscard d'Estaing.

Même si le chef de l'Etat n'a pas attendu l'issue des élections cantonales pour préparer une relance politique, la consultation a créé une situation nouvelle, qui appelle une réévaluation des possibilités réelles de l'Etat. Les conseillers du président, le re-

connaissent. Ils préfèrent dire que la prise de conscience par l'opinion de cette redistribution des cartes constitue, plus encore que le fait lui-même, un facteur dont il importe de tenir compte, mais la conclusion est la même : il convient de reprendre la main.

Premier impératif, selon le président de la République : ne pas céder à la panique. Les dirigeants de la majorité estiment qu'à l'Elysée, on a un peu tendance à s'affoler. Par calcul ou par conviction, M. Giscard d'Estaing veut d'abord ramener le calme dans les rangs de ses amis. Il aurait, dit-on, comparé la poussée socialiste de 1956 qui était fondée sur des mécontentements sectoriels. Ce rapprochement a été fait, en tout cas, par un membre du gouvernement. Il n'est pas démenti par les analyses que proposent les conseillers du président : ceux-ci se disent attentifs aux troubles de plusieurs catégories socio-professionnelles dont la désaffection à l'égard du pouvoir pourrait être réparée, sent-ils, par des mesures appropriées.

De telles observations ne conduisent pas le chef de l'Etat à envisager un changement de politique. Cependant, comme il faut bien tirer la leçon de l'échec, les méthodes de gouvernement vont être révisées. Le acut de la réflexion engagée par le chef de l'Etat concerne, bien entendu, l'action de réforme. L'alternative qui s'est imposée à Georges Pompidou en avril 1972 après le relatif insuccès du référendum sur l'Europe — dans des conditions comparables à celles de ces cantonales, puisque le pouvoir, là non plus, n'était pas directement en cause — se présente également à l'espérer de M. Giscard d'Estaing : faut-il tenter de reconquérir l'électorat traditionnel de la majorité, troublé par le « libéralisme » giscardien, ou peut-on encore croire qu'une partie de l'électorat de la gauche se détachera de la coalition socialo-communiste ?

THOMAS FERENCZI

(Lire la suite page 9.)

DEUX HISTOIRES DE L'AMOUR

Clio de cinq à sept

« Clio en mini-jupe... » Clio de cinq à sept... Beaucoup d'historiens, et des meilleurs, boudent la tendance qui porte aujourd'hui les recherches historiques vers le passé de la vie sexuelle. Ils se vengent de cette « dérive » par quelques boutades, comme les deux que j'ai citées, relatives aux charmes nuptiales de Clio. Je ne suis pas certain que ces historiens vengés aient toujours raison de s'otusquer ainsi.

Je tiens, quant à moi, pour légitime, et même pour irrefutable, la curiosité bien naturelle qui pousse des chercheurs (universitaires pourtant très graves, époux irréprochables et pères de famille exemplaires) à découvrir ce que fut jadis la sexualité. Curiosité qui ressemble parfois aux étonnements compréhensibles des enfants qui se demandent comment naissent les petits bébés... Cette pulsion intellectuelle, caractéristique de notre temps, nous voit en tout cas des livres qui sont loin d'être sans intérêt. Tel celui de Jacques Solà. Elle nous vaut également une œuvre qui va s'appliquant et se diversifiant : celle de Jean-Louis Flandrin ; son dernier livre sous-titré : Parenté, maison, sexes-

EMMANUEL LE ROY LADURIE

(Lire la suite page 11.)

KEN KESEY

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU



d'abord un grand livre

STOCK

مكتبة الشامل

DE M. HAROLD WILSON

L'héritage : l'Irlande et l'inflation

Lorsque M. Harold Wilson est revenu au pouvoir en mars 1974, après quatre ans de gouvernement conservateur, il a trouvé une situation économique et sociale très grave. C'est d'ailleurs en grande partie l'incapacité de son prédécesseur M. Edward Heath, à venir à bout d'une cascade de grèves qui paralysaient petit à petit le pays depuis l'automne, son succès électoral. Très mince succès, d'ailleurs, qui devait inciter M. Wilson à convoquer à nouveau les électeurs six mois plus tard dans l'espoir — très partiellement réalisé — d'élargir sa majorité parlementaire.

Les premiers six mois du gouvernement Wilson ont été plutôt heureux. D'un côté, le Labour remet au travail les mines et les employés de centrales électriques,

Cinq questions ont occupé le devant de la scène politique pendant les deux ans et quelques jours du « règne » de M. Wilson : les relations avec les syndicats, l'Europe, l'unité du parti, la chute de la livre et l'Irlande.

LES RELATIONS AVEC LES SYNDICATS

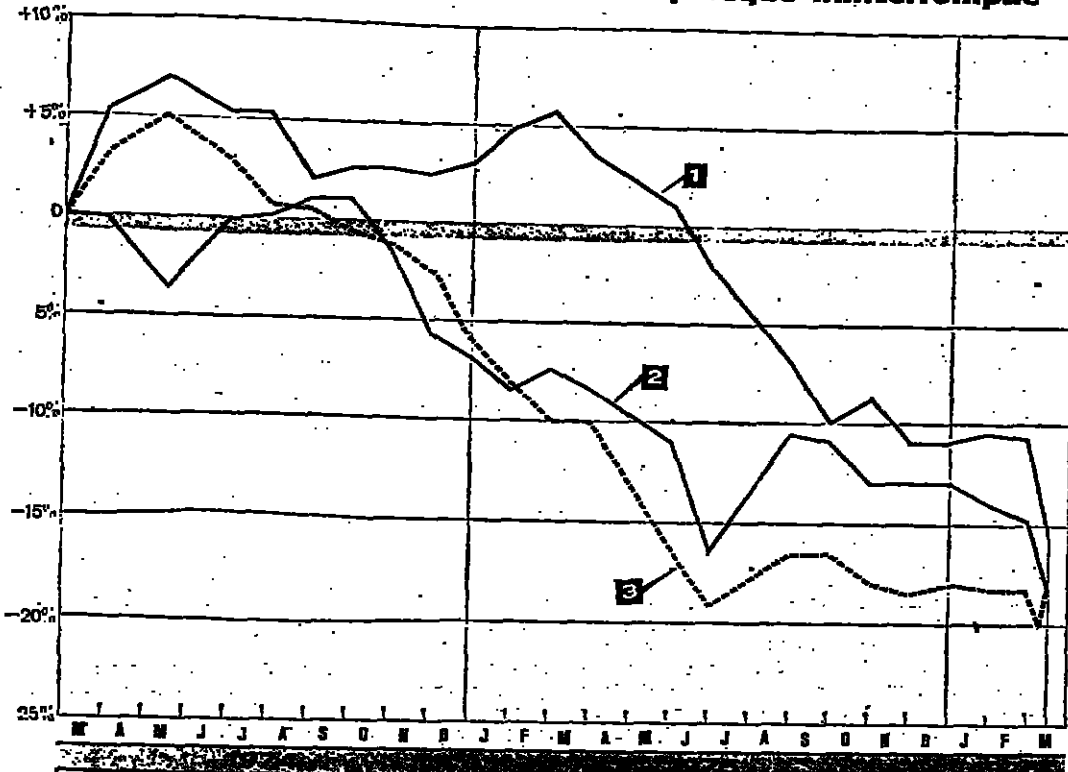
C'est sans doute le chapitre le plus brillant de la dernière législature Wilson. Après de laborieuses négociations, le premier ministre a obtenu la neutralité bienveillante de la majorité des organisations syndicales pour ses tentatives de redressement de l'économie et de la monnaie. Le dernier congrès de la Confédération des syndicats a ratifié, à l'automne 1975, à Blackpool — non sans une violente opposition de la gauche — le projet de limi-

ter les grèves, fut une suprême habileté de M. Wilson pour mettre fin aux polémiques entre les Britanniques partisans et adversaires de l'Europe, ou une nouvelle preuve de la duplicité et du goût pour les « finesses » du leader du Labour. Toujours est-il que la « rétrospective sur l'Europe » n'a sans doute rien ajouté au charme déjà ébranlé de M. Wilson.

UNITÉ DU PARTI

Préoccupation majeure de M. Wilson depuis qu'il est arrivé à la tête du Labour, le fossé entre la gauche et la droite du parti tend à nouveau à se creuser. Il est difficile de savoir jusqu'à quel point les déclarations incendiaires des héritiers de la gauche, comme les membres du groupe « Tribune », ou M. Tony Benn, ministre de l'Industrie à l'époque de

LA LIVRE : Deux années de baisse presque ininterrompue



1. Cours exprimé en dollars ; 2. Cours exprimé en francs français ; 3. Cours exprimé en Deutschmarks. En deux ans, la livre sterling a perdu entre 15,4 % et 28,5 % de sa valeur par rapport aux principales devises. Lorsque M. Wilson est revenu au pouvoir pour la seconde fois en mars 1974, la livre « flottait » depuis juin 1972 et avait déjà fléchi, en vingt et un mois, de 12 % vis-à-vis du franc, de 13 % vis-à-vis du dollar et de 26 % vis-à-vis du Deutschmark.

dont les grèves avaient obligé la plus grande partie de l'industrie britannique à ne plus « tourner » que trois jours par semaine. En promettant aux grévistes ce que M. Heath leur avait si obstinément refusé, des négociations pour arriver à un nouvel accord salarial qui tiendrait compte de l'inflation galopante. M. Wilson permit à l'économie nationale de redémarrer. Malheureusement pour le Labour, la confirmation au pouvoir de M. Wilson, à l'automne de 1974, coïncida avec le début de la crise économique dans le monde occidental. Pendant tout son mandat, M. Wilson eut à combattre l'hydre à deux têtes de l'inflation et du chômage.

En Grande-Bretagne, la production industrielle a légèrement progressé en janvier de 0,9 %, après avoir reculé de 1,4 % en décembre 1975. L'indice, qui était inscrit à 95,7 (base 100 en 1970), est toutefois encore inférieur de 5 % à son niveau d'il y a un an. Pour les trois derniers mois connus, la production industrielle n'a pas changé par rapport aux trois mois précédents. — (A.F.P., Agf.)

tion des augmentations annuelles de salaire à 8 livres par semaine.

L'EUROPE

Après l'entrée officielle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le 1^{er} janvier 1973, sous le gouvernement Heath, M. Harold Wilson, qui avait pourtant déposé la première demande officielle d'adhésion de son pays à Bruxelles en 1967, déclara une renégociation des termes d'adhésion. Cette renégociation s'ouvrit le 1^{er} avril 1974. À la fin de l'année, le leader du Labour annonce officiellement que le gouvernement britannique a obtenu satisfaction, mais qu'il faut encore que les termes de la renégociation soient approuvés par le peuple. Le référendum sur l'Europe — procédure sans précédent dans l'histoire britannique — a lieu le 5 juin 1975 après une campagne qui divise profondément le pays et le parti travailliste. Pas assez profondément cependant pour que, le « oui » ayant triomphé avec une substantielle majorité, les partisans du « non » ne se déclarent immédiatement prêts à se plier à la « règle démocratique » de la majorité. On ne sait toujours pas si cette vaine hésitation, qui irrita vivement les partenaires de Londres à

la campagne du référendum (il s'est beaucoup agité depuis), doivent être pris au sérieux. Mais la menace d'une rupture du front travailliste restait chaque fois qu'une importante question politico-économique surgit : c'est le cas, pour les nationalisations, en particulier celle de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord, et pour la politique des revenus.

INFLATION ET CHOMAGE

C'est le plus lourd héritage que M. Wilson laisse à son successeur. Malgré un ralentissement de l'inflation ces derniers mois, et une relative atténuation du chômage, la livre a repris sa course descendante, tombant pour la première fois de son histoire, au-dessous de 2 dollars. Le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, avait promis de ramener le taux d'inflation à 10 % à la fin de 1976. Mais l'important plan de réduction des dépenses publiques qu'il a annoncé le mois dernier a été vivement critiqué par la gauche du parti. Cependant, la hausse des prix reste forte (1,3 % en janvier), et le nombre des chômeurs dépasse toujours le million. Le déficit commercial, qui avait diminué en janvier, a de nouveau augmenté en février (248 millions de livres).

IRLANDE

Personne n'espérait que M. Wilson trouverait un moyen miraculeux de dénouer le nœud du « dossier irlandais ». En novembre, M. Merlyn Reece, secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, le Labour, adoptait une position diamétralement opposée à celle de M. Heath. M. William Whitely, qui représentait le gouvernement conservateur à Belfast, avait dit : « L'Irlande du Nord est un pays à part, elle n'a rien de commun avec l'Irlande ». M. Reece, lui, a évité soigneusement toute décision spectaculaire, et ce n'est, peut-être, la suppression progressive de l'impôt sans jugement. On ne peut pas dire que le résultat ait été plus convaincant. L'avenir seul dira si le système Reece aura mieux profité à la cause de la paix en Irlande que le système Whitely. Toujours est-il que deux ans après l'instauration de M. Reece à Belfast, on est revenu au gouvernement direct de la province par Westminster.

Des cinq grands problèmes posés à M. Wilson après 1974, les deux derniers n'ont pas trouvé le début d'une solution. Sans sujet de méditation pour le nouveau leader du Labour... et pour Mme. Thatcher.

NICOLE BERNHEIM.

DES PRÉCÉDENTS

Depuis la guerre, trois premiers ministres britanniques ont remanié à leurs fonctions sans attendre des élections générales. Les premières rumeurs sur une démission prochaine de Winston Churchill, premier ministre pour la seconde fois à partir de 1951, commencent à circuler à la fin mars 1953. Mais sa démission ne fut annoncée que le 5 avril et fut le lendemain Sir Anthony Eden acceptait de lui succéder. Sir Anthony Eden et M. Macmillan avaient démissionné alors qu'ils étaient premiers ministres au moment où l'on s'y attendait le moins. Ainsi, pour Sir Anthony Eden la nouvelle fut annoncée le 10 janvier 1957, quelques semaines après l'expédition de Suez — et motivée par des raisons de santé. La reine Elizabeth avait dû avancer de trois semaines son retour de la Jamaïque pour recevoir la démission de son premier ministre et nommer dès le lendemain Sir Alec Douglas-Home à sa place. Ce dernier fut désigné pour lui succéder sept jours plus tard.

BELFAST : les catholiques sont inquiets.

(De notre correspondant.)

Belfast. — La démission de M. Harold Wilson a provoqué une certaine anxiété dans le Nord, même si la coalition loyaliste de l'U.U.U.C. a exprimé bruyamment sa satisfaction. L'avenir constitutionnel de la province se trouve actuellement dans les limbes puisque Westminster l'administrera de nouveau directement.

M. Harold Wilson est l'un des premiers ministres britanniques qui aura eu le plus d'influence sur la province depuis la partition de l'Irle en 1921. Il était au pouvoir quand, en 1968, les troubles éclatèrent en Ulster. Il ordonna l'envoi de troupes pour rétablir le calme après les violences de 1968-1969. En 1971, alors qu'il était dans l'opposition, il proposa, pour résoudre la crise irlandaise, un plan en quinze points, connu sous le nom de « plan de paix ». Ce plan prévoyait le partage du pouvoir entre la minorité catholique et la majorité protestante, un conseil d'Irlande et l'éventuelle formation d'une Irlande unie. L'adhésion de la province à l'I.R.A. En mai 1974, lors de la chute du premier exécutif intercommunautaire, il déclencha la fureur des loyalistes et les « Aitants de la parodie du Royaume-Uni ».

D'une façon générale, la population protestante, voire unionniste, n'est toujours mécontente, accusant à maintes reprises de vouloir « se débarrasser de l'Ulster pour le livrer à Dublin ». Dans l'immédiat, c'est surtout le parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), la principale formation catholique, qui est irrité par M. Harold Wilson, qui avait apporté un soutien ferme.

DUBLIN : un bon connaisseur de la question irlandaise.

(De notre correspondant.)

Dublin. — Le premier ministre de la République d'Irlande, M. Cosgrave, qui, à la suite de la dissolution de la Convention constitutionnelle d'Ulster, le 5 mars, s'était entretenu avec M. Wilson, a appris la nouvelle de la démission du chef du gouvernement britannique alors qu'il se rendait aux États-Unis. Il a envoyé un télégramme à M. Wilson pour le remercier de sa coopération de ces dernières années, particulièrement en ce qui concerne les affaires de l'Ulster. M. Wilson avait, dans une certaine mesure, adopté une attitude qui, selon son prédécesseur, M. Heath, au sujet de l'Irlande, était des contacts directs avec les autorités de Dublin et des pourparlers fréquents avec le premier ministre d'Irlande. Il semblait, dit-on, avoir une connaissance profonde des subtilités et des complexités de la question irlandaise. C'était en grande partie à cause de ses liens avec l'Irlande, au sud de la Grande-Bretagne, que M. Wilson a été élu à la tête de la coalition travailliste. M. Wilson a déclaré à Belfast que l'Ulster est une partie intégrante de l'Irlande et que des élections dans un mois seraient des élections britanniques dépendant des votes des émigrés irlandais, c'est la raison pour laquelle, selon lui, M. Wilson poursuivait sa « politique de réunification de l'Irlande ».

EUROPE

Union soviétique

M. Polianski n'est plus ministre de l'agriculture

De notre correspondant

Moscou. — La disgrâce de M. Dmitri Polianski s'accompagne d'un changement de bureau politique, à l'issue du XXV^e congrès du parti communiste soviétique, celui qui fut l'un des « jeunes loups » de la bureaucratie vient d'être limogé de son poste de ministre de l'agriculture. La nouvelle est annoncée ce mercredi matin 17 mars en première page de la Pravda, sous forme d'un décret du présidium du Soviet suprême, qui déclare seulement que M. Polianski a été appelé à d'autres fonctions.

Le limogage de M. Polianski était certes prévisible ; personne ne pensait en effet qu'il puisse conserver longtemps ses fonctions de ministre, après les vives critiques dont il avait fait l'objet au cours du congrès. Le fait que M. Polianski soit resté membre du comité central permettrait cependant de penser qu'il ne serait libéré de sa tâche que dans quelques mois. Il reste maintenant à savoir quelles sont ces autres fonctions auxquelles il va être appelé. Elles devraient normalement être suffisamment importantes, au moins du point de vue hiérarchique, pour justifier son appartenance au comité central.

M. Polianski était membre du bureau politique depuis 1960 et qu'il était ministre de l'agriculture depuis février 1973, date à laquelle il avait succédé à M. Vladimir Maslakovitch. M. Maslakovitch occupait depuis cette époque les fonctions d'ambassadeur à Prague, avant d'être « payé » pour la désastreuse récolte de 1972. M. Polianski, lui, sert de bout émissaire pour la récolte de 1975. Rien n'indique que cette recherche des responsabilités puisse

inquiéter M. Koulakov, qui est chargé des questions agricoles au secrétariat du comité central. Officiellement, il est vrai, la politique agricole n'est pas critiquée ; jusqu'à la veille du congrès, seuls les facteurs météorologiques avaient été mis en cause. Ce n'est qu'au cours du congrès qu'un certain nombre d'orateurs se sont élevés contre les services de M. Polianski, coupable d'avoir mal appliqué les principes généraux définis sous l'autorité de M. Brejnev en mars 1965.

L'homme qui remplace M. Polianski au ministère de l'agriculture est un spécialiste fort peu connu de ces questions. Il s'agit de M. Valentin Karpovitch Messiat, âgé de quarante-huit ans seulement. D'origine russe, il occupait depuis 1971 les fonctions de deuxième secrétaire de la République du Kazakhstan, où M. Brejnev s'illustra naguère dans la mise en culture des terres vierges. Le nouveau ministre de l'agriculture s'est occupé, pratiquement pendant toute sa carrière, des questions agricoles. Il sortit en 1953 de l'Académie des sciences agricoles de Moscou, il a dirigé, jusqu'en 1958, une station de matériel agricole (M.T.S.) dans la région de Moscou ; de 1958 à 1963, il a été chargé de différentes activités, aussi bien au service du parti que de l'Etat ; il a ensuite été nommé deuxième secrétaire de la région agricole de Moscou (1963-1964), puis secrétaire de l'organisation du parti pour la région de Moscou (1964-1965). De 1965 à 1971, M. Messiat a occupé les fonctions de ministre adjoint de l'agriculture pour la Fédération de Russie.

JACQUES AMALRIC.

Belgique

MORT DU BARON ALBERT LILAR ANCIEN MINISTRE DE LA JUSTICE

On apprend la mort, survenue à Bruxelles de M. Albert Lilar, ancien ministre belge de la justice et père de Françoise Mallet-Joris, vice-présidente de l'Académie Goncourt.

Le 21 décembre 1960, arrien avocat à la Cour d'Anvers, où il fut un spécialiste du droit maritime, M. Albert Lilar avait mené de pair sa vie professionnelle et sa carrière politique. Professeur de droit maritime et de droit international de l'université de Bruxelles dès 1955, il devint, après la deuxième guerre mondiale, occupé par le siège de sénateur d'Anvers sous l'étiquette libérale. Peu après, il devint ministre de la Justice, poste qu'il occupa à trois reprises, d'abord de 1948 à 1950, puis de 1954 à 1958 et enfin de 1960 à 1961. Il avait aussi exercé les fonctions de vice-premier ministre de 1958 à 1960, avant de devenir ministre en 1961 et en 1965. Il fut le bâtonnier du barreau d'Anvers en 1964. Membre de l'Académie royale de la langue française de Belgique, Albert Lilar était l'époux depuis 1929 de Suzanne Verbeke, une femme d'origine flamande et moraliste de langue française. Albert et Suzanne Lilar avaient été mariés en 1929 à Bruxelles. Leur mariage fut en fait une union de fait, leur accorda les titres respectifs de baron et de baronesse.

Portugal

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT COMMUNISTE A L'AGRICULTURE EST SUSPENDU

Lisbonne (A.F.P.). — Le parti communiste manifeste sa « surprise et sa préoccupation » devant la mesure de suspension prise à l'encontre de M. Vitor Louro, secrétaire d'Etat, communiste, à l'Agriculture. Dans un communiqué publié mercredi 17 mars, le P.C. s'étonne qu'une telle mesure ait pu être prise sur la seule base d'accusations contenues dans une campagne de presse réactionnaire. M. Vitor Louro, rappelle-t-on, avait été accusé par le journal A Luta d'avoir incité des travailleurs agricoles à la violence au cours d'un meeting organisé dans l'Alentejo. L'accusation avait été reprise par le journal conservateur O Dia. Le parti communiste déclare que cette accusation est une pure calomnie, et il ajoute que cette campagne de presse menée contre le secrétaire d'Etat, communiste, « fait partie de l'offensive lancée par la réaction contre la réforme agraire et des plans faits par la droite et l'impérialisme pour troubler la situation politique au Portugal ».

Espagne

UNE REVUE RÉCLAMANT LA DÉMISSION IMMÉDIATE DE M. ARIAS NAVARRO EST CENSURÉE

Selon une haute personnalité espagnole, M. Arias Navarro, chef du gouvernement espagnol, résiste pour le moment aux pressions de tous ceux qui réclament son départ, mais la menace de son limogage n'est pas écartée. Le roi Juan Carlos, selon cette même personnalité, aurait été très affecté par les incidents du 3 mars à València et aurait demandé au chef du gouvernement de tout mettre en œuvre pour éviter le renouvellement de cette tragédie.

Selon l'agence Associated Press, qui cite des sources informées, le gouvernement a beaucoup perdu de sa crédibilité et de son autorité. Un regain de tension sociale risque de provoquer la chute du chef du gouvernement et de plusieurs ministres à commencer par M. Fraga, ministre de l'Intérieur, critiqué vivement dans les milieux politiques pour son comportement dans les incidents de València.

L'hebdomadaire « Guadiz » a été censuré le mardi 16 mars pour avoir publié un éditorial réclamant la démission immédiate de M. Arias Navarro et un article rendant compte du procès des officiers de l'Union militaire démocratique. D'autre part, un mouvement de grève, qui dure depuis quarante jours, dans les usines Michelin de Valladolid et d'Aranda-del-Duero, préoccupe les autorités. A Barcelone, trente mille ouvriers du textile et de la métallurgie ont

de nouveau cessé le travail, ainsi que les dix-sept mille travailleurs de Pirelli. — (A.F.P., A.P.)

Chypre

L'ANCIEN PRÉSIDENT SAMPSON SERA JUGÉ POUR « SUBVERSION »

Nicosie (A.F.P.). — M. Nicos Sampson, président éphémère de la République chypriote après le coup d'Etat militaire du 15 juillet 1974, a été arrêté, mardi 16 mars, dans sa résidence de la banlieue de Nicosie par la police chypriote grecque. Il sera jugé pour subversion contre le gouvernement de Mgr Makarios. Selon un communiqué officiel publié mardi à Nicosie, M. Sampson, qui, au cours de l'été 1974, s'était occupé que huit jours ses fonctions de chef d'Etat avant de se retirer devant M. Glafcos Clerides, sera accusé d'avoir participé aux opérations subversives menées contre le gouvernement de Mgr Makarios après le coup d'Etat. L'arrestation de M. Sampson est la première mesure du gouvernement contre les Chypriotes grecs mêlés à ce coup d'Etat, qui a entraîné l'invasion turque. Dans la crainte de réactions violentes des partisans de l'Eoka B (qui avait soutenu le coup d'Etat), d'importantes mesures de sécurité ont été prises en plus dans le secteur grec de Nicosie.

BALLY

BALLY monsieur
AZOV 250 F

EUROPE

Le débat sur la supra-nationalité

M. Sanguinetti : je suis en complet accord avec mon mouvement

A l'initiative du Centre d'études pour l'indépendance nationale (1), une réunion-débat a groupé mardi 16 mars les représentants de l'Union des gauchistes pour le progrès, de la revue gauchiste l'Appel, de la publication l'Élan et de l'Institut de politique étrangère sur le thème « Non à l'Europe supra-nationale ». Les orateurs ont vivement critiqué la politique européenne du gouvernement, avant que M. Alexandre Sanguinetti, député d'honneur, ne prenne la parole. L'ancien secrétaire général de l'U.D.R., faisant référence à la récente prise de position des gauchistes sur l'Europe (le Monde du 17 mars), a déclaré : « Je suis en complet accord avec mon mouvement sur la position qu'il vient de prendre, en complet accord avec le premier ministre, et dont plus personne ne peut désormais douter. Le refus de la supra-nationalité est une des positions des gauchistes. Seul le pouvoir politique peut exprimer ce refus, mais il ne peut pas le faire seul. Il faut qu'il soit soutenu par le mouvement gauchiste, par la population, par la classe ouvrière, par la jeunesse, par la femme, par la minorité, par la personne âgée, par la personne handicapée, par la personne malade, par la personne pauvre, par la personne qui a peur, par la personne qui aime, par la personne qui vit, par la personne qui est, par la personne qui est humaine. »

M. JOBERT : l'Europe ne pourra être confédérale.

M. Michel Jobert estime, dans un article de la revue Paradoxe, de février-mars, que l'Europe ne pourra être confédérale, et que son pouvoir de décision doit être fondé sur la volonté des États. « Le Conseil de l'Europe, préconisé par M. Pompidou dès l'automne 1973, et tenu déjà à Copenhague en décembre 1973, préfigure de façon encore bien fugitive, ce que pourrait être son exécutif. »

« Il est clair que cet exécutif ne peut être amené à engager sa responsabilité devant un Parlement européen élu dans un schéma confédéral comme dans un schéma fédéral, doit comporter, en bonne logique, deux Chambres représentatives, l'une les populations, l'autre les États. Ce schéma montre combien est excessive l'appellation de « Parlement » que s'est donnée l'Assemblée actuelle. »

* Paradoxe, 38, rue de Bassano, 75008 Paris, tél. 723-35-13.

recherches interdisciplinaires

Collection dirigée par P. DELATTRE

l'évolution des systèmes moléculaires

Bases théoriques. Applications à la chimie et à la biologie

par P. DELATTRE

1971, 192 p., 77 fig., 48 F (+ port 5 F)

système, structure, fonction, évolution

Essai d'analyse épistémologique

Préface de A. LICHNEROWICZ

1971, 186 p., 38 fig., 48 F (+ port 5 F)

la mycologie et ses corollaires

Une philosophie des sciences naturelles

par G. BECKER

1974, 244 p., 54 F (+ port 5 F)

maloine s.a. éditeur

AMÉRIQUES

Pauvres aux États-Unis II. — La faim en cheveux blancs

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

Dans son premier article, (« le Monde » du 16 mars), notre envoyé spécial a décrit l'évolution d'une région restée longtemps la plus désertée des États-Unis, les Appalaches.

Washington. — Ils avancent à petits pas, au milieu des feuilles mortes que chasse un vent acide de sécheresse, entrant dans la pénombre de l'après-midi, les Appalaches. Ils sont là, par une porte latérale, se rassemblant par petits groupes. Quelques-uns restent à l'entrée de la pièce pour finir leur cigarette, il est interdit de fumer dans le réfectoire. Une quarantaine de vieillards, Noirs et Blancs, semblent désemparés, l'odeur obsédante des poils qui ré-

Deux cents francs par mois

Dans le district de Columbia, où se trouve Washington (la paroisse Saint-Stephen n'est pas très loin du centre de la ville), l'administration chargée de l'assistance aux personnes âgées a subi une crise de conscience. Les repas par jour, mais le revenu de 1970 a montré que, sur les cent trois mille sept cent trente « vieux » qui vivent dans le district, quatre-vingt mille au moins rempliraient les conditions requises pour bénéficier de cette aide. Le gouvernement fédéral assiste ici 45 % seulement des personnes âgées.

Sam, un vieux ouvrier, n'a plus de chauffage depuis quatre jours. Il y a quelques temps, il avait quitté un logement vétuste et traversé de courants d'air pour entrer dans un « nursing home », une pension de vieillards. Avant, il avait calculé son budget ? L'avait-on trompé ? Il s'est trouvé au bout de trois mois sans un sou, incapable d'acquiescer les fruits de sa pension. Il a donc dû reprendre un logement en ville, et voilà qu'on lui coupe le chauffage.

Tous ont de telles histoires à raconter. Ils le font avec le cœur serré, pour laisser croire que c'est sans importance. D'autres ne sont-ils pas plus malheureux que ceux qui ne peuvent même plus se déplacer, mais qui sont devenus aveugles ? Ils ne peuvent plus de se laisser emmener dans ces hospices bon marché (toujours des entreprises privées), qui ne sont souvent que des « nursing homes » à l'ancienne, sept pour la paroisse Saint-Stephen, on apporte les repas à domicile.

Pour un vieillard qui dépend entièrement de l'assistance du gouvernement, le problème est simple. Il peut espérer recevoir un subside de l'ordre de 150 à 170 dollars par mois, mais il aura beaucoup de mal à se loger, à se nourrir, à se chauffer, à se dépla-

ser à quelques mètres de là, dans les cuisines. Pour Rebecca, septuagénnaire bavarde, et pour les autres, ce sera le seul vrai repas de la journée. Le matin elle s'est contentée d'un bol de café au lait et d'un biscuit sec. « Le soir, dit-elle, je me fais parfois cuire une sauce et des œufs au plat, mais si je dois payer ce déjeuner, je ne pourrais jamais. » Le repas servi ici (une entrée, une cuisse de poulet et des légumes, un dessert) est en principe de 25 centimes (250 F), mais ce n'est pas une obligation. Le jour où nous avons partagé leur repas à peine dix d'eux ont pu acquiescer la note.

toucher leurs allocations, remplir plusieurs fois des papiers administratifs, de bureaucratie américaine est un monstre de confusion et d'inefficacité, pour subir

Définition du seuil de la pauvreté

L'administration américaine a défini la pauvreté en 1964, en établissant une relation entre les dépenses alimentaires d'un ménage et les autres frais. Elle a considéré que le tiers d'un budget familial est consacré à la nourriture. Et donc, à partir de ce seuil, le revenu était moins de trois fois plus élevé que le budget d'alimentation pris pour référence. Mais deux budgets types existaient déjà : le low cost diet, qui correspondait à la somme minimum que le ministère de l'Agriculture estimait nécessaire pour qu'une famille s'alimente de façon satisfaisante, et un economy diet, définissant un budget alimentaire d'urgence.

Le second budget était de 25 % inférieur au premier : c'est lui qui fut retenu pour calculer le seuil de pauvreté. C'était assez irréaliste dans la mesure où une famille peut, en se privant, économiser sur la nourriture mais non obtenir du propriétaire 25 % de réduction du loyer.

En 1969, ce qui était devenu le Poverty Index fut révisé. Au lieu d'utiliser le budget alimentaire comme base de référence pour les ajustements annuels, on décida de recourir au Consumer

Price Index, un indice des prix à la consommation. Entre-temps, en effet, les prix des produits alimentaires avaient augmenté moins vite que ceux des autres produits. Malheureusement, les prix alimentaires ont commencé à augmenter très rapidement et plus vite que les autres. Aujourd'hui, si on calculait le seuil de pauvreté à partir de l'Economy diet au cours de décembre 1974, on trouverait 494 \$ par mois, alors que tel qu'il est calculé (chiffres d'avril 75), il est de 420 \$: les pauvres ont perdu 74 \$ au change.

Le revenu assuré par l'assistance sociale sous forme d'allocation de food stamps est inférieur au seuil de pauvreté. Dans le cas de Seattle, pris ici comme exemple, la différence pour aller de 28 à 120 \$ selon qu'il s'agit d'une famille de deux personnes ou de huit. Notons que des milliers de personnes qui auraient droit aux food stamps ne les achètent pas : elles doivent les payer comptant (faisant, elles paieraient 23 \$ un certain nombre de food stamps qui valent 33 \$), mais elles n'ont souvent plus assez d'argent liquide pour le faire.

un mille enfants vivent dans des familles pauvres. Certaines écoles n'appliquent pas le programme parce qu'il n'a pas été rendu obligatoire par une décision de justice. Des parents pauvres ont trop honte de leur situation pour faire inscrire leurs enfants. D'autres, qui ne sont pas pauvres, insistent au contraire les leurs sans remords. Il existe un programme semblable pour les mois d'été, consacré exclusivement aux enfants de la page 5. Mais, pour qu'un enfant

en bénéficie, il faut qu'il ait des résultats scolaires modérés, mais que le niveau moyen exigé par les enseignants soit de 100 points. Un enfant pauvre qui a de bons résultats scolaires doit, de fait, se mettre pendant trois mois en congé, de petit déjeuner. Lors d'une enquête pour le magazine de la capitale fédérale, The Washington Post (novembre 1974), une journaliste, Mme Loetta Schwartz, a rencontré dans le district de Columbia des cas absolument dramatiques. Sans être représentative de la situation moyenne des pauvres, elle ne sonne pas non plus unique.

Mme Schwartz a rendu visite dans une des deux zones résidentielles les plus riches des États-Unis, le comté de Fairfax, tout près de la capitale fédérale, à une jeune fille, originaire des Appalaches, qui vivait avec sa mère, Brenda, à seize ans ; elle est enceinte de huit mois. Le reporter est venu avec la représentante d'une organisation de charité qui apporte trois jours de nourriture quand des cas d'urgence lui sont signalés.

« Depuis combien de temps n'avez-vous plus de nourriture, Brenda ? »

« Il m'a supprimé les tickets d'alimentation il y a trois mois, quand mon frère a eu dix-huit ans. Quand nous sommes venus du Kentucky, nous ne savions pas à quel point ça allait être dur. Mon père devait nous envoyer 100 dollars par mois, mais il n'a rien envoyé. Mon mari est parti une nuit en disant qu'il allait acheter des cigarettes et il n'est jamais revenu. Ma mère et mon frère sont sortis pour chercher du travail, mais c'est plutôt dur en ce moment. »

« Quand avez-vous mangé pour la dernière fois ? »

« Oh ! je ne sais pas. Je ne me souviens pas. Je mange pas beaucoup, vous savez. »

Quelques kilomètres plus loin, une autre rencontre, à la porte d'une maison de bois délabrée, dans laquelle Betty, vingt-six ans, ne laissera d'ailleurs pas entrer les visiteurs. Elle marche, vêtue comme une vieille femme, sa voix paraît éteinte. Elle est enceinte de six mois.

« Avez-vous de la nourriture à la maison ? »

« Pas de réponse. »

« Avez-vous mangé récemment ? »

« Pas de réponse. »

« Le bébé a-t-il besoin de nourriture ? »

« Plus maintenant. J'ai été voir le docteur. Le cœur ne bat plus. La nourriture, ça n'est plus important pour moi. Mon bébé est déjà mort. »

Prochain article :

UNE GUERRE OUBLIÉE

(1) En décembre 1974, une boîte de pâtes pour chiens valait en moyenne 35 cents. Un kilo de viande chez le boucher : environ 1,45 dollar.

(2) Le 29 janvier 1975, le New York Times publiait un reportage réaliste dans l'Arkansas où vivent les cas les plus graves. Une enquête publiée le 10 février 1975 dans le New York Times sur la condition des personnes âgées en Californie en signale d'autres.

M. Ford consolide son avance aux « primaires » de l'Illinois

Les élections « primaires » de l'Illinois du mardi 16 mars se soldent du côté républicain par une nette victoire du président Ford sur son unique rival, l'ancien gouverneur de Californie, M. Ronald Reagan. Ce dernier — saisi de l'état — ne s'est pas présenté. Une enquête publiée par le New York Times dans la page 5. Mais, pour qu'un enfant

députés qui siègeront dans l'enceinte de la convention. Sur ce plan-là, les lites sont beaucoup plus ténues, bien qu'elles se ramènent à un problème pouvant s'énoncer clairement : mais de Chicago depuis vingt ans, M. Richard Daley, grand patron d'une des dernières « machines » électorales des États-Unis, « contrôle-t-il tout » (c'est son genre) ou partie des cent soixante-neuf membres de la délégation de l'Illinois à la convention démocrate de New-York, le 12 juillet ?

Comme de toute façon son influence au sein de cette délégation sera prépondérante, et qu'elle n'est acquise d'avance à aucun prétendant, certains de ceux-ci prétendent s'abstenir d'une compétition qui ne les assure d'aucun avantage concret. C'est ainsi que le sénateur Jackson ni M. Morris Udall ne se sont présentés. Le champ laissé libre a été occupé par M. Jimmy Carter, qui remporte 48 % des suffrages (mais qui a demandé aux « délégués » qui pourraient se réclamer de lui de prêter allégeance au maire Daley), suivi par le gouverneur Wallace, avec 26 %. Ce dernier n'avait fait campagne dans l'Illinois en 1968 ni en 1972, peut considérer sa course comme « passable ». Il en va de même pour M. Sargent Shriver, qui obtient 18 % des voix, ce qui est presque flatter par rapport à son comportement dans les « primaires » précédentes, mais reste très loin des ambitions initiales, pour ce qu'il puisse encore illusionner son « maître » de l'Illinois un temps d'arrêt, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

de mort, p

MATELAS & SOMMIERS ENSEMBLES

ÉPÉDA

présente toutes ses nouvelles literies chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS 11^e Métro Parmentier

Tél. 257.46.35

صكنا في الامم

Libres opt

des Kurdes

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

des peuples

PROCHE-ORIENT

Libres opinions

Les Kurdes et le droit des peuples minoritaires

par GÉRARD CHALIAND (*)

DEPUIS le règlement à peu près global de la question coloniale, un problème n'a cessé de prendre de l'importance, notamment parmi les pays afro-asiatiques : celui des minorités opprimées. Sud-Soudanais, Biafrais, Erythréens, Babouches, Berbérophones d'Afrique du Nord, etc. Les minorités ethniques, linguistiques ou ethnico-religieuses, revendiquent le droit d'être elles-mêmes, de disposer de leur destin, rappellent qu'elles sont majoritaires sur leur territoire et qu'elles, lorsqu'elles sont dispersées, demandent au moins à conserver leur identité.

La diversité des situations implique des solutions variées : indépendance, autonomie dans un cadre fédératif, ou simplement préservation de l'identité culturelle. Le droit à l'autodétermination, 2622/XXV de l'Assemblée générale de l'ONU du 24 octobre 1970 est en fait rejeté, soit dans le principe même, soit dans son application pratique. Quant aux droits culturels qui devraient constituer un minimum incompressible, ils sont déniés aux minorités dans un nombre considérable de pays, notamment parmi ceux issus du processus de libération nationale des peuples dominés par les puissances occidentales.

Il est vrai, même si l'argument peut sembler choquant à certains, qu'il a été plus facile, dans les deux dernières décennies, d'arracher l'indépendance aux puissances coloniales d'Occident que de voir octroyer l'autonomie par les Etats du tiers-monde, où ces problèmes se posent, ceux-ci, soit par souci de centralisation, soit par nationalisme du groupe-majoritaire, ne veulent rien céder de leurs prérogatives. Dans ce contexte, le peuple kurde détiend la privation d'être sans doute la seule communauté dépassant les quinze millions qui n'a pas acquis le droit à l'existence nationale malgré des luttes s'étendant sur plusieurs décennies. (Actuellement, sur les cent cinquante-trois Etats souverains du globe, moins d'un tiers ont une population supérieure à celle du Kurdistan).

Est-il acceptable que, de nos jours, des millions d'êtres humains soient privés du droit d'être eux-mêmes, dans des conditions de publication, dans les rapports avec l'administration, alors même que, dans leur grande majorité, ils n'en connaissent pas d'autre ? C'est le cas des Kurdes de Turquie, d'Irak et de Syrie. Est-il acceptable que des problèmes ne puissent être abordés dans les instances internationales dans la mesure où celles-ci ne tiennent compte que des Etats ou, au mieux, des mouvements soutenus par des Etats ? Est-il acceptable qu'une campagne ne puisse être menée en Occident en faveur des Kurdes (ou de toute autre minorité opprimée) sans que leurs revendications s'expriment à travers le terrorisme publicitaire et le scandale dont se nourrissent si volontiers les médias ?

En Irak, où le mouvement national kurde était, pour des raisons historiques et démographiques, le plus puissant, et où les Kurdes avaient obtenu, dès l'époque du mandat britannique, un minimum de droits culturels, la situation se détériore systématiquement depuis la liquidation de leur résistance armée, il y a juste un an. L'autonomie, il est vrai, au terme d'une lutte de près de dix ans, leur avait été accordée en mars 1970 par le gouvernement baasiste d'Irak. Mais celle-ci, avant même d'être appliquée, n'a cessé d'être rognée, provoquant ainsi la reprise des hostilités en 1974. En mars 1975, le mouvement national kurde était étouffé par un accord entre le chah d'Iran et le gouvernement irakien. Il est indéniable que cette défaite kurde est aussi le fruit des insuffisances du mouvement national dirigé par le général Barzani, marqué par le poids de la société traditionnelle et de ses pratiques, par une vision politique étroite, trop soucieuse de tactique et encline à enliser aux alliances les plus détestables (notamment celle du chah, qui devait provoquer l'effondrement du mouvement).

Depuis un an, le gouvernement irakien procède à l'arabisation par transfert de la population des régions pétrolières et frontalières naguère peuplées de Kurdes (Kirkouk, Khanaqin, Sinjar). Cette déportation a affecté, selon les sources irakiennes, cinquante mille personnes (les Kurdes avançant le chiffre de deux cent mille) et doit, dans un proche avenir, atteindre des proportions beaucoup plus élevées. Des camps d'internement ont été créés au sud de l'Irak (Dhowsay et Nasr) où sont parqués des dizaines de milliers de Kurdes, notamment ceux réfugiés d'Iran après l'effondrement du mouvement armé qui sont retournés en Irak pour échapper aux camps d'internement iraniens. Deux cent cinquante patriotes kurdes ont été exécutés (Mossoul, Abu Grail, etc.). Sur le plan culturel, la détérioration se traduit par la fermeture de la faculté des lettres kurdes à Bagdad (née en 1959), la suppression de la direction générale pour la culture kurde — ainsi que du ministère des affaires du Nord — la déstitution de soixante-dix Kurdes du corps enseignant de l'université de Sulaymaniyah et leur remplacement par des Arabes d'origine baasiste.

Le peuple kurde d'Irak connaît en ce moment la période la plus difficile de son histoire depuis la création de l'Etat irakien par la Grande-Bretagne. Ces événements se déroulent au milieu d'un effacement résultant de la rareté des informations, de la connivence de la raison d'Etat et de l'indifférence des opinions. Même les fractions les plus ouvertes de ces dernières, observant à l'égard des Kurdes — comme de maints autres problèmes de leur droit absolu à conserver leur identité culturelle. Cela constitue pourtant un minimum, avant même de rappeler leur droit à l'autodétermination (qui peut mener soit à la fédération, soit, éventuellement, à la sécession). Il est important de secouer les conformismes des formules ritualisées, des attitudes et des mentalités à l'égard de ce type de problèmes dont les Kurdes sont une des plus tragiques illustrations.

La dictature exercée au nom du nationalisme de la majorité, justifiée par la raison d'Etat, quand ce n'est pas au nom de la révolution ou du socialisme, reste une injustice intolérable quand elle nie le droit des peuples minoritaires à transmettre leur culture et à l'enrichir.

(*) Secrétaire général de l'Association Franco-Kurdistane, qui comprend notamment : S. de Beauvoir, J.-M. Domenech, R. Dumont, R. Garaudy, G. Halimi, A. Kessler, E. Morin, E. Pie, M. Rodinson, C. Roy, J.-P. Sartre, Y. Person, L. Scarpia, Vercors, P. Vidal-Naquet, etc. B.P. 70, 75303 Paris Cedex 12.

Irak

BAGDAD CONFIRME L'EXECUTION D'UN HOLLANDAIS ACCUSE D'ESPIONNAGE AU PROFIT D'ISRAEL

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Une vive émotion s'est emparée de l'opinion publique néerlandaise, après la confirmation, par l'ambassade d'Irak à La Haye, de l'exécution de M. Leonard Aronson, de nationalité néerlandaise. Le 8 novembre 1975, le gouvernement de Bagdad avait affirmé que M. Aronson avait été condamné à mort, mais pas encore exécuté. Le chargé d'affaires néerlandais à Bagdad a été rappelé par le gouvernement.

M. Aronson, qui avait rendu visite à son frère en Israël, était juif, mais n'avait pas la nationalité israélienne. Il semble acquis qu'il a été arrêté en mars ou avril dernier au Kurdistan irakien, où il était rendu en tant que « colonisateur médiateur ». Un modèle anglais l'avait remporté en mars 1975, alors qu'il occupait cette fonction. A cette époque il avait perdu tous ses papiers d'identité.

(Selon le gouvernement irakien, M. Aronson aurait adopté la nationalité israélienne et se serait appelé Alexandre Baroun. Il avait été arrêté, selon un affidavit de même source, au Kurdistan le 24 mars 1975 sous l'accusation d'espionnage au profit d'Israël.)

MM. KISSINGER ET ABBA EBAN FONT L'ELOGE DU PRESIDENT SADATE

Dans une intervention, mardi 16 mars, devant la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Kissinger a loué « les qualités d'homme d'Etat et le courage » du président Sadate. Un modèle anglais l'avait remporté en mars 1975, alors qu'il occupait cette fonction. A cette époque il avait perdu tous ses papiers d'identité.

Interrogé sur les ventes d'armes américaines à l'Egypte, le secrétaire d'Etat a fait remarquer que M. Sadate « avait grandement facilité, en matière de l'influence soviétique dans son pays sans rien demander en échange aux Etats-Unis ».

M. Kissinger a encore affirmé que l'attitude de M. Sadate avait été « l'un des principaux facteurs » ayant permis d'accomplir les premiers pas en vue de l'insaturation de la paix au Proche-Orient.

De son côté, M. Abba Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères, dans une intervention au Sénat, a loué la qualité de président Sadate de « personnage historique, sans aucun doute », qui a fait passer le Proche-Orient, d'un « état de tension à un état de détente »... (A.F.P., A.P.)

● M. FRANÇOIS-XAVIER ORTOLI, président de la commission des Communautés européennes, a terminé, ce mercredi 17 mars, une visite de quatre jours en Israël.

M. Ortoli est le premier président de la Commission à faire un voyage officiel à Jérusalem, où il s'est entretenu avec le chef de l'Etat, le premier ministre ainsi que les ministres des finances, du commerce et de l'industrie, des affaires étrangères et de la défense. Il a également rencontré des dirigeants des divers secteurs de la vie économique. — (Corresp.)

NE CHANGEZ PLUS VOTRE VIEILLE BAIGNOIRE

RENNOVAIN

spécialiste de la rénovation de votre bain

à très peu de frais sans aucun démontage (banc ou couleur) Travaux garantis - Références

Alain DUVAL - 951-44-47 ou 951-44-44 Z.A. des 4 Arbres ROY L. 18110 SAINT-PIERRE-EN-VALENTIN (Eure-et-Loire)

MATH à PAQUES

Révision complète MATH PHYSIQUE

à partir de 22 euros

Centre Pédagogique Privé MATH ASSISTANCE

9 rue Saint-Lazare 92000 Nanterre 01-47-47-17 15 rue de la République 92000 Nanterre 01-47-47-18

Monsieur, Lyon, Lille, Bordeaux, Nantes, Orléans, etc.

13 ans d'expérience

Liban

M. Joumlatt dénonce l'intervention de la Syrie en faveur du président Frangié

La situation demeure confuse à Beyrouth. Le général Ahdab a déclaré, mardi soir 16 mars, à la télévision libanaise, que l'heure était « à la recherche d'un règlement politique », et a appelé les militaires à se rassembler dans les casernes de Beyrouth.

L'Armée de libération de la Palestine — contrôlée par la Syrie — tenait toujours, mercredi matin, le corridor qui commande l'accès au palais présidentiel, empêchant de ce fait les deux colonnes qui avaient fait mouvement vers la résidence du président Frangié de progresser.

L'intervention indirecte de la Syrie a suscité le mécontentement des partis progressistes libanais, qui soupçonnent les dirigeants syriens de vouloir

les priver d'une « victoire » pour des raisons d'équilibre politique. Le chef de file de la gauche libanaise, M. Kamal Joumlatt, a refusé de se rendre à Damas, et a lancé, mardi soir, un appel aux Arabes et aux Palestiniens, leur demandant de « laisser la voie libre aux Libanais pour qu'ils puissent réaliser leur volonté ».

Pour sa part, M. Assem Kanso, responsable du parti Baas syrien au Liban, qui reflète le point de vue de Damas, a dénoncé le coup de force du général Ahdab, le qualifiant de « show télévisé » et de « manœuvre des forces qui ont conclu l'accord du Sinaï et qui projettent de démembrer le Liban, en manipulant la fraction musulmane de l'armée libanaise ».

De notre envoyé spécial

problèmes fondamentaux qui étaient à l'origine de la crise.

On s'était d'abord étonné que le gouvernement de Damas mise sur la personne du président Frangié pour l'application de cet accord. Les Syriens semblaient avoir accordé leur confiance au chef d'Etat libanais, comme si celui-ci était réellement « au-dessus des partis », alors qu'il était accusé depuis longtemps d'avoir, par son action partisane, envenimé le conflit.

Une série de voyages à Damas

Le régime syrien avait cependant observé une attitude de neutralité bienveillante à l'égard du coup de force du général Ahdab, bien que le mouvement de redressement national, qui dans les deux camps opposés, bénéficiait d'un consensus assez inattendu, témoignait implicitement de la défiance à l'égard de la Syrie. Ce coup de force était, en effet, un sursaut d'orgueil de la part des Libanais. Ceux-ci ont éprouvé une certaine fierté à tenter de trouver par eux-mêmes un début de solution à la crise, sans être obligés de faire appel aux « frères » syriens. Devant cet élan nationaliste, le régime baasiste a-t-il oublié qu'on lui avait reproché de vouloir exercer une « tutelle » pesante sur le Liban d'avoir témoigné de « préférences à droite », notamment en critiquant les revendications du front islamoprogressiste, et d'avoir tenté de mettre au pas certains éléments de la gauche ou de la résistance palestinienne ? (Le Monde du 3 février.)

L'intervention « indirecte » de la Syrie a provoqué, le 16 mars, une grande effervescence dans les milieux politiques de Beyrouth et une série de voyages à Damas. Alors que l'imam Moussa Sadi, chef spirituel de la communauté musulmane chiite, et une délégation du parti phalangiste se trouvaient déjà dans la capitale syrienne, l'un des adjoints du lieutenant Ahmed El Khatib (le maréchal du Liban arabe) a été nommé à la tête de la délégation.

M. Yasser Arafat, leader de l'O.L.P., M. Zuhair Mohsen, chef de la Salqa, et M. Nayef Hawatmeh, secrétaire général du Front démocratique pour la libération de la Palestine, s'y sont à leur tour rendus. Pour certains d'entre eux, il s'agissait de demander aux dirigeants syriens quelques « explications ». La Syrie a un rôle difficile dans la crise libanaise, et la plupart des Libanais le reconnaissent, mais selon un avis quasi général, elle va devoir, au cours des prochains jours, prouver qu'elle ne cherche pas à favoriser certaines parties plus que d'autres. On a noté à cet égard que le journal *El Ahdad*, organe du parti phalangiste, a annoncé, dans son édition de mardi : « La Syrie s'est prononcée en faveur de la légalité, à la suite des contacts établis avec la délégation phalangiste ». Les médiateurs syriens — dont la venue à Beyrouth, prévue pour ce mercredi 17 mars, n'a pas été confirmée — vont devoir prouver qu'ils ne cherchent pas à imposer un point de vue et qu'ils se limitent au rôle d'arbitres.

FRANCIS CORNU.

Aux Nations unies

Les divergences entre Damas et l'O.L.P. paraissent s'aggraver

De notre correspondant

Nations unies (New-York). En demandant la création d'un « conseil pour la Palestine », semblable au conseil pour la Namibie, au cours de son intervention au comité des Vingt, le sud-ouest noro-oriental pour les droits indigènes des Palestiniens, le délégué syrien, M. Mouawjaj Allaf, n'a pas seulement fait sensation aux Nations unies. Il a aussi lancé un brillant en direction de l'O.L.P.

Des fissures étaient apparues ces temps derniers dans l'alliance entre la Syrie et la « centrale » des fedayins. Mais les divergences dans leurs positions pouvaient passer pour secondaires ou être attribuées à un manque de coordination. Un premier désaccord avait surgi peu après que le comité eut entamé ses travaux au début de mars : la Syrie suggéra qu'une mission d'enquête fut dé-
pêchée par le comité sur le terrain, tandis que l'O.L.P. estimait cette initiative inopportune.

Tant sur le fond que dans le ton, les interventions des délégués syrien et palestinien contrastèrent par la suite. L'O.L.P. affichait une attitude modérée et pragmatique, s'efforçant de poursuivre des buts réalisables. Son représentant, M. Zuhair Mohsen, pour que les Nations unies tentent d'obtenir, dans une première phase, le retour des réfugiés palestiniens chassés de leur pays après 1967. Une en filigrane, cette intervention pouvait induire à Israël que l'O.L.P. après

la création d'un Etat palestinien, serait disposée à coexister avec l'Etat hébreu. En janvier, le délégué palestinien ne renouait pas uniquement à ses principes ni à ses cartes diplomatiques, mais il mettait l'accent sur des objectifs réalisables. Le délégué syrien, par sa part, a proposé d'insérer dans les milieux proches de l'O.L.P. on s'en disait encore « choqué » le lendemain la création d'un « conseil pour la Palestine », ce qui équivalait à suggérer que la Palestine, une fois libérée, serait placée sous la tutelle des Nations unies.

« Imagine-t-on la Chine proposant de placer le Vietnam du Sud libéré par le F.N.L. sous la tutelle de l'Organisation internationale, ou les maquisards rhodésiens suggérant de transformer leur pays en territoire administré par les Nations unies ? », nous a demandé un diplomate arabe. « L'intervention syrienne ne concréterait pas seulement sur le plan tactique les objectifs immédiats de l'O.L.P., elle menaçait de miner ceux-ci à long terme. Les Palestiniens avaient été manipulés bien des fois par divers pays arabes, mais les divergences entre l'O.L.P. et Damas avaient jusqu'ici été feutrées. Pour la première fois la Syrie dévoile ses batteries, et on y voit beaucoup, ce mercredi 17 mars, dans les couloirs du palais de verre, de « croisements de vues », se projetant des années 40 et 50 qui visait à regrouper la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine en un seul Etat.

LOUIS WIZNITZER.

Pour son imperméable, un homme élégant
à son fournisseur britannique.
Pour ses cravates de soie, il aura maintenant

monsieur balmain

261, rue Saint-Honoré (angle rue Cambon)

HERRING DAW RECHERCHE
DES BUREAUX POUR SES INVESTISSEURS
Immeubles de rapport et opérations immobilières
à monter. Paris et Région Parisienne
Etude rapide et confidentielle.

Herring Daw
Consultant Immobilier International

63 rue Pierre Charon,
75008 Paris - Tél. 660961

256.07.61

ASIE

Chine

La campagne « anti-révisionniste » s'organise sans s'enrichir de thèmes nouveaux

De notre correspondant

Pékin. — L'atmosphère politique a nettement changé à Pékin depuis la publication, le mercredi 10 mars, de l'important éditorial du *Quotidien du peuple*, consacré à la lutte contre le « révisionnisme » (le *Monde* du 11 mars). Du jour au lendemain, les articles de presse qui, pendant plusieurs semaines, étaient quotidiennement enrichis de nouvelles pièces du dossier d'accusation contre les « révisionnistes », ont perdu toute originalité. Les colonnes ne s'empressent plus que de témoignages ou de comptes rendus de discussions qui paraissent, pour l'essentiel, l'édition du 10 mars, et les deux citations du président Mao qu'il contenait. Une nouvelle campagne se développe de manière très organisée à partir de ce texte, qui prend le caractère d'un document de base.

Est-ce à dire que cette campagne touche à son terme ? Quelques anomalies dans le développement de la campagne font douter que tous les problèmes aient déjà été réglés.

L'armée, en particulier, reste étonnamment réservée. Le *Quotidien du peuple* n'a guère publié jusqu'à présent, en provenance des milieux militaires, qu'un court article dans lequel il était incidemment question de la critique du « programme révisionniste » par un officier en poste à Chen-Yang, ainsi qu'une photographie montrant quelques soldats de la garnison de Pékin plongés dans la lecture de l'éditorial du 10 mars. C'est très peu dans un pays où l'armée, loin d'être muette, prend par principe une part active à la vie politique et est même censée servir d'exemple aux autres couches de la population.

Indices et mystères

D'autre part, en dépit d'appels répétés aux cadres dirigeants pour qu'ils « prennent les devants » dans le mouvement de critique des « révisionnistes », rares sont les responsables locaux ou régionaux de premier plan qui se sont jusqu'à présent manifestés sur ce terrain. L'éditorial du *Quotidien du peuple* devrait les y encourager, mais, comme le suggèrent d'ailleurs ce même texte, on compte que nombre d'entre eux, qui s'étaient égarés sur une fausse voie, aient préalablement besoin d'être aidés à corriger leurs erreurs.

Aucune indication, enfin, n'a filtré sur la manière dont ont été prises les décisions qui paraissent

référer l'éditorial du 10 mars. Celui-ci avait supprimé toute allusion à une « scission » quelconque dans les rangs du parti et du comité central. Des observateurs étrangers inclinent à penser qu'une réunion des hautes instances du P.C. a probablement eu lieu, peut-être au même niveau que celle qui s'était tenue, croit-on, fin janvier ou début février, rassemblant le bureau politique et la plupart des membres du comité central normalement présents à Pékin. Il ne s'agit toutefois que de spéculations, et il est permis de se demander si les véritables décisions finales ont été prises. Pour l'essentiel, le *Quotidien du peuple* du 10 mars suggère l'idée d'un règlement comportant d'une part l'élimination politique de M. Teng Hsiao-ping et peut-être de quelques-uns de ses alliés les plus proches et les plus compromis (le ministre de l'éducation par exemple), d'autre part le maintien à leur poste, après « rectification », de la majorité des responsables qui ont pu se laisser égarer par les consignes du vice-premier ministre, le tout dans l'ordre et la discipline, et sans que la production ait à en pâtir.

Mais l'idée de ce règlement était-elle le fruit d'un accord entre des tendances adverses, ou n'était-elle qu'une suggestion avancée, il est vrai, avec la caution du président Mao ? Voilà qui n'est pas encore entièrement clair.

Les indices qu'offre la vie politique quotidienne ne sont pas d'un grand secours pour éclaircir ce mystère. Certes, M. Chang Chun-chiao, vice-premier ministre et membre du comité permanent du bureau politique, toujours considéré comme l'un des représentants les plus crédibles de la « gauche », se fait beaucoup voir, et reçoit fréquemment des visiteurs étrangers. Inversement, des membres de premier plan du gouvernement, comme le vice-premier ministre M. Li Hsien-nien, n'ont pas refait surface depuis deux mois (1). Mais si on les interroge sur le sort de M. Teng Hsiao-ping, gu'on n'a pas revu depuis le 15 janvier, les porte-parole continuent à répondre qu'il n'y a « rien de nouveau » à dire concernant les fonctions qu'il occupe toujours en théorie.

ALAIN JACOB.

(1) L'agence Kyodo, citant des voyageurs, écrit que M. Li est critiqué sur des journaux muraux dans le Hôp. Il avait même le président du comité révolutionnaire provincial, lui-même critiqué pour sa gestion. — (N.D.L.R.)

AFRIQUE

LA CRISE ENTRE RABAT ET ALGER

La presse marocaine fait un large écho au manifeste de MM. Fehrat Abbas et Ben Khedda

De notre correspondant

Rabat. — « Nous avons été aux côtés du peuple algérien quand il menait sa révolution contre le colonialisme français (...), aujourd'hui nous sommes également avec lui dans le redressement courageux que les authentiques leaders de la révolution ont entrepris pour changer le visage ténébreux que les dirigeants actuels ont donné à l'Algérie. Et nous resterons à ses côtés jusqu'à ce que sa volonté triomphe. »

Ce passage d'un éditorial du quotidien de l'istigat *Al Alam*, le 16 mars, est un exemple parmi d'autres des approbations unanimes que le manifeste de MM. Fehrat Abbas, Ben Khedda, Hocine Lahouel et Mohamed Khairadine (le *Monde* du 12 mars) a suscitées dans la presse marocaine. Depuis qu'elle est connue, cette initiative occupe la « une » des journaux sans distinction de tendances. Le *Matin*, proche du gouvernement, a publié intégralement le manifeste en indiquant qu'en raison de la situation « répressive » qui prévaut à Alger, les agences de presse n'avaient « réussi à transmettre que des passages du texte ».

Tous les commentaires ont rendu hommage au « courage » des signataires du manifeste qui, vivant en Algérie, n'ont pas hésité à s'attaquer au régime établi. C'est également ce courage qu'a salué le secrétaire

général du parti du progrès et du socialisme, M. Ali Yata, en prenant la parole à Rabat à une réunion politique le jour même où la diffusion du manifeste fut annoncée.

Dans tous les journaux la distinction est faite entre les dirigeants de l'Algérie, dont l'hégémonie est dénoncée, et le peuple algérien. Ils condamnent le comportement des responsables et leurs « échecs » sur le plan économique et en même temps ils expriment de nouveau leur fraternité à l'égard de la population du pays voisin. Et cela pour ne pas compromettre l'avenir et l'unité du Maghreb arabe. De même, le communiqué officiel qui annonce la rupture des relations diplomatiques du Maroc avec l'Algérie (le *Monde* du 9 mars) s'était abstenu de confondre dans sa réprobation gouvernements et gouvernés.

L'éventualité d'un affrontement armé n'est pas écartée par certains. C'est ainsi que le quotidien de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) *Al Mouharri*, écrit : « (...) Nous devons donc nous préparer à affronter toutes les éventualités, les éventualités de la guerre que Boumedienne aurait pu nous déclarer de propos délibéré, mais qu'il peut à présent nous déclarer malgré lui. »

LOUIS GRAVIER.

Espagne

LE PEINTRE JUAN GENOVES a été arrêté, lundi 15 mars à Madrid, annonce l'agence Europa Press. Juan Genoves avait peint dernièrement une grande affiche faisant allusion à l'annexion, commandée par Justice et Paix. — (A.F.P.)

UN JEUNE BASQUE, connu pour ses activités d'extrême droite, a été grièvement blessé dans la nuit de mardi à mercredi par deux personnes que l'on croit appartenir à l'ETA. La victime, M. Eloy Ruiz Cortadi, a été hospitalisée à Portugalete. Il avait été dénoncé à plusieurs reprises comme ayant participé à des agressions contre des préfectures basques. Il y a trois jours, un chauffeur de taxi, accusé par l'ETA d'être un informateur de police, a été abattu de deux balles dans la tête. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

LE GRAND - CROIX DE L'ORDRE D'ISABELLE LA CATHOLIQUE a été attribuée à M. Robert Gillet, ancien ambassadeur de France à Madrid, selon un décret du ministère des affaires étrangères que publie le *Bulletin officiel* du mercredi 17 mars. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

UNE BOMBE a été désamorcée mercredi matin 17 mars dans une station de dépôt du métro londonien, à Neasden, au nord-ouest de la capitale. Un porte-parole de Scotland Yard a indiqué que la bombe, de près de 3 kilos, avait été découverte au bord de la voie. Le désamorçage de ce nouvel engin porte à trois le nombre de quarante-huit heures les attaques à la bombe dans le métro. Imputées à l'IRA provisoire. — (A.F.P.)

Norvège

L'ABOLITION DE LA MONARCHIE et l'institution d'une

République ont été rejetées par 117 voix contre 19 par le Parlement norvégien le 16 mars. L'amendement avait été présenté par la gauche socialiste. — (Reuter.)

Pakistan

M. KHAWAJA KHAIRUDDIN, ancien président du parti de la Ligue musulmane, principale organisation d'opposition, a été expulsé du Pakistan lundi 15 mars. Il a été embarqué à bord d'un avion à destination de Londres. Il avait été arrêté au Pakistan-Oriental (aujourd'hui Bangladesh) au moment de la venue au pouvoir de M. Mujibur Rahman. Il était rentré récemment dans son pays, mais le gouvernement a refusé de le reconnaître comme un ressortissant pakistanais. — (A.F.P.)

Portugal

DE VIOLENTS INCIDENTS ont éclaté, le mardi 16 mars à Évora, entre militants du parti du Centre démocratique

Afrique du Sud

Le discours du chef des Zoulous porte un coup sérieux à la politique des homelands

Correspondance

Johannesburg. — Le discours dans lequel le chef des Zoulous, M. Buthelesi, a invité l'Afrique du Sud à évoluer vers un gouvernement majoritaire » (le *Monde* du 16 mars) a provoqué une vive sensation dans le pays, mais les milieux officiels observent à son propos un silence total. En privé, des hommes politiques conviennent qu'il témoigne d'un sentiment sans cesse croissant de frustration au sein de la communauté noire. M. Buthelesi, chef de six millions de Noirs dans l'est du pays, s'était, naguère montré compréhensif à l'égard de la politique officielle de création de « nations séparées ». Sa déception quant à ces « homelands » n'a fait que cristalliser le fait qu'ils laisseraient 87 % du territoire aux quatre millions de Blancs, le reste allant aux quinze millions de Noirs. En outre, le « homeland » du chef Buthelesi, le KwaZulu, qui doit lui aussi devenir une « nation », est composé de dix parcelles distinctes séparées par des territoires « blancs » et paraît donc ingouvernable.

M. Colin Eglin, chef du parti progressiste sud-africain, a déclaré lundi que le discours du chef Buthelesi était un « avertissement vigoureux de la part d'un dirigeant ayant décidé d'agir en faveur de modifications pacifiques du système d'apartheid ». « Tous les Sud-Africains devraient méditer ces mots, a-t-il ajouté, car ils expriment la frustration croissante d'hommes privés de

toute participation dans la prise de décisions du pays auquel ils appartiennent. » Pour sa part, le révérend Alan Handridge, président du Coloured Labour Party, qui représente les intérêts de trois millions de Métis, s'est dit d'accord avec M. Buthelesi. M. J.-F. Mayet, l'un des dirigeants du Conseil des Indiens d'Afrique du Sud (South African Indian Council), voit dans ce discours « un cri de désespoir suscité par un système ignorant les vœux et les besoins de 80 % de la population ».

En général, on estime ici que le chef Buthelesi, en faisant un écart, a démenti son désir de ne plus soutenir la politique de création des homelands. Cette décision est extrêmement lourde de conséquences, car les Zoulous sont la tribu noire la plus importante et leur opposition généralisée considérablement le « grand dessein » de l'apartheid. Le « Transvaal », homeland de quatre millions de membres de la tribu Xhosa, doit devenir indépendant en octobre prochain, avec l'accord du premier ministre, M. Kaiser Matanzima, chef de cette communauté.

Beaucoup de Sud-Africains estiment que le moment choisi par le chef Buthelesi pour s'exprimer, juste après le succès de l'intervention soviétique en Angola, pourrait indiquer qu'il entend leur son destin aux forces du nationalisme noir travaillant au renversement du pouvoir blanc dans le pays.

et social (C.D.S.) et des « diversaires de gauche. Les bagarres ont fait une dizaine de blessés, dont deux ont dû être hospitalisés. La police est intervenue et a tiré des coups de feu en l'air pour ramener le calme. — (A.F.P.)

Yougoslavie

SEIZE PERSONNES ONT ÉTÉ CONDAMNÉES, les 15 et 16 mars, à des peines allant de dix-huit mois à quinze ans de prison pour diverses activités dirigées contre le régime. Ainsi, à Novi-Sad en Voïvodine, trois femmes et sept retraités, qualifiés de « extrémistes », ont été reconnus coupables d'avoir voulu renverser le régime par la force et d'avoir, à cet effet, « cherché un appui à l'étranger ». A Sarajevo, en Bosnie, un avocat et un artisan devront faire huit ans et cinq ans et huit mois pour avoir « grossièrement dénigré le système yougoslave et ses plus hauts dirigeants ». Enfin, à Bosnaki-Brod, deux Yougoslaves ont été condamnés à trois ans et six ans de prison pour « association illégale avec le Mouvement de libération croate ». — (A.F.P.)

Paris-Nice tous les jours, 4 vols Air France, au départ de Roissy.

Choisissez votre horaire:

Paris → Nice	Nice → Paris
08 h 50 → 10 h 10	07 h 30 → 08 h 50
11 h 10 → 12 h 30	10 h 50 → 12 h 10
15 h 30 → 17 h 00	18 h 30 → 19 h 50
20 h 00 → 21 h 20	20 h 00 → 21 h 30

Pour vos réservations, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France. (Tél. 535.61.61).

II AIR FRANCE

MEL

DIRECTEUR DE PRODUCTION

110/130.000 F.
ELECTRONIQUE
40 Kms PARIS EST

INGENIEUR D'AFFAIRES

Chaudronnerie Lourde
CHALON-SUR-SAONE

Filiale d'un puissant groupe industriel français, une société spécialisée dans la production d'appareils électroniques de mesure et de contrôle (C.A. 20 millions de F - 150 personnes) crée, pour faire face à son expansion, un poste de directeur de production. Sous l'autorité du Directeur Général, le titulaire sera quantitativement et qualitativement responsable de la production, de la gestion commerciale, de la gestion financière, des relations avec les clients, de la maintenance et du contrôle. Il suivra l'évolution des prix de revient et travaillera à une industrialisation plus poussée des fabrications. Le candidat retenu, âgé de 32 ans au moins, sera de préférence un ingénieur diplômé d'une école d'électronique ou d'électricité. Il aura acquis pendant plusieurs années à un poste de responsable une expérience de la gestion de production, de l'industrialisation ou de la fabrication, si possible dans le domaine de la construction électronique en petits ou en moyennes séries. Ecrire à P. Vinet, Réf. B 3768.

La division chaudronnerie lourde de CREUSOT-LOIRE (pétrochimie, nucléaire, off shore, 200 millions de francs dont la moitié à l'exportation, 1.400 personnes) recherche un ingénieur d'affaires. Au sein d'un département technique-commercial, il sera intégré dans la section réalisations et se verra confier la gestion de contrats représentant un montant supérieur à cent millions de francs. Assisté par des techniciens et en liaison avec les services techniques de la division, il assurera les contacts avec les clients, négociera les modifications, coordonnera l'action de l'ensemble des services de la division pour les affaires dont il aura la charge. Il gèrera les contrats correspondants et assurera notamment les prévisions des résultats financiers. En liaison avec le service commercial du département, il participera également à l'établissement des devis et à la préparation des éléments de la proposition impérative de l'anglais, il aura trois à cinq ans d'expérience en chaudronnerie, soit comme ingénieur d'affaires ou de contrats dans une société d'engineering, soit comme ingénieur d'études ou de fabrication. Ecrire à Y. Blanchon, Réf. B 9207.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats données au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

POLITIQUE

et leurs suites

M. Giscard d'Estaing va réviser sa stratégie

(Suite de la première page.)
L'analyse avec la situation de 1972 est d'autant plus forte que deux faits récents ont un air de déjà vu : M. Chirac vient d'appeler auprès de lui M. Pierre Juillet, qui avait été, il y a quatre ans, le partisan écroulé du premier terme de l'alternance évoquée plus haut. Le premier n'a qu'une seule ambition : empêcher l'état-major U.D.R. de manifester publiquement son hostilité au projet d'élection directe du président de la République, qui ne peut pas être une réponse aux nouveaux problèmes posés à la majorité.
L'analyse affecte l'indifférence : l'entrée de M. Juillet au cabinet du premier ministre, souligne-t-on, ne relève que de M. Chirac, l'U.D.R., d'autre part, ne dit pas vraiment non à l'élection directe du président de la République. Bref, le chef de l'Etat va être en mesure de résoudre le dilemme de Georges Pompidou : il entend à la fois satisfaire sa droite et sa gauche.

Deux correctifs

Sans doute. Mais cette profession de foi s'accompagne d'un certain nombre de correctifs. En premier lieu, les proches du président de la République croient nécessaire de modifier le rythme de réalisation des réformes. Il faut, disent-ils, que le chef de l'Etat cesse de parler longuement de ses grands projets, ce qui a pour seul effet d'inquiéter inutilement les intéressés. Un membre du cabinet présidentiel explique : « Ceux qui se plaignent de l'excès du changement demandent souvent en exécution des réformes qui ne sont pas faites, et qui sans doute ne se feront jamais ! » Il ne s'agit pas d'être plus ou moins audacieux, conclut l'analyse. Il s'agit d'être clair. En somme, des actions ponctuelles seront jugées préférables à de vastes desseins : « Ceux qui regrettent l'insuffisance du chan-

gement, ajoute le même conseiller, oublient un grand nombre de réformes déjà faites. » Voilà qui revient à limiter, à coup sûr, les ambitions réformatrices de M. Giscard d'Estaing, mais une telle modestie n'est pas de nature à déplaire à M. Chirac et à son nouveau conseiller politique. Quant aux ardeurs européennes du président de la République, qui ne sont pas pleinement du goût du premier ministre, ni de celui de son mouvement, elles ont été quelque peu calmées par la crise monétaire. Rien ne laisse prévoir un infléchissement analogue à celui qui suivit le référendum de 1972, mais l'ordre des priorités n'est plus tout à fait le même.

Deuxième correctif, qui vient en quelque sorte amener la référence au ponjadicisme : la montée du courant social-démocrate est un phénomène général, dit-on à l'Elysée, et la France n'échappe pas à la règle. M. Giscard d'Estaing a bien tenté de le capter à son profit, mais il reconnaît aujourd'hui son échec. Dès lors, le seul espoir de la majorité présidentielle pourrait être de le contenir, et non pas l'encourager, encore moins de le retourner à son avantage. Est-ce la fin de l'ouverture à gauche longtemps préconisée par le chef de l'Etat ? Celui-ci semble en tout cas avoir mesuré, à la lumière des scrutins de 1971 et 1974, la difficulté de l'entreprise.
Certes, M. Giscard d'Estaing n'a pas fini de se pencher sur le tableau des résultats de dimanche dernier. Ses conseillers n'ont pas encore déterminé la nature exacte de l'électorat qui a préféré reporter ses voix sur la gauche, et des conclusions plus fines devront être dégagées. Des sondages vont également être effectués. Mais d'ores et déjà, comme l'a indiqué M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, la majorité présidentielle de se mettre « en ordre de combat ». Son chef semble prêt à la suivre.

THOMAS FERENCZI

Après la nomination de M. Juillet au cabinet de M. Chirac

La nomination de M. Pierre Juillet comme conseiller technique de M. Jacques Chirac, premier ministre (le Monde du 17 mars), provoque plusieurs commentaires dans les journaux de mercredi 17 mars.

LE QUOTIDIEN DE PARIS

un solide chef d'état-major technique.

« Sans doute M. Juillet ne renouvellerait-il pas, sur la scène politique, le jeu du jacobinisme et de l'arbitraire de jadis. Mais ce joueur, qui connaît la loi du système de la République, s'est toujours fait l'apôtre de la légitimité du premier ministre par rapport à la souveraineté du président. Ainsi avait-il organisé le tir contre Chaban quand celui-ci lançait son projet de loi sur la loi de succession. M. Juillet n'a pas de répéter ensuite à Chirac de « ne jamais jouer les Chaban ». (...) Ce n'est pas contre Chirac que M. Juillet se rappelle. C'est en parfaite accord avec lui, et la décision a été prise précisément dans le feu de la bataille des cantonales. Alors pourquoi ? Pour le problème de l'alternance ? Pour le problème de la sécurité et du changement, Juillet sécurisant ou Juillet réformateur, n'aurait pas grand sens non plus. Ce n'est pas en fonction de ce genre de choix qu'on fait appel aux lumières de Juillet. Un des familiers du « conseiller » juge ainsi sa nomination : « C'est le rappel de l'Etat à la majorité à un besoin, d'ici à 1978, d'un solide chef d'état-major technique, non point héritier d'armes, mais combattant du terrain : bref, quelqu'un qui sache « faire de la politique » à la fois et « faire de la loi » depuis deux ans. » (PAUL GUILBERT.)

L'AUREOLE, la dernière chance.

« La « génération perdue » du gaullisme (celle qui vote socialiste) peut-elle être récupérée, reconquise, et bien l'U.D.R. doit-elle en faire son deuil ? C'est évidemment l'un des problèmes qui se posent à M. Giscard d'Estaing, appelé en consultation au chevet du malade. L'homme qui fonce, direct, souvent brutal, ne se fait pas d'illusions. Peut-être se dit-il lui-même qu'il est déjà bien tard. Un redressement, une réorganisation, serait sans doute la dernière chance de l'actuel gouvernement. » (PHILIPPE BERNERT.)

L'HUMANITE : vers un regain d'autoritarisme.

« Compte tenu des antécédents politiques de M. Juillet, de ses inclinations connues, il est probable que son retour officiel va entraîner un regain des thèmes autoritaires d'ordre, de l'anticommunisme obsessionnel comme de la dernière chance de l'actuel gouvernement. » (MICHEL GARDOLZ.)

Les reproches de M. Pierre Juillet à M. Chaban-Delmas

Dans son livre *Ardeur*, M. Jacques Chaban-Delmas relate ainsi une conversation qu'il eut avec M. Pierre Juillet, en 1971, alors qu'il était premier ministre :

« ... Il me demanda si j'avais compris les raisons qui l'avaient fait s'opposer continuellement à moi, prétendant qu'il s'agissait de faire obstacle à mon action et non à ma personne.
« Comme je restai évasif, il ajouta que j'avais pu trouver absurde que le plus proche conseiller du président de la République consacrait une partie de son temps à convoquer les efforts du premier ministre, les efforts du président. C'était par là-dessus et j'avais été l'objet de l'homme le plus dangereux qui soit pour le pays.
« Ma sérénité n'en parut pas atteinte.

« M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, animé le 18 mars, à 17 heures, à l'hôtel Lutetia, 47, boulevard Raspail, Paris (6^e), un débat organisé à l'occasion de la publication du livre de M. Chaban-Delmas Vincent, membre du bureau politique, Femmes, quelle libération ? (Editions sociales).

Rogne et grogne dans les rangs de l'U.D.R.

Si l'U.D.R. a été la première formation de la majorité à réagir aux résultats des élections cantonales, c'est parce qu'elle se sent la plus vulnérable au succès de la gauche, estime que sa place éminente parmi les composantes de la majorité lui impose des responsabilités particulières et ne veut pas encaisser sous le pasif d'une action politique qui n'est pas décidée par elle.
On revêt ainsi dans ses rangs le temps « de la rogne et de la grogne » que les gaullistes, au cours de leur histoire, ont déjà connue. Mais alors que jadis le silence qui leur était imposé par leur chef lorsque celui-ci occupait les responsabilités suprêmes provoquait une résignation morose, il n'en va plus de même aujourd'hui. Le bureau exécutif de l'U.D.R., lundi, et le bureau politique du groupe parlementaire, mardi, ont tous deux porté témoignage d'une volonté de dépendance, d'une résolution offensive et d'une affirmation de personnalité toutes

nouvelles. Ces sentiments ont non seulement été approuvés par M. Jacques Chirac, qui a participé à ces deux réunions, mais ils ont même, au dire des participants, été encouragés vivement par lui.

Tout en réaffirmant, comme une pétition de principe, son appartenance à la majorité, l'U.D.R. veut désormais agir par elle-même, prendre seule des initiatives, donner l'exemple aux autres formations de la majorité. Forts de ses cent soixante-trois députés, des sections qu'elle a implantées dans tout le pays, des mandats locaux qu'elle possède — encore — en grand nombre, elle a la conviction qu'elle est la force indispensable à la majorité actuelle.

L'U.D.R. ne proclame certes pas la sécession, mais elle veut prendre ses distances. Ces résolutions qui résultent de rapports faits par les députés et les cadres du mouvement, et qui reflètent

l'évolution de l'opinion publique, marquent aussi les déceptions qu'ont provoquées dans les rangs gaullistes les propos, les projets, les comportements, le style même du président de la République. C'est pour cela que M. Labbé, président du groupe U.D.R. à l'Assemblée nationale, a déclaré, non sans quelque emphase, « la mobilisation » de tous les députés gaullistes pour une action offensive dès la rentrée parlementaire du 2 avril, sans procéder à une concertation préalable avec les autres groupes de la majorité.

Bien des membres de l'U.D.R., démobilisés par l'allégeance silencieuse à M. Giscard d'Estaing, qui depuis deux ans leur était imposée, espèrent retrouver une certaine vigueur en jouant à leur tour le rôle de « cactus » ou en pratiquant le « oui mais », qui a jadis si bien réussi à d'autres.

ANDRÉ PASSERON.

M. Labbé : originalité et initiative

A la suite de la réunion du bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, mardi 18 mars, son président, M. Claude Labbé, a déclaré : « L'U.D.R. a enregistré avec lucidité les conséquences des résultats des élections cantonales. Nous devons ressentir un certain mouvement de l'opinion et en tenir compte. Il est évident que le corps électoral et l'opinion publique. C'est à nous de donner l'exemple. Ces actions s'exerceront en vertu d'accord avec le premier ministre et le secrétaire général de l'U.D.R., M. Chirac, qui, assistant à notre réunion, a souligné que tout l'appareil de l'U.D.R. devait être mobilisé et qu'il fallait davantage faire appel aux jeunes, ajoutant que cette action était indispensable à l'existence de la majorité, car l'U.D.R. représente une part importante de nos populations que nous devons maintenir. Mais nous devons garder notre caractère original et conserver un large droit d'initiative. »
M. Labbé a encore déclaré : « Nos cent soixante-trois députés ne pouvons pas leur temps dans les salons parisiens et à une vue très claire de ce que souhaite l'opinion publique. Il est bon que le président de la République ait appelé les députés à voter pour la loi de succession, plus important de soutenir le président pour les idées qu'il représente que pour sa personne, son style ou pour des détails. »

M. Chalandon : cesser de faire des risettes aux socialistes

Après avoir reconnu que « la gauche, et particulièrement le parti socialiste, venait de remporter un succès certain », M. Albert Chalandon, ancien ministre, député U.D.R. des Hauts-de-Seine, a réagi mardi 18 mars, sur les antennes de France-Inter, que « depuis dix-huit mois certains leaders de la majorité n'ont cessé de faire des risettes, des avances, au parti socialiste, et contribué ainsi à établir son crédit dans le pays ». Il a ajouté : « En politique il faut avoir des adversaires et il faut qu'il y ait une ligne de partage claire et nette entre la majorité et l'opposition. »

Pour M. Chalandon, « le parti socialiste est un adversaire redoutable qu'il convient de traiter comme tel », et de « démythifier », car « en réalité il s'agit d'un parti révolutionnaire, à certains égards plus révolutionnaire même que le parti communiste », et au sein duquel « les éléments révolutionnaires sont en train de prendre peu à peu le dessus sur les autres ». Il faut donc voir en lui, a-t-il précisé, « un parti qui bouleversera profondément la société française, peut-être encore plus que le parti communiste », et non pas un parti modéré comme beaucoup de Français aujourd'hui s'imaginent qu'il est, notamment les électeurs centristes qui ont voté pour lui dimanche.

En ce qui concerne la stratégie socialiste, le député U.D.R. estime que « la majorité n'est pas la pour faire du socialisme, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne doit pas faire de réformes », mais qu'il lui faut « opposer la vérité à la démagogie de la gauche : nous sommes dans une crise économique, et l'heure n'est pas au progrès social, mais au redressement économique, et à la solidarité sociale (...) ». « Si l'on ne discipline pas les revendications sociales, a affirmé M. Chalandon,

nous continuerons à avoir une hausse des prix inévitante, dangereuse, qui renverra en cause la reprise économique elle-même ; c'est pourquoi notre stratégie, dans la majorité, doit être une politique de vérité. »
Pour terminer, M. Chalandon a reconnu que l'autorité du président de la République avait été atteinte par l'échec enregistré aux cantonales : « Nous citons actuellement, du point de vue de la majorité, du point de vue de celui qui est à sa tête, des jours difficiles. »

CORREZE. — M. Jean Charbonnel, maire de Brive, ancien ministre, réélu dans le canton de Brive Nord, a retiré leur démission d'adjoint au maire à M. François Montell, deuxième adjoint, et à M. Raymond Lacombe, troisième adjoint. M. Charbonnel précise que « sa décision n'a pas été prise pour des motifs d'ordre politique, mais parce que M. Montell et Lacombe ont mis gravement en cause, au cours de la campagne des élections cantonales, la solidarité communale, et porté des accusations diffamatoires contre le maire de Brive ». M. Montell, candidat contre M. Jean Charbonnel, et M. Lacombe, candidat à Brive Sud, étaient tous les deux cantonniers par la majorité présidentielle. M. Montell s'était retiré après le premier tour, M. Lacombe a été battu au second par le candidat communiste.

En Seine-et-Marne

Un candidat se plaint d'avoir été empêché de se présenter au second tour

Un recours a été déposé, le 15 mars, au tribunal administratif de Versailles, par M. Jacques Boutillier, retraité du ministère de l'Intérieur, qui se plaint d'avoir été empêché par les autorités de Seine-et-Marne de se présenter au deuxième tour des élections cantonales dans le canton de Crécy-en-Bré.

Le premier tour du scrutin s'était traduit par un ballottage très défavorable pour le maire, M. de Moustier, conseiller sortant (mod. mod.) qui avait obtenu 3 331 voix contre 3 943 pour M. Roux (P.C.), 2 123 pour M. Lapauze (P.S.) et 1 319 pour M. Migon (mod.). Ce dernier s'était retiré de la compétition, et le candidat socialiste avait appelé ses électeurs à voter pour le candidat du P.C.

M. Boutillier décide alors de présenter sa candidature au deuxième tour, et envoya un mandataire à la préfecture pour la déposer le mardi 9 mars, à 15 h. 30. L'administration refusa le dossier, trop incomplet, selon elle. Le mandataire revint le lendemain, trois minutes avant la clôture des inscriptions. Il fut reçu dans le cabinet du préfet, où on lui objecta la non-conformité de cette candidature : « Il y avait beaucoup trop de blancs dans le pouvoir confié au mandataire. »

Le recours formé par M. Boutillier contre le refus préfectoral fait valoir que le préfet n'avait pas à se substituer à l'autorité judiciaire pour apprécier la validité de la candidature. Cette affaire rappelle les pressions subies par M. Jacques Blache, inspecteur des Impôts à Provins, que M. Jacques Solier, préfet de Seine-et-Marne, avait convaincu de se retirer le 14 mars. (Le Monde du 12 mars.)

REIMS. — Au second tour de scrutin, M. de Moustier l'emporta par 3 943 voix contre 3 943 à son adversaire communiste.

M. MITTERRAND : deux cent deux sièges en plus pour le P.S.

Au cours de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mardi 16 mars, M. Adrien Lemaire, député U.D.R., a déclaré : « Le parti socialiste, a-t-il déclaré, a fait un bond en avant jamais connu. » Selon le grand secrétaire du parti, les gaullistes portent sur deux cent deux sièges (cent quatre-vingt-quatre, selon le ministère de l'Intérieur). Il a constaté que si le P.S. perdait quatre dans les Pyrénées-Orientales, a-t-il observé, « il gagnerait partout ailleurs ». M. Lemaire a souligné la jeunesse des élus socialistes qui se présentaient pour la première fois.

La gauche a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

Le parti socialiste a remporté un succès certain, a-t-il déclaré, mais elle ne doit pas se laisser aller à une déception. Elle doit continuer à travailler pour la victoire.

(PUBLICITE)

Après le XXII^e Congrès du P.C.F. Après le XXV^e Congrès du P.C.U.S.

OU VONT LES PARTIS COMMUNISTES OCCIDENTAUX ?

Le numéro spécial (n° 5) de la revue de « CRITIQUE COMMUNISTE » sur la crise du stalinisme organise un

MEETING-DEBAT

avec K. S. KAROL, Alain Krivine, Lucio MAGRI, dirigeant du P.D.U.C. (II Manifesto), Philippe ROBRIEU, François TURCAN, du P.S.U., Henri WEBER.

JEUDI 18 MARS à 20 h. 30

au Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor, Paris-V^e.

Métro : Mouton-Martin.

Pour ses costumes,
un homme élégant a son tailleur dévoué.
Pour ses chemises bien coupées,
il aura maintenant

monsieur balmain

261, rue Saint-Honoré (angle rue Cambon)

Mme Saunier-Seïté a été reçue par le président de la République

Le parti communiste apporte son soutien aux enseignants et aux étudiants

Face à ces difficultés, les communistes jugent « naturelles » les protestations des enseignants et des étudiants, et « responsable » l'atmosphère créée par le régime : « *l'atmosphère mal pour la plupart* ». M. Duffour a souligné en particulier la « maturité » montrée par la « *plate-forme* » présentée par les étudiants des Instituts universitaires de formation des U.T.P.

Les communistes estiment nécessaire de donner une formation professionnelle aux étudiants, d'établir des liens entre l'Université et le monde du travail, mais « sans asservissement de l'une à l'autre » et entre les différentes formes de recherche (fondamentale, appliquée, etc.).

Le P.C.F. a appelé pour le P.C.F. le D.E.B.U.T. à avoir de solu-

vous les examens dans une section supérieure, la création de nouveaux enseignements incluant une « dimension professionnelle » sans *numerus clausus* ni maîtrise du patronat ; le développement des U.T.P. ; la mise en œuvre du diplôme dans les conventions collectives ; l'accroissement des postes aux concours de recrutement des professeurs ; une amélioration de l'enseignement des langues ; enfin la titularisation des auxiliaires et des vacataires et le déblocage des carrières des enseignants.

D'autre part, le P.C. va présenter une proposition qui amende la loi de 1963 en vue de « démocratiser » le fonctionnement de l'enseignement supérieur.

**attention !
n° spécial
de
l'éducation
l'école
et/ou
la
culture**

[illegible]

RELIGION

libéralisme immoral et la totale irresponsabilité ? »

D'autre part, dans une interview accordée à la revue *Le Pèlerin* qui

61-10100-10000

de ne plus cultiver, plus après.

صِيَدَا مِنْ الْأَهْلِ

Clio de cinq à sept

(Suite de la première page.)

Dans la seconde partie de son livre, intitulée *La Répression sexuelle*, Solé se fait le chantre apitoyé de « la grande castration », dont le regard papiste et puritain s'est rendu coupable à l'égard de l'élite et de la masse, depuis le seizième siècle jusqu'au dix-huitième siècle. Mariage tardif, renouveau des instincts, guerres effrénées contre la masturbation menées au temps des « lumières » par le bon docteur Tissot qui rendait cette innocente naine coupable de toutes les déchéances physiques et morales... On n'en finirait pas d'énumérer, avec Solé, les mille et un moyens grâce auxquels les prêtres, suivis par les hygiénistes bourgeois du dix-neuvième siècle (eux-mêmes bouffeurs de curé, mais ennemis du sexe), s'efforçaient, au détriment de la libido, d'asseoir une société réprimée. De là, proviendraient les dévotions obscures, les hystéries, les décharges imprévues d'énergie sexuelle trop longtemps comprimées; et qui se transforme, nous dit Solé, en convulsions épileptiques. Voyez, en 1730, les convulsionnaires jansénistes de Saint-Médard.

J'ai moins suivi Solé dans les deux dernières parties de son livre, *Liberté sexuelle et illusion sexuelle*. Dans un grand envol de soins, de sexes et de fesses, l'histoire de Grenoble évoque, siècle après siècle, les orgies et tous les baroques de la chair, dont se sont rendus « coupables » ou responsables les hommes et les femmes de la Renaissance, puis de l'âge classique. Pris par son sujet, faisant défilé comme à la parade devant nos yeux ébahis les traits mille protestées (sur cinq cent mille habitants) que comptait Paris sous Louis XIV, Solé n'a pas réussi, dans les cent dernières pages de son livre, à dominer l'immense panorama, trop immense, que lui offraient, quant aux passions de l'homme, la littérature, l'art, la peinture, l'opéra, la démographie enfin, de ce monde passé que nous avons perdu. L'entreprise était sans doute trop vaste, pour être réalisable. En valait quand même d'être tentée, et Solé garde tout le mérite de son audace, étayée d'une érudition de première force.

Beaucoup plus classique dans sa nouveauté, plus contrôlée, plus réussie finalement, moins baroque est le grand et beau travail de Jean-Louis Flandrin implanté dans l'université de Vincennes, d'où nous sont venues tant d'initiatives, Flandrin se veut

Fécondité et « contre-fécondité »

A partir de là, Flandrin n'a pas la prétention, qui serait exorbitante, d'étudier la famille en général (comme théâtre fictif de la sexualité conjugale); ni non plus la vie sexuelle en général, conjugale et extra-conjugale. A la base de son livre, il y a au fond une question obédiente. Pourquoi la France, pays relativement arriéré du point de vue économique, nettement moins avancé que l'Angleterre, au dix-huitième siècle, dans son développement de la révolution industrielle et des libertés politiques, s'est-elle élée la première nation du monde qui, depuis le Moyen Âge, ait littéralement inventé la limitation des naissances, et la contraception (certes techniquement primitive), en tant que phénomène de masse, étendu aux classes bourgeoises et paysannes? Pourquoi la pauvre douce France s'est-elle ainsi précipitée — sans tambour, trompette, ni cocorico tricolore, bien au contraire — l'un des aspects essentiels de la modernité? Sans doute, ce qui intéresse d'abord Flandrin dans l'histoire de l'amour, c'est celle de la fécondité et de la « contre-fécondité », l'histoire de la limitation des naissances. Focalisation légitime: en ces domaines si complexes, qui trop embrassent mal étirent.

La réponse à l'épineuse question que se pose Flandrin est ferme et détaillée: à souhait; étayée par les chiffres, par des masses de chiffres soignées; sur-boutée sur la connaissance des coutumes et des manuels pointilleux des confesseurs.

En gros, disons que, pour Flandrin, la limitation du nombre des naissances (qui s'instaure dans l'Hexagone après 1750, avec l'aide du coitus interruptus) ne correspond pas pour l'essentiel à un libéralisme croissant, ni à un souci accru du plaisir qui serait formé par le couple au détriment des enfants. Il s'agit plutôt d'un changement de tout le modèle familial. Du seizième au dix-huitième siècle, les vieilles valeurs du volage, du lignage, de la grande maison familiale avec multiples parcs et domaines, se trouvent à s'effacer. Le groupe père-mère-enfants, notre groupe typique (Pape-Maman-Bébé), prend son autonomie. En même temps la civilisation des mœurs s'efface désormais davantage de débauches et de courtoisie.

L'égard de l'épouse, le mari doit s'abstenir désormais d'accabler celle-ci de trop fréquentes grossesses. Les devoirs envers les enfants, incluant les parents à engendrer une progéniture moins nombreuse, mais mieux élevée, plus éducationnellement adéquate qu'autrefois. L'abolition du système de la mise en nourrice, qui, par centaines de milliers, tuait les bébés confiés aux mamelles mercenaires, se heurte enfin, vers 1770, à la seconde révolution qu'on voit poindre dans les écrits (Rousseau), les fonctionnaires, les prêtres... Sensibilité de plus en plus aigüe par le grand public. On a moins d'enfants, certes, mais on les fait désormais survivre en plus grand nombre.

Paradoxalement, l'Angleterre, en ces domaines, reste à la traîne de la France. Et cela malgré les relations plus chaleureuses et plus constantes que chez nous qui existaient entre les époux britanniques. La fait est que le grand mouvement de galanterie et de préciosité qui sévissait à Paris depuis Louis XIII n'avait pas pénétré en Grande-Bretagne. N'avait pas contaminé les dames anglaises. Or, ce mouvement « précieux », qui, dès le

Un colloque franco-suédois

LA FAMILLE EN MIETTES

Une cinquantaine de spécialistes suédois et français ont participé récemment, à Paris, à un colloque sur « l'évolution de la famille et du comportement des individus considérés d'un point de vue socio-médical ». Organisé par l'Association franco-suédoise pour la recherche, ce colloque devait permettre aux Français de mieux cerner les résultats — et les échecs — du « modèle » suédois dans le domaine de la famille et aux Suédois de prendre mieux conscience de l'universalité, dans les pays riches, des problèmes qui leur sont posés face à l'évolution des mœurs.

Presque exclusivement attelés, depuis quarante ans, à une tâche de développement économique visant à accroître la sécurité des citoyens, la Suède se heurte, depuis le début des années 70, à une sorte de doute idéologique qui pourrait, schématiquement, se résumer ainsi: la sécurité matérielle, oui; et après? Dans ce pays où le conflit est systématiquement évité, incongru, la protection sociale aux conséquences matérielles incontestablement bénéfiques a eu des effets secondaires inattendus et troublants.

L'urbanisation a accru l'isolement de familles à la taille de plus en plus réduite (la famille suédoise moyenne se compose de deux parents et de 1,8 enfant). L'accession des femmes au monde du travail a déséquilibré la répartition des rôles, jadis, étaient stables: l'homme « partage » entre sa vie professionnelle, sa vie de citoyen, de père et de mari, retrouvait au foyer, comme l'a expliqué une sociologue, Mme Liljestrom, « une femme au rôle hyponyme, représentant un véritable élément compensatoire et thérapeutique ». Dès lors que les deux éléments d'un couple deviennent producteurs à l'extérieur, la « douceur du foyer » n'est plus entretenue par personne, la famille est atomisée, en miettes.

Reproduire

Le professeur Israël, pour sa part, définit le malaise de la famille suédoise comme « le conflit profond entre l'absence d'objectifs sociaux définis et la fonction que la société impose à l'individu ». La « douceur du foyer » n'est plus entretenue par personne, la famille est atomisée, en miettes.

Qu'il s'agisse de la garde des jeunes enfants — de plus en plus déléguée à la collectivité — ou des soins aux personnes âgées, le réseau familial a, peu à peu, perdu le sens de certaines responsabilités, parce qu'il n'a plus la capacité d'assurer le maintien de ses exécutés. Ce phénomène n'est pas spécifique à la Suède, et les intervenants français ont été étonnés de constater que la famille suédoise, s'était vidée d'une partie de sa substance.

Le modèle suédois a, à cet égard, particulièrement surpris quand on des orateurs a expliqué que des enfants nevoient des indemnités de la part de certaines municipalités suédoises quand ils acceptaient, de netoyer la neige devant la maison de leurs parents. M. Ransoff, directeur général de l'action sociale, se demandait à ce propos s'il ne fallait pas « évaluer la mise en place d'une société adossée où seraient des éléments de cohésion sociale: la solidarité et la mémoire. Une des conséquences du système de protection sociale suédois est la perte du sentiment de responsabilité de chacun, le risque de sous-traiter à la société, sous prétexte qu'on paie des impôts,

BRUNO FRAPPAT.

Pour et contre

Un système de protection sociale qui fait à la fois envie — parce qu'il protège — et peur — parce qu'il protège trop: tel est apparu le modèle suédois aux participants français. Ces derniers n'avaient pas de contre-modèle à proposer car la famille aux couleurs de la France est encore à la recherche de son identité. Même écartement, même appel à la protection de la collectivité: telles sont les tendances actuelles. Une sociologue, Mme Agnès Pitrou, a pourtant attiré l'attention sur un signe qui a paru positif et, sans doute, porteur d'avenir: « Il ne faut pas trop s'illusionner, dit-elle, sur la disparition radicale des relations familiales. Il subsiste dans les grandes villes de province des réseaux de relations avec la famille étendue qui permettent de résoudre quantité de problèmes pratiques. Ce n'est pas une survie mais un fait qui se développe ».

Plus sensible aux conséquences, dans le domaine de l'hygiène mentale des enfants, de la désintégration de la famille, le docteur Soulié, psychiatre, a lancé un avertissement aux participants: « On ne peut pas dire que les évolutions actuelles soient dangereuses, mais on ne peut pas dire non plus qu'elles soient heureuses. Nous n'en savons rien. Actuellement, on ne nous croit pas quand nous parlons de situations à risques et la prévention psychologique est refusée au nom de la liberté, comme l'étaient les vaccinations il y a vingt-cinq ans. Peut-être dans vingt ou trente ans ne laissera-t-on pas aux parents la liberté de placement de leurs enfants ».

Ces perspectives ont fait frémir plus d'un participant tout comme l'évocation du système minuscule de protection sociale en Suède. La société peut-elle prévenir ou réparer les carences du milieu familial, compenser son inexistence? Doit-elle au contraire, encourager la reconstruction d'une cellule résistante, mais moins sûre de ses valeurs? Le danger totalitaire est grand qui, au-delà de la libération des individus, conduirait ceux-ci à notre confrontés qu'à la collectivité et aux techniciens du bonheur.

Le trafic de la drogue aux Dossiers de l'écran

LE MAL EST AILLEURS

Que le mystère continue de planer au-dessus des grands trafiquants internationaux de drogue après le débat organisé, mardi 16 mars, sur l'antenne 2, aux « Dossiers de l'écran », quel est le plus naturel et de plus inquiétant? Si tout était clair, il n'y aurait plus de trafic, donc plus de questions. En ce domaine, il est plus facile de supposer que de prouver, de subordonner que de découvrir.

Les responsables de la lutte contre le trafic se sont efforcés de rassurer par une succession de dénégations. En l'absence, ou à la culture du pavot a été de nouveau accusée pour des raisons politiques, les paysans n'ont plus le droit d'indiquer les capes de pavot et la morphine ne peut être extraite que par des moyens industriels, surveillés par l'administration, dit le contrôleur général Le Mouél, et il n'existe, pour autant, aucune culture clandestine de pavot à l'ouest en France, sans peut-être quelques pots sur des balcons. Il n'y a pas de production d'héroïne dans notre pays. Il n'y avait pas de mystérieux financier derrière la filière française de la drogue, aujourd'hui démantelée. Il y a un petit problème de drogue dans les lycées, mais il n'est pas alarmant.

Parfait, donc, et merci à nos services spécialisés pour leur efficacité. Mais ne minimise-t-on pas les dangers du trafic dans un monde où la production de pavot, de haschisch et de feuilles de coca reste, pour certaines régions, une source de revenus? Les pays sous-développés, la principale richesse? Les journalistes invités au débat ont bien entendu souligné la permanence de la production qui, jointe à la stabilité de la demande, implique évidemment une certaine stabilité du trafic, même si les itinéraires et les moyens évoluent.

Qui veut acheter des plantes de terre de Birmanie ou de Thaïlande et les paysans du fameux « triangle d'or » acceptaient de ne plus culti-

Le comité intersyndical du Livre C.G.T. repousse le projet d'accord-cadre présenté par le Syndicat de la presse parisienne

Le comité intersyndical C.G.T. du Livre parisien a rejeté, mardi 16 mars, le projet d'accord-cadre régional présenté par le Syndicat de la presse parisienne (S.P.P.). Aucune nouvelle réunion n'a été fixée.

Ce projet prévoit, d'une part, que les entreprises adhérentes du S.P.P. emploient, en priorité, dans leurs nouvelles installations, les ouvriers travaillant déjà dans leurs ateliers et, d'autre part, que les départs anticipés soient effectués en dehors de la mise à la retraite à cinquante-sept ans et des mutations entre catégories professionnelles, par le licenciement du personnel excédentaire avec indemnités.

L'application de cet accord est, en outre, conditionnée par les succès des discussions sur les nouvelles « annexes » techniques à créer en 80 environ, et la reprise immédiate des négociations sur l'implantation du matériel moderne dans les entreprises concernées.

Enfin, le S.P.P. a réaffirmé que le *Parisien Libéré* n'était plus un de ses adhérents, et il était dans l'impossibilité de répondre affirmativement, pour des raisons tant juridiques que financières, à la demande de la C.G.T. d'inscrire dans cet accord-cadre le *Parisien Libéré* et le personnel technique lié à cette entreprise. Cependant, il se déclare prêt à négocier les demandes déjà présentées à l'égard des réseaux.

Pour sa part, le comité intersyndical du Livre parisien a tout en réaffirmant son intention de négocier sur des bases sérieuses, estimé que ce projet est « une véritable provocation ». Pour la C.G.T., l'absence des départs anticipés, des mutations nécessaires, des indemnités techniques et de la région, des « annexes » doit se traduire par « des mises en pré-retraite à cinquante-sept ans et par la mise à pied du personnel excédentaire jusqu'à la viabilité de nouveaux postes ». A l'issue de cette rencontre, M. Sauter, directeur du S.P.P., a affirmé: « Les propositions faites dans le projet d'accord-cadre représentent les conditions nécessaires à la modernisation des techniques de l'imprimerie et que, dans ces conditions, après les « contre-propositions » de la C.G.T., il n'y a plus de terrain d'entente car les positions respectives se placent à deux niveaux différents ».

Pour M. Bureau, secrétaire général du Livre et les négociations sont bloquées, pour les pos-

ÉNERGIE

LA C.F.D.T. DEMANDE UNE SUSPENSION DU PROGRAMME NUCLÉAIRE PENDANT TROIS ANS

La C.F.D.T. demande la suspension pendant trois ans de toute nouvelle construction de centrale nucléaire à eau, et de toute construction de surgénérateur. Le syndicat va adresser une lettre en ce sens à M. Cocard d'ici deux jours.

M. Michel Rolant, secrétaire national de la Centrale, a précisé mardi 16 mars, devant la presse, que cette sorte de moratoire devrait être mis à profit, notamment pour tester à nouveau les risques écologiques et humains du programme nucléaire, clarifier les possibilités économiques des énergies nouvelles, réexaminer l'ensemble de la politique de développement des énergéticiens et informer l'opinion.

« Alors que la plupart des gouvernements ont suspendu ou freinent leur programme nucléaire », a-t-il dit, la France s'apprête à prendre, dans le secret, de nouvelles décisions graves qui vont engager le pays pour trois ou six ans, voire toute une génération. La C.F.D.T. qui n'est pas à priori contre l'utilisation et l'étude de l'énergie nucléaire, dénonce la dégradation rapide des conditions de travail et de sécurité dans les centrales, le passage trop rapide au surgénérateur, la « répression » de ses délégués syndicaux dans ces établissements et, enfin, la « mise du service public à disposition des firmes multinationales », etc. M. Rolant a précisé que la situation « se dégrade dangereusement » à l'issue de transferts de combustibles irradiés de La Hague (Manche), où l'on observe « un relâchement des conditions de travail et un nombre des travailleurs et un relâchement des installations », alors qu'une nouvelle unité, dite « HAO » (haute activité oxygène), doit démarrer au second trimestre 1976.



nouvelle formule mensuelle

informations catholiques internationales

ce mois-ci

- LIP, 3 ans après le christianisme éclaté
- l'évêque aux pieds nus
- les chrétiens communistes

et les rubriques habituelles: livres, société contemporaine, théologie, etc.

le numéro: 7 f. envoi franco sur demande
abonnement d'essai: 6 mois: 30 f.
I.C.I. 163 Boulevard Malesherbes 75017 PARIS
C.C.P. PARIS 82.10.20

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA DESSERTE AÉRIENNE DE PARIS-AVIGNON

Bousculades dans le ciel intérieur

Le conseil supérieur de l'aviation marchande doit examiner, le vendredi 19 mars, plusieurs demandes d'ouverture de lignes. Air Inter, Touraine Air Transport (TAT) et Air Alpes sont sur les rangs pour exploiter le vol Paris-Avignon.

Cette compétition enlève les trois plus grandes compagnies aériennes de France. La délégation à l'aménagement du territoire a décidé, très récemment, de ne plus subventionner de lignes nouvelles.

Il n'y avait aucune raison qu'Avignon n'ait pas l'aviation à sa portée, qu'il faille courir à Nîmes ou à Marseille, à Carcassonne ou à Montpellier, à Toulouse ou à Bordeaux. C'est inscrit sur le schéma directeur de l'équipement aéronautique : la préfecture du Vaucluse méritait un terrain pour l'aviation court-courrier à l'horizon 1985. Mieux vaut être en avance sur son temps, se disent les autorités locales. Dès 1973, on bâtit une piste de 1 400 mètres, puis on aménage une aérogare. Coût de l'opération : 3 millions de francs, pour un tiers à la charge du conseil général et de la mairie, pour les deux autres à celle de la chambre de commerce.

Avant le début des travaux, le conseil d'Avignon n'a pas eu de contact avec Paris, par la voie des aéroports. Air Inter se rebelle : « Allons donc à Nîmes est moins loin d'Avignon — en temps — qu'Orly ne l'est de Paris », répliquent ses dirigeants. Déjà contrariés par l'ouverture, au mois de juin 1975, sous le pavillon d'Air Languedoc, d'une ligne Béziers-Paris, qui doublait sa propre ligne Montpellier-Paris, la compagnie intérieure promet de ne pas se laisser barrer d'archal.

« Craintes infondées : plus l'offre de transport est abondante et de qualité, plus la demande est importante », répondit la chambre de commerce d'Avignon, pas le moins du monde découragée par l'hostilité d'Air Inter à son projet. Air Alpes, très présente dans le Sud-Est, fut la première à s'y intéresser : elle offrit d'exploiter la ligne Paris-Avignon en Fokker 27. Qu'à cela ne tienne ! Touraine Air Transport (TAT) fit monter les enchères et proposa d'exploiter le service avec un avion à réaction, le Fokker VFW-614, le tout dernier-né de sa flotte.

Impossible pour Air Inter de traiter l'affaire par la médiation. Elle tenta une opération de diversion qui consistait à proposer une navette routière entre la ville d'Avignon et l'aéroport de Nîmes. Cette concession ne sut entamer la détermination des autorités avignonaises. En désespoir de cause, la compagnie intérieure décida donc de se mettre sur les rangs pour desservir le Châteauneuf. « En définitive, affirmèrent ses responsables, ce trafic nous revient de droit : ce n'est pas le rôle des transporteurs régionaux d'exploiter des lignes de cette importance. »

Si Air Inter s'installe à Avignon, il est hors de doute, dans l'esprit de ses dirigeants, qu'elle ne fera plus autant d'efforts sur Nîmes. La chambre de commerce de la ville, qui, elle aussi, défend les intérêts de son propre aéroport — une piste de 2 440 mètres et une aérogare fraîchement inaugurée, — espère que le bon sens l'emportera.

Volonté de puissance

Qu'importe ! La chambre de commerce d'Avignon a choisi son partenaire : elle souhaite s'attacher les services de TAT. « Notre aéroport doit accueillir environ vingt-cinq mille passagers par an, indiquent ses responsables. Mais, pour lutter contre l'attraction de Marseille et de Nîmes, il est absolument indispensable que nous disposions d'un atout supplémentaire qui sera l'aviation à réaction. Sans lui, les études de marché l'ont prouvé, nous perdrons la moitié de notre trafic. »

Air Alpes, qui n'a rien d'autre à offrir que le très classique Fokker 27, suggère donc d'apporter des tarifs en rapport avec le confort des appareils. Ce serait 270 F aller Avignon-Paris contre 370 F aller Nîmes-Paris. « Qui nous dit que la compagnie maintiendrait longtemps ces barèmes en vigueur », s'interrogent les autorités locales. Restent en lice TAT et Air Inter. Celle-ci, faite de pouvoir utiliser ses Caravelles sur une piste trop courte, se déclare prête, si besoin est, à attirer des Fokker VFW-614.

Furieuse de se faire ainsi dicter sa conduite par des transporteurs régionaux qui manifestent une « volonté de puissance », à ses yeux déplacée, la compagnie intérieure menace d'aller très loin pour obtenir satisfaction, de « faire grand cas » d'Avignon. Sûrs de leur coup, les responsables de TAT concluent sereinement : « Nous espérons que, une fois encore, la raison l'emportera sur la passion. »

JACQUES DE BARRIN.

VILLE NOUVELLE DE MELUN-SENART : QUARTIER DE PLESSIS-LA-FORÊT

Consultations d'urbanisme et d'architecture

L'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de MELUN-SENART va procéder à l'attribution de deux programmes de logements et de plusieurs équipements :

- PLESSIS 3 : 350 logements (175 individuels - 175 collectifs) ;
- PLESSIS 4 : 215 logements (125 individuels - 90 collectifs) ;
- EQUIPEMENTS : Groupe scolaire 16 classes ; Plateau R.P.S. simple ; Gymnase type B.

Les maîtres d'ouvrage intéressés sont invités à constituer une équipe et à présenter leur candidature en adressant à l'E.P.A.M.S. un dossier d'agencement comprenant :

- Composition de l'équipe maître d'ouvrage-architecte (groupements possibles) ;
- Moyens d'études ;
- Réalisations : plan de masse, photos, projets en cours ou à l'étude, les types de logements et d'architecture que l'équipe envisagerait de réaliser (documents graphiques réduits au format 21 x 29,7 cm) ;
- Les équipements réalisés, en cours ou à l'étude (documents graphiques réduits au format 21 x 29,7 cm).

Les groupements agréés participeront à partir d'AVRIL 1976 à des consultations restreintes à l'issue desquelles un jury désignera les équipes appelées à réaliser.

NOTA IMPORTANT :

- Logements : les candidatures devront être présentées sous la forme d'équipes maître d'ouvrage-architectes.
- Equipements : l'E.P.A.M.S. étant maître d'ouvrage délégué, cette partie de l'étude s'adresse d'abord aux architectes. Ceux-ci pourront se porter candidats soit pour l'ensemble des programmes, soit pour les équipements seulement.

DÉPÔT DU DOSSIER D'AGREMENT :

Dossier à faire parvenir AVANT LE 30 MARS 1976 à l'adresse suivante :

E.P.A. de MELUN-SENART
La Grange-la-Prévôté
7170 SAVIGNY-LE-TEMPLE
Service Architecture et Urbanisme

PERSONNES À CONTACTER POUR RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :

MM. LEFÈVRE et ZANDFOS, Service Architecture et Urbanisme (tél. 063-90-22).

LA BASSE-LOIRE CANDIDATE POUR LE PROCHAIN TERMINAL MÉTHANIER

Le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire demande officiellement que le terminal méthannier de la Basse-Loire soit installé dans la zone industrielle de Montoir, où G.D.F. a déjà pris une option sur 112 hectares.

Le port autonome met en avant cinq motifs pour justifier sa requête :

— Disponibilité immédiate des terrains : la construction des installations à terre pourrait donc commencer immédiatement.

— Situation géographique favorable : en dehors du littoral méditerranéen, Nantes-Saint-Nazaire est le grand port français le plus proche de l'Afrique où du Moyen-Orient ; seul si le gaz naturel provient de la mer du Nord, le site de Montoir permettrait donc de diminuer les temps de rotation des méthaniers, dont on connaît le rôle journalier particulièrement élevé.

— Sur le plan technique : il est dès à présent possible de recevoir les méthaniers de 125 000 mètres cubes à pleins bords et un approvisionnement limité permettrait également de les recevoir à basse mer par toutes marées.

— Sécurité : à l'écart des routes maritimes très fréquentées de la Manche ou de la mer du Nord, les risques de collision avec un autre navire sont des plus réduits ; c'est un point important, car on peut craindre à l'ouest, devant l'implantation d'un terminal méthannier à Montoir, de voir se multiplier les accidents.

— Aménagement du territoire : devant la volonté maintes fois manifestée de favoriser le développement industriel de l'Ouest, l'implantation d'un terminal méthannier à Montoir prend tout son intérêt, car la possibilité de trouver sur place les différentes sources d'énergie aux meilleurs prix est un préalable indispensable à la création d'activités industrielles.

QUALITÉ DE LA VIE

LA MARÉE NOIRE S'AMPLIFIE À OUESSANT

Près de 5 tonnes de fuel s'échappent maintenant chaque jour des flancs de l'Olympic-Brookery, à Ouessant, alors que débute l'application du plan Polmar.

An large, trois navires de la marine nationale déversent des détergents sur les nappes répandues de plus en plus nombreuses, tandis que dans la crique de Tuzin, l'ennemi le plus pénétré de la côte nord, des employés des ponts et chaussées s'emploient à débayer les épaves de toutes sortes provenant du pétrolier.

Dans une question écrite à M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, M. Jean Bardol, député communiste du Pas-de-Calais, demande qu'une mesure soit prise pour vider les 1 200 tonnes de mazout contenues dans les réservoirs du pétrolier échoué depuis le 24 janvier 1976.

Pour sa part, la Ligue pour la protection des oiseaux annonce que son conseil d'administration a décidé de porter plainte contre l'armateur de l'Olympic-Brookery. La ligue souligne que « le mazout répandu en ce moment est particulièrement nocif pour les oiseaux de mer, qui regagnent leurs colonies de nidification ».

TRANSPORTS

● GREVE DE SOUTIEN A CONCORDE. — Les travailleurs français de l'aéronautique ont été invités par leurs syndicats à observer — comme ceux de Grande-Bretagne — un arrêt de travail d'une heure, le vendredi 26 mars, pour obtenir des gouvernements des deux pays qu'ils autorisent la construction de six Concorde supplémentaires. D'autre part, la commission du commerce de la Chambre des représentants américaine a demandé au gouvernement fédéral de fixer des normes de pollution pour les appareils supersoniques commerciaux. Une telle initiative a pour but d'obliger l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) à définir des limites de pollution pour Concorde dont l'entrée en service sur l'aéroport de Washington-Dulles a été annoncée par Air France et British Airways pour la fin du mois de mai.

● PARIS-QUEBEC PAR LA VOIE DES AIRS. — La compagnie Québécoise Inaugurera, cet été, une liaison aérienne directe entre Paris et Québec au départ du Bourget. Un nombre limité de vols charter est prévu pour cette première expérience ; l'aller et retour

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES NOUVEAUX PORTS

Antifer reçoit son premier bateau

Le Havre. — Le nouveau port d'Antifer, conçu et réalisé pour accueillir les pétroliers de 500 000 tonnes et plus, va recevoir, le 17 novembre 1975 et seul le navire (le Monde) daté 23-24 février 1975).

En réalité, le port est techniquement prêt à fonctionner depuis le 17 novembre 1975 et seul le conflit qui oppose à leur direction les équipages de la compagnie de remorquage Les Abeilles n'a pas permis sa mise en service.

Bien qu'aucun accord n'ait encore été conclu, les marins et officiers des Abeilles ont accepté de participer à une « première et

De notre correspondant

unique » escale technique destinée à tester les installations avant l'entrée en service du port et son inauguration officielle prévue en mai prochain avec l'arrivée du *Battus*, le premier pétrolier de plus de 500 000 tonnes, que les Chantiers de l'Atlantique achèveront actuellement à Saint-Nazaire pour la Shell française.

Ce mercredi, c'est un pétrolier de la Shell, le navire libérien *Andros Chrysi*, qui va le premier franchir la digue d'Antifer. D'une capacité de 280 000 tonnes, l'*Andros Chrysi* ne sera pourtant

chargé que de 140 000 tonnes de pétrole, car il a, avant de venir au Havre, allégé ses citernes au large de la Grande-Bretagne. Pour cette escale, le pétrolier sera guidé par deux pilotes du Havre et assisté par cinq remorqueurs.

Le déchargement de la cargaison de l'*Andros Chrysi* permettra de s'assurer du bon fonctionnement des installations, bras de déchargement automatique, station de contrôle, station de pompage et pipe-line de 25 kilomètres qui relie Antifer au port pétrolier du Havre. Le port d'Antifer a coûté 950 millions de francs.

— C. S.

POINT DE VUE

Une chance perdue pour l'emploi

par YVES GUERMOND (*)

COMME la plupart des décisions importantes qui engagent l'avenir, la localisation du terminal pétrolier d'Antifer n'a jamais fait l'objet d'un vote en assemblée élue, d'aucun débat public ni d'aucune confrontation scientifique. Le coup d'envoi officiel a été donné par une simple phrase, à l'issue du conseil des ministres du 11 décembre 1969 : « Le gouvernement décide de retenir le site de la baie de Seine pour la réception de très grands pétroliers ».

La construction repose sur un pari, puisqu'on affirme (*Bulletin d'information de la préfecture de Rouen*, mars 1973) que « 25 % de la consommation d'hydrocarbures de l'Europe de l'Ouest proviendra du Moyen-Orient à la fin du siècle » et que « cette quantité sera intégralement acheminée par des navires dépassant le Cap ». Toute décision à longue échéance est un pari : exception faite comme tel, mais en nous gardant des tranquilles certitudes technocratiques.

L'autre incertitude est le risque de marée noire, puisqu'on va faire manœuvrer dans une zone particulièrement fréquentée, des navires de plus de 500 000 tonnes. Le danger de collision est tellement évident que, afin d'assurer la sécurité de l'approche d'Antifer, les pilotes embarqueront dès Cherbourg...

N'était-il pas alors plus simple d'installer le terminal lui-même à Cherbourg ? Cette évidence a été niée en 1969, sous deux fallacieux

prétextes, par les sociétés pétrolières et par les services soi-disant responsables de l'aménagement du territoire : on affirmait que le terminal aurait peu d'impact économique et que le site de Cherbourg était techniquement moins bon. Cependant, après que les travaux d'Antifer eurent été mis en route, il a bien fallu reconnaître que le nouveau port créait des emplois et qu'il favorisait localement la construction de nouvelles raffineries. Mieux encore, le ministère de l'équipement admet maintenant (*Schéma général d'aménagement de la France* : « livre blanc » sur la Basse-Normandie, 1973) que « la réception des plus gros pétroliers à Cherbourg serait techniquement possible, mais que, malheureusement pour Cherbourg, les positions sont déjà prises avec la décision (provenant de qui, sinon de ce même ministère ?) de créer au cap d'Antifer la « plate-forme de réception des super-pétroliers ».

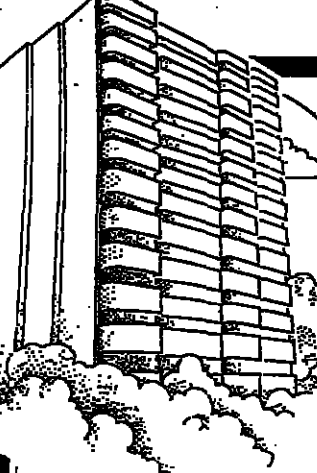
On a donc perdu l'occasion d'agir par un investissement « structurant » contre un déséquilibre régional. L'implantation à Antifer a pour effet d'accroître la concentration industrielle sur l'axe de Paris à la mer, et de renforcer la spécialisation pétrolière de la région, contre laquelle on affirme parfois vouloir lutter. Au contraire, le seul investissement important dont ait bénéficié le département de la Manche depuis de nombreuses années est une usine de plutonium dont personne ne voulait ailleurs. Ce département a vu partir

près de vingt mille habitants de 1969 à 1973 : les jeunes de dix-neuf et vingt ans quittent le bocage normand à la recherche d'un emploi, et un tiers des migrants se sont dirigés depuis 1968 vers la région parisienne. La population locale vieillit et le port de Cherbourg végète.

Devant une telle situation, on voit bien qu'il n'est pas raisonnable de continuer de gérer séparément des ports comme La Havre, Rouen, Dieppe, Caen et Cherbourg, qui devraient à l'évidence former un seul organisme portuaire coordonné.

Il n'est pas raisonnable d'ignorer les problèmes d'emploi de certains départements, comme celui de la Manche, sous prétexte que la population ne barre pas les voies ferrées et ne fait pas sauter les perceptions. L'absence d'une politique ferme d'aménagement régional fait que l'on continue d'entasser la population sur les grands axes où la place manque, où l'environnement naturel est détruit et où se multiplient les problèmes de transport et d'habitat. En dehors de ces autres de développement, les pouvoirs publics poursuivent au coup par coup une politique perpétuellement inefficace d'assistance qui ne permet que la survie de petits établissements aux salaires peu élevés. Voilà longtemps que ces choses-là sont dites : la localisation du terminal pétrolier aurait pu être l'occasion d'en tenir compte.

(*) Maître assistant au centre de recherches sur l'aménagement régional de l'université de Rouen.



LE BELVERE

un investissement de qualité


2, 3, 4 pièces, 2.900 F le m² (prix moyen) à la porte du Pré-St-Gervais.

- **qualité de l'emplacement**
2 lignes de métro, 4 lignes d'autobus, périphérique, autoroute du Nord.
- **qualité des prestations**
Isolation particulièrement soignée, double vitrage, vide-ordures, dans les cuisines, moquette dans les pièces principales.
- **qualité de financement**
Prêts PIC pour la fin de la première tranche (accordé également aux personnes qui préféreraient louer leur appartement).
Prêts PSI pour la deuxième tranche.

1^{re} immeuble habitable de suite.

2^{de} semestre 1976.

Renseignements et vente sur place les samedis, dimanches et jours fériés de 11 h à 19 h les lundis, jeudis et vendredis de 14 h à 19 h ou à la Boutique OCIL, 55, bd Malesherbes - 75008 Paris. Tél. 387.33.28.



prix valeur mars 1976

Je désire recevoir sans engagement de ma part :

☐ une brochure « Le Belvere »

☐ un rendez-vous.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

Adresse ce bon à OCIL : 57-59 bd Malesherbes 75381 Paris Cedex 08.

L'ANCIEN CARI

M. Jean Foyer n'a pas perdu son

accusations d'abus de pouvoir. Le conseil d'administration de la C.A.R. a décidé, le 17 mars, de ne pas poursuivre M. Jean Foyer, ancien directeur de la C.A.R., pour avoir abusé de son pouvoir en faisant passer des chèques à son profit. Le conseil a également décidé de ne pas poursuivre M. Jean Foyer pour avoir fait passer des chèques à son profit. Le conseil a également décidé de ne pas poursuivre M. Jean Foyer pour avoir fait passer des chèques à son profit.

Le conseil d'administration de la C.A.R. a décidé, le 17 mars, de ne pas poursuivre M. Jean Foyer, ancien directeur de la C.A.R., pour avoir abusé de son pouvoir en faisant passer des chèques à son profit. Le conseil a également décidé de ne pas poursuivre M. Jean Foyer pour avoir fait passer des chèques à son profit. Le conseil a également décidé de ne pas poursuivre M. Jean Foyer pour avoir fait passer des chèques à son profit.

صكنا من الامل

JUSTICE

POLICE

L'ANCIEN GARDE DES SCEAUX POURSUIVI EN DIFFAMATION

M. Jean Foyer n'a pas encore apporté la preuve des accusations portées contre le Syndicat de la magistrature

Des accusations singulièrement précises portées contre le Syndicat de la magistrature par M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, dans le *Miroir* du 3 octobre 1975, force est de constater qu'il reste peu de chose si l'on s'en tient aux témoignages entendus mardi 16 mars devant la dix-septième chambre

correctionnelle que présidait M. Jacques Henillon (1). Au terme de cette première journée, des allégations aussi nettes — le Syndicat de la magistrature qui poursuit M. Foyer retient huit cas de diffamation — que « organisation subversive gauchiste », mise en place d'une « hiérarchie

parallèle », « noyautage systématiquement organisé », paraissent ne reposer sur rien, en tout cas sur aucun fait précis. Les quarante-neuf témoins, au terme de huit heures de débat, n'auront laissé que cette impression largement préjudiciable, quel que soit le jugement à venir, à la thèse de M. Foyer.

L'extraordinaire n'est pas que les trente-huit témoins du Syndicat de la magistrature aient donné de ce mouvement une image si peu équivoque, du moins strictement légale. Mais que les onze témoins du président de la commission des lois de l'Assemblée nationale n'aient pu lui apporter autre chose qu'un soutien moral, et non pas les preuves que lui-même avait avancées (la loi lui impose de fournir (la témérité, en soi discutable, d'obliger celui qui est poursuivi à prouver qu'il n'a commis aucune faute. Si sorte que le dernier mot ne lui appartient pas, mais à ses contradicteurs).

René Fleven, pensionné, ainsi que se présente l'ancien président du Conseil, ministre de la Justice du 22 juin 1969 au 15 mars 1972, raconte, certes, qu'il a constaté une « fuite » au ministère de la Justice, mais convient que l'enquête faite sur ses demandes est restée sans résultat. Tout comme sur les questions de M. Georges Klejman, il reconnaît sans réserve qu'il n'a jamais observé qu'il y eût à la chancellerie des « instructions parallèles ». Ce qui fera dire à M. Henillon : « Vous donnez un point qui paraît rigide ». Si M. Jacques Piot, député U.R. de l'Yonne (U.D.R.), parlementaire en mission auprès du ministre de la Justice, fait état de la « politisation de certains services de la chancellerie », il dira aussi n'avoir jamais découvert, place Vendôme, l'existence d'une « contre-chancellerie », n'avoir jamais entendu quiconque, comme président du comité des usagers, lui affirmer : « J'ai été victime d'un magistrat syndiqué ».

L'obligation de réserve

On attendait de M. Jacques Charrier, président de la cour d'appel de Douai, qui fut le théâtre de multiples incidents entre les magistrats et leur hiérarchie (affaire de Bruy-en-Artois, affaire Chapron-Charette, pour ne mentionner que les plus éclatantes), qu'il dit beaucoup. On ne l'entendit guère. Il ne dénie « aucune corrélation » entre ces incidents et estime, finalement, que l'obligation de réserve, « dont les contours sont flous », n'a pas été violée. Le témoignage de M. Charrier avait été distant et prononcé du bout des lèvres. On ne saurait en dire autant de celui de M. Marcel Caillet, procureur général honoraire d'Aix-en-Provence. Après la rituelle référence à la « hiérarchie aux jeunes magistrats » de M. Oswald Baudouin, qui leur recommandait « pour maintenir la balance entre le fort et le faible, le riche et le pauvre (...) d'être « partisans », il racontera : « Il est de notoriété publique que les magistrats du Syndicat de la magistrature à Draguignan ont adhéré au comité de résistance (contre le transfert de la préfecture du Var à Toulon), qu'ils ont même constitué un comité de résistance judiciaire et que quelques magistrats ont défilé sous une bannière. » A quoi M. Henillon, qui rappelle volontiers son origine provinciale, fera observer : « Les magistrats n'ont-ils pas, comme les fonctionnaires, participé à un défilé général dans une situation locale qui fut un drame ? »

Après l'intervention de M. Bernard Lasserre, ancien bâtonnier de Paris ; de M. Maurice Rouelle, qui fut président du tribunal de Lille et répondra « non » à la question : « S'est-il produit que des magistrats du Syndicat s'op-

(1) Assiété de M. Jean Serré et de Mme Jacqueline Clavier, le siège du ministère public étant occupé par M. Jacques Goussier, premier substitut, chef de la section des affaires de presse au parquet de Paris.

« Vingt-cinq frères de la région de Saint-Brieuc et de Tréguier (Côtes-du-Nord), connus par la situation de l'abbé Le Breton, détenu depuis le 5 mars à la prison de la Santé, après avoir été arrêté lors de l'opération de police anti-F.L.B. de l'automne dernier, ont exprimé à l'unanimité aux autorités compétentes leur nette désapprobation devant les lenteurs de l'instruction concernant l'abbé Le Breton et les autres incrimés ».

« Nouvelle action en justice de M. Henri Pascal. — Estimant injuste d'être seul inculpé de violation de l'instruction à propos de l'affaire du meurtre de la jeune Brigitte Devivre, le magistrat, qu'assistent M^{rs} Roull-Furet et Liberm, a déposé ce qu'il appelle des « plaintes » contre X... mais que l'on peut qualifier plus exactement de dénonciations, puis qu'il n'est pas lui-même l'objet des divulgations qu'il agite. Il s'agit de sept plaintes — cinq au parquet de Paris, deux au parquet de Bethune — visant des violations du secret de l'instruction en infraction de l'article 11 du code de procédure pénale, depuis qu'il a été dessaisi du dossier.

« Propriété des documents ? » : de M. Georges Doucet, député du Nord (r.f.), qui s'expliquera longuement, mais obscurément, sur la commission de répartition des postes à l'école nationale de la magistrature, dont M. Fleven avait dit que l'influence du Syndicat de la magistrature y était prépondérante, viendra le témoin qui aurait pu développer l'argument majeur de M. Foyer et qui n'en fit rien.

M. Yves Bot, qui, depuis le 1^{er} juin 1974 après sa sortie de l'E.N.M., est substitut au Mans, avait refusé de participer à la commission de répartition amiable tout comme il refuse d'adhérer à l'une ou l'autre des organisations professionnelles de magistrats. A-t-il pâli de cette abstention ? « Non, fait ce que je veux... ».

C'en était fin des témoins de M. Foyer, et les faibles interpellations de M. Henillon, qui soulignent la cause de l'ancien ministre, n'avaient pu en tirer davantage, le plus souvent, que des approbations de principe — des faits qui soient à la mesure des accusations portées, guère.

Le ton général des témoins du Syndicat pourrait être résumé par les « non » déclinés, qui ont répondu M. René Brunet, conseiller à la Cour de cassation, membre du Syndicat, à la question de

M. Klejman : « Avez-vous le sentiment d'être l'élément avantagé d'un quadrilatère syndical ? » « Magistrat et syndiqué », c'était aussi la question à laquelle tous ceux qui ont cette double qualité répondront qu'il n'y a aucune incompatibilité : « Pêlé-mêlé », M. Serge Fuster, conseiller à la cour d'appel de Paris, qui écrit sous le nom de Cassamayor ; M. Jean Cosson, procureur général à Metz ; M. Jean Robert, procureur général à Pau. Réponses identiques de la part des anciens dirigeants du Syndicat, présidents ou secrétaires généraux, MM. Louis Joinet, François Victor-Colombeau, Pierre Lyon-Caen, Jean-Pierre Michel.

Le Syndicat avait-il mis en place une « hiérarchie parallèle », une « contre-chancellerie » ? Les témoins n'auront guère de peine à démontrer, ce qu'avait reconnu M. Fleven, qu'une telle pratique n'aurait pu longtemps être ignorée de la hiérarchie de la Place Vendôme.

« Aucune consigne syndicale », dit avec un ensemble qui ne pouvait surprendre M. Patrice de Charette, Mmes Jany Chateau et Brigitte Burdeau, auteurs des trois incarcérations de patrons qui firent tant de bruit.

Tous donc se féliciteront de la création du Syndicat, et qui a cherché à défendre les droits

individuels (M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie) ; « dont les adhérents ont la foi qui redonne crédibilité à la justice » (M. Pierre Maréchal, sénateur non-inscrit de la Charente) ; « grâce à qui la justice a cessé d'être une chronique et qui oblige la justice à retrouver sa place » (notre collaborateur Jean Plan-chon) ; « qui rend à la justice une échelle exacte des fautes et des peines » (M. Jean-Denis Brodin) ; « qui a mis au jour les dangers de l'information », le scandale des accidents du travail » (M. Francis Jacob) ; qui dénonce les policiers corrompus « pour dégrader l'honnêteté des autres » (M. Gérard Monné) et Jean Chaurand, ancien et actuel secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police). Bref, une « action positive », comme le diront M. Denis Périer-Daville et M. Daniel Lemerle, ancien et actuel président du Syndicat national des journalistes ; un « étonnement capital » pour M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université Paris-X, qui ajoutera : « Peut apparaître subversif tout ce qui remet en cause. » N'est-ce pas tout le débat ?

PHILIPPE BOUCHER.

Réduction des droits syndicaux en échange d'améliorations de carrière ?

Le gouvernement a-t-il eu l'intention de restreindre les droits syndicaux des policiers en profitant de la transposition à la police des mesures qui doivent être prises en faveur du personnel des armées ? Le bruit en circule avec insistance dans plusieurs organisations professionnelles. Au cours d'une récente réunion des cadres régionaux de l'île-de-France du Syndicat national autonome des policiers en civil, le secrétaire général, M. Robert Chabellange, et son adjoint, M. Pierre Wateloo, ont même averti leur auditoire de ces informations alarmantes, « aux termes desquelles le ministère des finances aurait subordonné l'attribution des avantages résultant de la réforme de l'armée à l'abandon de certains droits syndicaux par les policiers ».

Dans une lettre aux syndicats, en décembre 1974, M. Michel Poniatowski avait promis que les fonctionnaires de police bénéficieraient d'améliorations matérielles identiques à celles qu'on envisageait pour le personnel militaire. C'est au cours de discussions ultérieures entre les administrations de l'intérieur et

des finances qu'aurait été envisagée, parmi d'autres, l'éventualité d'une restriction des droits syndicaux dans la police. Un document établi par le ministère des finances, au mois de juin 1975, ne paraît, à ce propos, laisser aucun doute : il y apparaît notamment que les commissaires étaient particulièrement visés.

Il semble toutefois que, depuis cette époque, les conceptions de la place Beauvau aient sensiblement évolué. Répondant à une question sur l'éventuelle suppression des droits syndicaux, au cours de la dernière réunion du comité technique paritaire, le 27 février dernier, M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale, a, en effet, indiqué que le ministre de l'intérieur, comme lui-même, considérait ces bruits comme non fondés, et qu'au ministère des finances on n'avait jamais envisagé d'étudier une telle suggestion. Le conseil des ministres du 17 décembre 1975 avait d'ailleurs confirmé, selon M. Pandraud, que les mesures prises en faveur de l'armée seraient applicables aux personnels de la police, sans contrepartie.

● **Voitures volées.** — Selon les statistiques du ministère de l'intérieur, le nombre des automobiles dérobées à leur propriétaire est passé de 58 956 en 1966, à 143 608 en 1975. « L'augmentation des vols est inférieure à l'accroissement du parc », note le ministère, qui ajoute : 90 % des voitures, 75 % des motocyclettes et 45 % des motos ont été retrouvées.

SUR LA COTE NORMANDE

Merlin

ANNONCE LES PRIX !

UN EXEMPLE : A

TROUVILLE

à 2 h. environ de Paris, dans un site exceptionnel, face au large, au milieu de grands arbres, avec une superbe vue panoramique sur l'estuaire...

APPARTEMENTS 2 PIECES A PARTIR DE

122.000 F

avec un premier versement comptant de : 6.100 F

SOIT 5 % DU PRIX

AVEC AVANCE PROMOTEUR DE 15 % REMBOURSABLE AU BOUT D'UN AN ET 80 % DE CREDIT BANCAIRE PERSONNALISE A LONG TERME SUR 16 ANS ADAPTE A VOTRE BUDGET

ETABLISSEZ VOTRE BUDGET TRANQUILLEMENT ET SANS SURPRISES AVEC

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

BUREAUX DE PARIS :

31, RUE DE RIVOLI 75004

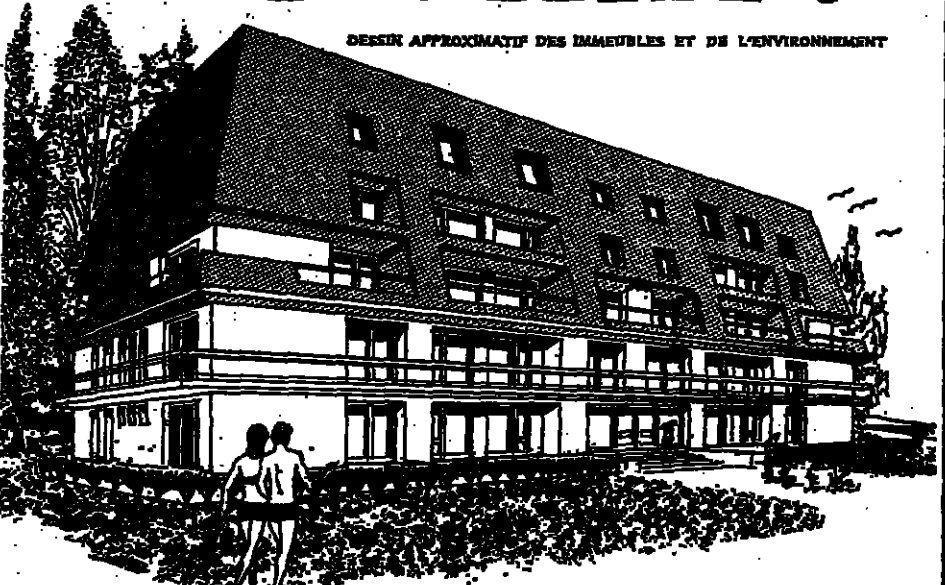
ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE

BUREAUX OUVERTS TOUTS LES JOURS

SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H SAUF DIMANCHE

BUREAUX DE VENTE SUR PLACE A VILLERS-SUR-MER ET COURSEULLES ouverts tous les jours, sans interruption de 9 h à 19 h, même le dimanche (sauf le mardi) — TEL. (31) 87.01.99 et (31) 83.47.48

TELEPHONE
277.11.13



la Résidence "les Flots Bleus"

chaque appartement comprend :
Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques électriques de cuisson sur four • Evier inox avec égouttoir • Meuble rangement sous évier • Réfrigérateur 130 litres • Salle de bains aménagée • Chauffage électrique intégré par radiateurs • Sol tapis aluclé • Peintures lavables • Travaux contrôlés par le BUREAU SECURITAS SOCOTEC à Caen.

Merlin

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.

Nom
Adresse

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

CONVAINCU que l'on peut atteindre l'universel à travers le particulier, M. Chert Khazadar, qui dirige la Maison de la culture de Rennes et qui, pour la troisième année consécutive, organise en cet endroit le Festival des arts traditionnels de la ville, définit ainsi le double objectif de son entreprise : faire découvrir à l'occidental la richesse de cultures longtemps ignorées et aider les peuples à prendre conscience de leur propre culture. Et ce n'est pas un hasard, ajoute-t-il, si le festival fait une part de plus en plus grande aux manifestations des minorités culturelles d'Occident : au même titre que celles du tiers-monde, n'ont-elles pas été, elles aussi, trop longtemps négligées, tenues pour inférieures.

Ce qui, au festival de Rennes, peut frapper d'emblée l'observateur le moins prévenu est une volonté clairement affirmée de ne pas considérer le concept de culture sous un angle seulement élitiste : chansons et expressions populaires non professionnelles peuvent côtoyer l'art le plus difficile et le plus savant.

Alors, c'est une sorte de vertige qui attend à Rennes le festivalier. Les images plus ou moins dissimulées qu'il faut accumuler dans son esprit pour former dans celui-ci un étrange patchwork, une sorte de collage « pop » dont les effets d'opposition seront accentués par la netteté des découpes de l'architecture et du décor intérieur de la Maison de la culture.

En nombre et en variété, la musique, le chant et les danses vont largement dominer la première semaine du Festival. Le jour de notre arrivée, nous nous rendons tout d'abord, à 18 heures, à la grande salle Jean-Vilar, dont la contenance est de mille cent places et qui est remplie presque au deux tiers. Sur la scène, l'ensemble bolivien Los Rupy : cinq garçons vêtus de ponchos multicolores, avec coiffes et chapeaux traditionnels, et qui, outre leurs voix, utilisent tour à tour la quena (petite flûte droite), le charango (petite guitare à dix cordes tendues sur une carapace de tatou), la flûte de Pan et le bongó. A vrai dire, pas de réelle surprise, tant le son de cette musique nous est aujourd'hui familier, au point de faire partie de notre environnement. A noter tout de même un dynamisme incontestable et surtout une certaine aisance qui différencie la véritable tradition de ses succédanés commerciaux.

Puis, descendant deux étages, nous nous dirigeons vers la salle Jean-Marie-Serreau, d'une contenance de trois à quatre cents places, pour aller écouter la trêve mal connue musique savante turque. Cette fois, à peine solennité, nous sommes composés l'auditoire, et c'est dommage (1) ! Par la précision de la hauteur des sons et celle de leur mise en place, par la subtilité de leurs nuances, de leurs rapports d'intensité, cette musique dépasse tout ce que l'on peut imaginer dans le genre, ici pas de pittoresque vestimentaire : en imposable complexité, les quatre musiciens et le chanteur ont une allure aussi guindée que celle de nos concertistes classiques. Le concert commence par des pièces religieuses vocales interprétées par le chanteur Bekir Siki Sezgin, accompagné par Agagindiz Kutbay au ney (flûte de roseau). Outre des improvisations, de ney, de

Le festival des arts traditionnels de Rennes

Un collage « pop » des cultures dites minoritaires

par DANIEL CAUX



kanoun (citars), de kemençe (sorte de petit violon trapu) et, par le chef du groupe, Gilmour Tanrikorur, de luth appelé oud, vont suivre des compositions profanes pour orchestre seul, allant du quatorzième siècle au début du vingtième siècle, puis un tasi (une suite) avec voix. Une musique tout en retenue — il faut avoir vu les gestes délicats et relativement lents du joueur de kanoun (deux petites timbales jouées avec des baguettes) — dont la froideur apparente cache une sensibilité extrêmement raffinée.

Dans cette même salle, nous assisterons un peu plus tard à un concert de musique iranienne donnée par le chanteur Nourdin Razzavi, le joueur de tar et de setar (instrument à cordes pincées), Djilal Zolfonou et à l'instrument de persanais à main appelé tombak, Djianchi Chami-rani, que nous avons déjà pu écouter à diverses reprises en France. La symbiose entre les trois artistes était-elle parfaitement au point ou étions-nous encore sous l'effet de la musique turque ? Nous avons surtout apprécié les musiciens individuellement, retenus entre autres la technique parfois étonnante du chanteur dans des sortes de longues trilles et nœuds l'absence et la virtuosité de Djianchi Chami-rani au tombak. A la sortie, nous passons devant la cathédrale, où une animation endiablée de la troupe italienne bat son plein. Chants, cris, coups de tambour, « Avant ! ». Le voilà bien le collage « pop » dont nous parlions...

Le Festival aura débuté quelques jours avant notre arrivée avec le théâtre d'ombres géantes d'Inde du Nord, de la région d'Andhra-Pradesh, le joueur de sitar népalais Narendra-Bataji, et surtout les Esquimaux du Groenland qui semblent avoir débité la chronique : on parle encore à Rennes de leur hilarité devant les fleurs du jardin public de la ville. Un reportage télévisé a pu toutefois nous donner une idée de leurs joutes de chants et de tambours (ceux-ci sont ronds et plats, et comportent une baguette qui frappe le cadre).

Le lendemain, nous nous rendons à la salle Jean-Vilar. Au programme, « La canzone de Zeza » : de jeunes travailleurs de la région de Naples dans un rituel populaire du carnaval. Des personnages hilares : un policinella ou harlin enrubanné et au sexe traînant jusqu'à terre, une mama plus vraie que nature, bien en chair et fortifiant de l'arrière-train, un prêtre en soutane jouant du tambour, d'innombrables jeunes mariés, et bien d'autres encore... Un réjouissant manque de sérieux et, bien sûr, de la mandoline et des chansons. A noter que l'interprétation est entièrement masculine.

Aux antipodes de la débauche débridée des Napolitains, un concert intitulé « Complainte du désert » est présenté à la salle Serreau. Tout d'abord, venu du fond des âges, le chant lamencin et fascinant du bédouin Irakli Jobar Aga, qui s'accompagne au rebab (sorte de violon primitif à la caisse de forme carrée recouverte de peau de chèvre). Puis l'art inventif, mais un peu claudin du joueur de nai syrien Selim Kieur. D'Irak encore, Hassan Al Nakib, dont on ne sait ce qu'il importe, dans son utilisation de l'archet sur le jozi (un petit instrument comportant quatre cordes et dont la caisse est formée de la moitié d'une noix de coco sur

laquelle une peau est tendue), de la virtuosité ou de la profondeur des sentiments exprimés.

Après, nous avons pu assister dans cette même salle à une séance mevlévî du village de haute-Egypte d'Abdul Ghali : par un tout jeune derviche, un soufisme populaire transposé de Turquie en Egypte, apparemment plus spectaculaire que réellement mystique.

D'autres manifestations nous attendent : en particulier, le dimanche, une soirée consacrée à la musique celte. Cette fois, la grande salle Jean-Vilar est pleine à craquer. Valeur d'une longue robe bleue, la chanteuse bretonne Andrea ar Goulh interprète d'une voix au timbre pur quelques gwerzhoù (2), et aussi une chanson du pays de Galles. Des diapositives reproduisent de vieilles cartes postales de Bretagne l'accompagnement, et il en sera de même pour le groupe vannetais En Drouzzerion Goh (3) qui va lui succéder : huit hommes, dont les âges s'échelonnent de vingt-deux à soixante-quatorze ans, et une jeune femme. Ils vont tenir la scène pendant près d'une heure et demie, alternant couplets et refrains entonnés par un soliste et repris à l'unisson, sous les ovations d'un public largement acquis à la cause. Et il appartient, contre toute attente, à l'irlandais Sean Mac Kiernan d'obtenir un succès plus grand encore, en jouant tour à tour de la cornemuse et d'une petite flûte métallique, tant sera évident le caractère exceptionnel de ses qualités musicales.

Au programme de la seconde partie du Festival, à venir : de la musique, des marionnettes et du théâtre d'ombres de Java, du théâtre du Maghreb, du Sénégal, de l'Equateur et de la Provence.

Il reste à parler d'un point noir : le taux de fréquentation du public. Si la musique des Andes, la musique celte ou les arts maritimes font recette — et cela pour des raisons différentes mais aisées à comprendre —, il n'en va pas de même pour d'autres manifestations d'un intérêt aussi grand, mais dont le seul défaut est d'échapper aux préoccupations entretenues par les médias. Grégarisme, manque de curiosité du public ? Plus inquiétant encore nous paraît, au sein de ce public, la faible proportion de jeunes : la plupart des festivaliers ont plus de vingt-cinq ans, alors que Rennes est une ville universitaire. Cela peut être expliqué par le fait que les étudiants sont actuellement en grève et que beaucoup d'entre eux ont quitté la cité pour rejoindre leur famille, mais on peut alors s'étonner que, lors d'une récente émission radiophonique diffusée en direct de la Maison de la culture, ils soient venus en foule pour faire connaître au micro leurs revendications relatives à l'université. Cela mérite réflexion. Malgré les abonnements et les réductions consenties sur la prix des entrées, s'agit-il pour eux d'une question d'argent ? Ou bien se sentent-ils peu concernés par les programmes proposés ? En tout cas, il serait particulièrement mal venu de mettre en cause un festival qui joue actuellement en France un rôle de pionnier en essayant de promouvoir les cultures dites minoritaires. Le nœud du problème réside peut-être simplement dans le retard accumulé pendant de trop nombreuses années.

(1) On nous affirme que la salle était beaucoup plus remplie que la veille et qu'elle était pratiquement comble d'habitants de Rennes.
(2) Gwerz, poésie bretonne chantée.
(3) Littéralement : les vieux faiseurs de bruit.

VALENCIENNES ET LA PEINTURE EUROPÉENNE

Le paysage en deux heures au Pavillon de Flore

par ANDRÉ CHASTEL

« **T**OUTE étude d'après nature doit être faite rigoureusement dans l'intervalle de deux heures ou d'une demi-heure, à « l'improv » assez cloisonnant pour la peinture de paysage, cette recommandation se trouve dans l'ouvrage, plus connu que lu, de P.-H. Valenciennes. Eléments de perspective pratique à l'usage des peintres, publié en l'an VIII de la République, c'est-à-dire en 1800. Et, comme l'auteur prescrit un peu plus loin de « peindre la même vue à différentes heures du jour, pour observer les différences que produit la lumière sur les formes », on peut imaginer l'illusion — et certains sont tombés dans le piège — que nous avons ici, au tout début du dix-neuvième siècle, la charte de la peinture libre, l'appel à la spontanéité de la sensation, le recours à la vérité pure, l'abandon à la nature, bref l'annonce lointaine de l'idéologie « impressionniste ».

Valenciennes ayant été non pas directement, mais à travers Michelton et Bertin, le maître de Corot, il est tentant d'apercevoir une fois l'honneur intérieur, un fil d'argent délicat, courant dans l'art du dix-neuvième siècle. La « pochade » préconisée par Valenciennes au moment de la pleine affirmation du néo-classicisme davidien, comme le culte de l'esquisse large a pratiqué un demi-siècle plus tard dans les ateliers académiques, celui de Gleyre, par exemple, aurait entretenu le goût de l'étude franche et directe, le sens du moment de nature... qui s'épanouiront plus tard, on sait comment.

Une séduisante

En présentant cent trente-cinq quarante paysages de ce fameux Valenciennes, le département de la Seine-et-Oise permet de mieux saisir, en datant et en classant avec une précision nouvelle toutes ces petites vedettes peintes à l'huile sur papier (parfois entoilé par la suite), Mme Geneviève Lacambre a fait doublement œuvre utile : d'abord, on apprend que tout ce travail, toutes ces notations rétrospectives, bien des coupes, des collages de Rome, des abords du lac de Nemi, datent des années 1777-1784, où le Toulousain, encore jeune (il est né en 1750) emmène son trésor d'images et de motifs, et il apparaît ensuite que, pour les besoins de son enseignement à Paris

(que couronna le gros traité de 1800), il lui est arrivé de recopier lui-même, de transcrire en quelque sorte ces études, un bon nombre de ces « secondes versions » étant passées chez Girodet.

Bref, quelque chose d'un peu surprenant apparaît : Valenciennes connaît une phase où il interroge la nature dans ses grands effets, et cela se passe en Italie, autour de 1780. Mais par la suite son art reste immobile, la pratique de la pochade disparaît, il s'en tient à l'acquis et en fait la théorie avec application pédagogique.

Ces études, toutes bien cadrées, sont à l'huile, d'une facture assez fluide et sans empâtements : elles possèdent une netteté de parti et un agrément que n'offrent jamais les grandes compositions comme le « paysage » commandé à d'Agoult (Salon de 1781), présenté ici en témoin du grand style qui était réellement pour l'artiste le but suprême. Souvent il y a une grande simplification (travail d'après, dans l'heure 1) : dans les vues de Nemi le ciel s'enlève sur une ligne noire, le Rocca-di-Papa des mûres énormes et colonnades ruissellent au-dessus de l'Apennin et s'élève tout.

Quelques-uns, un feuillet d'œuvre est exploré : masses de feuilles vertes sur corbeilles, c'est un exercice que Valenciennes a toujours recommandé. La plus attachante, ce sont, naturellement, ces vedettes où, entre cyprès et peupliers, surgit, les arêtes bien ourlées d'un trait de lumière, un village tassé, une maison rustique toute courbe, un coin simplifié de Montecapello, le Colisée. La « distribution franche des lumières, les couleurs épurées, l'assiette simple, élégante, heureuse, excellent d'un coup la proximité des Corot, d'Italie, et, à travers ces portraits exemplaires de la « vision romaine » du dix-neuvième siècle, l'évidence que toute une famille de peintres a travaillé pendant un siècle sur ces données, et Valenciennes, au bon moment, parmi eux.

Sauf pour quelques vues officielles, et l'on peut dire, du Palais ou de la villa Borghese, le ciel n'est jamais bleu, jamais franchement bleu, contrairement à la pratique naïve des épigones. Il est plus souvent doré, de ce gris doré, ici très atténué, qui règne souvent dans le Lazzari, ou encore ocreux, avec des tendances à l'orange. L'Italie est pour ces néo-classiques un pays où il pleut, Et ici, les couleurs chaudes intérieurement peu,

ni les oppositions vibrantes : tout est tenu, en somme, dans une retenue minutieuse. Quelques-uns dans la hâte de l'exécution — certainement moins d'une demi-heure ! — Valenciennes a massé à grandes touches des formes sur une longue horizontale sombre : il s'agit des toits, avec leurs accidents, révèle le carnet du Cabinet des dessins utilisés par G. Lacambre, et non des « ruines au crépuscule » comme on avait autrefois intitulé l'œuvre. On pourrait s'y tromper dans le mirage d'entre chien et loup : le pinacle rapide a joué sur l'équilibre, mais c'est là un cas extrême.

Entre Corot et Delacroix

Parfois, et surtout dans la seconde série, celle des répétitions tardives, l'arrangement des masses géométriques, le fondement même de la composition, le décor de théâtre, de quel genre comprenait-il, c'est qu'on a ici l'équilibre d'un répertoire de motifs classiques à être repris dans les compositions savantes, où le découpage de l'espace parvient à les retrouver. Ces études sont des moments du travail, elles préparent des pièces de la machine. On passe dans la nature, à des endroits précis, une sorte de « recherche de vérité », modestie ingénieuse qui devra enrichir le paysage composé auquel tout doit concourir. Fousin et Daubigny sont les seuls maîtres permanents. Tout s'explique alors : c'est sous la pression de Valenciennes et en raison du prestige de son traité, que fut créé en 1816 le Prix de Rome de paysage « historique », qui fut, pour ses années, et pour lui la finalité même de l'art. Il fut abolit moins d'un demi-siècle plus tard, justement en raison de la pression « naturaliste » et moderne.

Il ne faudrait surtaxer ces modestes, l'intérêt de cet épisode. Cette « perspective romaine », s'il est, dans la « perspective romaine », c'est qu'on a ici l'équilibre d'un répertoire de motifs classiques à être repris dans les compositions savantes, où le découpage de l'espace parvient à les retrouver. Ces études sont des moments du travail, elles préparent des pièces de la machine. On passe dans la nature, à des endroits précis, une sorte de « recherche de vérité », modestie ingénieuse qui devra enrichir le paysage composé auquel tout doit concourir. Fousin et Daubigny sont les seuls maîtres permanents. Tout s'explique alors : c'est sous la pression de Valenciennes et en raison du prestige de son traité, que fut créé en 1816 le Prix de Rome de paysage « historique », qui fut, pour ses années, et pour lui la finalité même de l'art. Il fut abolit moins d'un demi-siècle plus tard, justement en raison de la pression « naturaliste » et moderne.

lumière, le Provençal s'accorde avec le Toulousain sur l'essentiel, mais en nous laissant l'impression que les études aménagées — et cette fois en plus de deux heures ! — comptent plus pour lui que le grand tableau.

En fait, Valenciennes recommandait beaucoup, les notes « à l'usage », pour le recours à la composition de mémoire. L'effet de nature, silhouette, fillet vibrant sur une masse, gagne pour lui à passer par l'image intérieure. D'où, dans le cas où l'on soupçonne que le paysage a été ainsi restitué et non « tracé », une sorte de densité, à la limite de l'artifice. Mais, comme tout peintre français, Valenciennes ne cède pas les rênes à l'imagination.

La limite était franchie par les Nordiques, par les peintres qui, au-delà des préoccupations « néo-classiques », portaient vers l'exaltation romantique, en particulier ce Caspar Friedrich, contemporain de Grandet, que l'on redécouvre avec ferveur aujourd'hui : par la mise en page frontale, l'alignement lent des formes, la lumière filtrée, les compositions du peintre de la Baltique sont souvent tout à fait analogues avec celles d'ouvrages français, justement du milieu de Valenciennes. Bien entendu, aucun contact direct : Friedrich, avec son œil baroque, sa mélancolie orientaliste, ne connaît ni Rome ni Paris, mais les va-et-vient entre les peintures allemandes de 1800 et ces deux centres n'ont pas besoin d'être démontrés (1).

Le point le plus délicat, ce sont les Anglais. La présentation du Louvre ne pouvait aborder ce problème, mais au même moment, autour de 1780, aux mêmes endroits, à Rome et dans le Lazzari, les mêmes vedettes conçues dans le même esprit d'économie précise, sont traitées dans des formats par Tonnard, par Girtin, par John-Robert Cozens, etc. La « pochade » à l'italienne, conçue à la fois comme étude directe et comme exercice formateur élé, fait partie de leurs conceptions. Seulement, ils travaillent à l'aquarelle.

La comparaison est capitale, car la simplicité et la virtuosité de leur technique semblent avoir plus d'avenir. D'autant plus que ces Britanniques après du Mugu et attentifs au seul paysage ont le sentiment d'être en France. En 1785, Alexandre Chénier, dans certains deses, est en France. Avec plus d'expérience, surtout une occupation plus robuste des contrastes, de coupe d'ombre et de

vention, qui est ce qu'on peut imaginer de plus opposé aux « éléments de perspective » de 1800 : théorie de la « tâche », de la forme globale servant de tremplin pour l'imagination. Aucun contrôle par les règles et les modèles classiques.

Il y a donc tout un aspect européen de cette attention au paysage et au librement au paysage italien. Avec des conflits latents, dont on sent bien les conséquences. A sa mort, en 1819, son Prix de paysage historique bien établi, la leçon de Valenciennes domine la scène à Paris avec des disciples laborieux et probes, mais quelques années plus tard, avec l'aimable et stimulant Bonington, la vague de l'aquarelle anglaise et des peintures qui placent l'imagination, domine définitivement la pratique du paysage sage, retenu, et de la composition par fragments ajustés. A Corot, qui, dans une certaine mesure, est bien l'héritier de Valenciennes, s'oppose dès lors la fougue de Delacroix, impatient de briser l'unité de Bonington. Il n'est jamais allé à Rome et ses confrontations ne peuvent jouer complètement. Mais ses aquarelles les plus célèbres, même certaines pages inédites comme celles des Pyrénées (1845) qui viennent de faire l'objet d'une excellente publication (2), illustrent parfaitement la loi du « motif de deux heures ».

La tâche régnait avec des contrastes forts, les contours sont moins recherchés, naturellement, que chez Valenciennes, mais l'attention à certains particularités des nuages, au découpage des crêtes sur l'horizon, à la vibration de l'instinct, rapproche malgré tout ces deux extrêmes. Le conseil d'aller au motif restait valable, mais comme un exercice, comme respiration et jeu, non comme enquête d'éléments utiles. La balle avait changé de camp.

(1) Wolfgang Becker, Paris und die deutsche Malerei (1780-1840), Munich, éd. Prestel, 1971, réimpression d'un ouvrage de 1968.
(2) Eugène Delacroix aux Pyrénées, quarante-deux dessins et aquarelles (dont une inédite), présentés par C. Gervais et Pierre G. Lantier, préface M. Sérullaz, édité par les Arts du musée pyramidal à Lourdes.

* Les Paysages de Pierre-Henri Valenciennes (1750-1819). Dessins du département des peintures n° 2, par G. Lacambre, 140 numéros, au Pavillon de Flore (jusqu'au 3 mai).

* François-Marie Granet, le peintre des châteaux au maître du plein air, musée Granet, Palais de Malte, Aix-en-Provence (jusqu'au 19 avril).



EN BREF

Embargo sur la vie sexuelle de Jésus-Christ

Jens-Jørgen Thorsen (*Jours tranquilles à Clichy*) ne filmait pas la vie sexuelle de Jésus-Christ ; M. Niels Matthiesen, ministre danois des affaires culturelles, a fait savoir à l'Institut national cinématographique de Copenhague qu'il lui était impossible de verser la subvention de 900 000 couronnes (environ 850 000 F) promise au réalisateur.

Au printemps 1975, le conseil d'administration de l'Institut avait pourtant résolu d'attribuer cette somme (qui correspond au tiers du budget annuel). Mais, devant les protestations qui s'élevaient alors érudites au Danemark et ailleurs, M. Matthiesen avait décidé de bloquer les fonds, et de charger le procureur général de la cour d'appel de Copenhague de dire si, oui ou non, ce projet était en accord avec la législation danoise.

Neuf mois d'enquête ont abouti à une réponse négative. Contrairement à toute attente, le blasphème n'a pas été invoqué, mais le droit moral des écrivains, visant à empêcher que leurs œuvres soient mutilées ou déformées. En l'occurrence, les auteurs protégés sont les Évangélistes.

Rappelons que certains pays avaient menacé de boycotter les produits danois si jamais le film était réalisé. — (Corresp.)

Hofmannsthal au Récarné

Hugo von Hofmannsthal aurait cent ans. Il est mort en 1929 d'une congestion cérébrale, en allant aux obsèques de son fils, qui s'était suicidé. A partir du 20 mars, Antoine Boursailler crée au Récarné la Tour, sa dernière pièce. Le héros en est un jeune homme, « cœur pur, hésitant à discerner autour de lui les frontières du rêve et de la réalité ».

Boursailler cite en exergue une phrase d'Hofmannsthal, écrite en 1928 : « Savez-vous de quel genre d'époque a besoin d'être sauvée ? De l'individu... J'ai jusqu'à présent que les ministres événements auxquels nous avons assisté depuis douze ans ne sont qu'une manière maladroitement intermédiaire d'envelopper le concept européen de l'individu dans le rousseau qu'il s'est lui-même creusé. »

« CinémaArabe » numéro deux

Au sommaire du numéro 2 de *CinémaArabe*, des articles sur le cinéma algérien, sur « le cinéma égyptien face au libéralisme de droite », sur « l'évolution du cinéma tunisien ». On peut lire également un manifeste des cinéastes marxistes idéologiques arabes et quelques comptes rendus de films.

En éditant *CinémaArabe* (bulletin mensuel et bilingue), le bureau européen de l'Union des critiques arabes de cinéma a un double objectif : « pallier le manque d'information sur les cinémas arabes », « permettre une connaissance objective entre les critiques arabes eux-mêmes, puis entre eux et la critique occidentale ».

★ *CinémaArabe*, n° 2, c/o A.F.C.A.E., 22, rue d'Artois, 75008 Paris. Tél. 359-16-15.

Quatre cycles pour une géométrie variable

Né officiellement le 1^{er} janvier 1975, le Nouvel Orchestre philharmonique recrute. Au complet, il comptera cent trente-huit musiciens ; un « pool » placé sous la responsabilité de Gilbert Amy et dont la « géométrie » variera selon la composition des programmes.

Ceux-ci ont été rendus publics. Quatre cycles composeront la saison 1976-1977 : œuvres symphoniques, pour une formation de quatre-vingt-dix à cent vingt musiciens (soixante concerts à Paris et en banlieue) ; musiques sacrées, avec la participation des chœurs de Radio-France (cinq concerts d'avril à juillet) ; répertoire baroque et classique pour orchestre de chambre ou formation mozartienne (huit concerts dont sept dirigés par Emmanuel Krivine) ; musiques du vingtième siècle, allant des « grands classiques » aux commandes et aux jeunes écoles (six concerts). Sans compter la saison lyrique, les tournées, les festivals, les « Perspectives du vingtième siècle » et autres « Prestiges de la musique ».

UN PIONNIER DE L'ARCHITECTURE MODERNE

Auguste Perret et le béton vertueux

Le béton a eu ses romantiques avec Le Corbusier et ses classiques avec Auguste Perret. Il y a peu, matériellement, il a modifié l'architecture : son esthétique, sa technique, ses moyens. Tout d'un coup, après avoir construit par pierres superposées jointes au ciment, on envisage de « couler » un édifice entier dans un moule.

Ces possibilités sans limites présentent, entre autres, des inconvénients : elles permettent à l'architecte, sans médier, sans technique, de réaliser leurs rêves d'élaborations, ce qui n'est pas toujours bon. Ces paroles d'Auguste Perret, dont le Centre de recherche et de documentation d'histoire moderne de la construction célèbre avec deux ans de retard le centenaire de la naissance par une exposition rétrospective au Musée des arts et métiers, sont plus actuelles aujourd'hui que jamais. D'autant qu'on construit de plus en plus vite, de plus en plus simple, encombrant nos villes d'édifices dont le problème de la destruction finira bien par se poser un jour.

Auguste Perret occupe une place tout à fait à part dans l'aventure de l'architecture moderne : grande par sa rigueur et la richesse de ses inventions techniques ; relativement plus limitée dans le domaine de la créativité de formes nouvelles, comparé à Frank Lloyd Wright ou à Le Corbusier, ses contemporains. Perret était moins l'architecte-créateur que l'architecte-construteur. Construisant sans artifice ni acrobaties dénuées de sens. Tout ce qu'il construisait avait une logique.

Le squelette doit être beau et apparent

Perret appartient à la plus solide tradition de l'architecture française, séculaire, riche, grandiose même, et il en est le contemporain le plus classique, peut-être le seul qui ait poursuivi avec autant d'ampleur souveraine la tradition rationaliste de l'architecture exprimée par la structure, tradition qui remonte à plus ou moins à l'époque gothique.

Le centenaire de Perret, né en 1874, avec le béton était en fait fatal. Chaque matériau ou système nouveau commande une attitude nouvelle, rationnelle, comme pour en explorer les vertus avant de le faire entrer dans un vain jeu esthétique. Ainsi l'architecture du fer au XIX^e siècle chez Le Labrousse de la salle de lecture de la Bibliothèque nationale et surtout à Chicago où des architectes-ingénieurs donnaient un visage nouveau à un pays neuf en pleine révolution industrielle. Perret, lui, c'est l'autre matériau, celui du XX^e siècle, le béton armé. D'autres l'ont inventé : Hennebique, et utilisé : Anatole de Baudot dans la blanche église Saint-Jean-de-Montmartre. Mais c'est à Perret qu'il revient d'avoir exploré ses possibilités architecturales et ouvert la voie à une génération nouvelle d'architectes et de bâtiments.

Du béton, Perret a été à la fois le pionnier et le grand classique. Il a tout résolu durant une vie d'architecte — l'invention au sens esthétique du terme et l'esthétique même dans l'application. Cela tient à sa formation, au cours de laquelle il a recueilli le savoir-faire d'une tradition bien française de la construction auprès de son père tailleur de pierre bourguignon et communal militant réfugié en Belgique où il avait créé une entreprise de bâtiment. Remené en France après l'armistice, le père avait placé ses fils à l'École des beaux-arts pour les initier au grand art de l'architecture, mais en vue d'exercer dans l'entreprise familiale. Auguste, le plus doué, devint le chef de l'équipe des trois « mousquetaires » du béton, avec Gustave et Claude, bien qu'il n'ait d'ailleurs pas attendu d'obtenir son diplôme pour quitter l'école. Cependant, il n'avait pas négligé les leçons d'un maître devenu son ami : Guadet, architecte français par excellence de l'École des beaux-arts, théoricien du rationalisme en architecture, penseur qui avait subverti autant que l'architecte restait l'œuvre d'un individu, — le fait créateur et d'une certaine manière philosophe, — exprimant le parcours historique d'un héritage culturel. Mais elle s'est étrangement tarie à la phase industrielle, rejoignant le lot commun où une création extrêmement limitée se dilue dans une organisation anonyme au profit d'une technique de production dominée par un économe mal compris dont on mesure aujourd'hui les ravages.

Perret, qui a eu la chance de naître avec le béton et aussi d'être cet esprit structuré capable d'en saisir les implications, a vingt-neuf ans quand il fait l'immeuble de l'avenue Franklin. Rien, dans la silhouette de cet édifice d'appartements où le revêtement de céramique, art nouveau, sacrifie au goût du jour, ne donne en fait au passant le sentiment de côtoyer une de ces constructions-clefs qui ont dès 1903 inauguré une ère nouvelle. C'est un manifeste du béton, avant même que le matériau ne soit homologué. On craignait que tout tombe un beau matin, mais ça tient toujours.

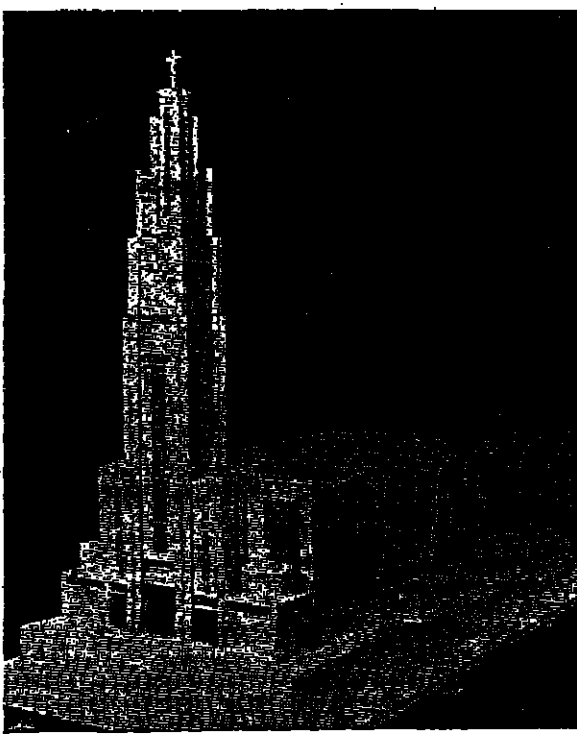
Mais l'immeuble de Perret lançait une autre idée nouvelle, application logique des possibilités du béton : les « plans ouverts » qui permettent les piliers de petites sections et de grande portée. L'immeuble de l'avenue Franklin est le premier discours de sa philosophie : le squelette en béton doit être beau et apparent, la structure est l'élément logique du décor. Surajouté, celui-ci cache le plus souvent un défaut de construction. Bien avant Adolf Loos, le décor gratuit était pour Perret un crime.

Le garage de la rue de Ponthieu — détruit, hélas ! comme le bâtiment des usines Esders inscrit par mégarde à l'Inventaire après sa destruction — est une autre application souveraine de la structure en béton qui libère l'espace et les murs pour les vitres à loisir. Le système atténué d'ailleurs son sommet au Théâtre des Champs-Élysées, en 1913, d'un « scandaleux » dépouillement, pour un édifice en béton, à l'époque. Passe que l'on construise un garage en béton avec, sur sa façade vitrine, une rosace de cathédrale, mais un théâtre dans ce béton dont on fait les usages ! Ce théâtre n'était pas une affaire nette. Sa façade avait eu une autre paternité : Van de Velde et Bouvard. Perret, qui était l'entrepreneur, en est devenu l'architecte, logiquement pour ainsi dire, puisque pour lui le dehors devait exprimer le dedans. En tout cas, que Perret ait ou non dessiné la façade, la structure du Théâtre des Champs-Élysées ne saurait être que de lui. C'est une charpente de béton faite de piliers et de poutres, dont les grandes portées permettent d'ouvrir l'espace là où cela est nécessaire.

C'est dix ans après qu'Auguste Perret nous donne cette chapelle qui inaugure une génération nouvelle de l'architecture religieuse moderne : Notre-Dame du Raincy. Le public l'accueille mal, et les architectes avec étonnement. Le béton des hangars, des docks, comme ceux de Casablanca — un chef-d'œuvre d'architecture industrielle — pour une grande nef qui doit être le mémorial de la bataille de la Marne ? C'est le pari de Perret. Parté par de très fines colonnes de béton, les murs ne portent plus rien ; ils peuvent s'ouvrir. Et, en fait, ce sont des cloîtres sortis de plaques de verre, pour ainsi dire ; d'un bout à l'autre du bâtiment, des vitraux, dont le plomb serait du béton. « La Sainte-Chapelle du béton armé », était écrit à l'époque Paul Jamot. Avec son clocher-porche qui escalade le ciel par paliers aux épaulements puissants, du béton, du béton armé, une cathédrale bruta décoiffée.

Chaque des autres réalisations apporte son lot d'innovation : la salle Cortot, de l'École normale de musique en 1929, où Perret avait initialement prévu une salle tournante avant Gropius ; et, surtout, le mobilier national rue des Capucines en 1933-1934, où le rationalisme s'orienta plus résolument vers un « rationalisme » des styles traditionnels, version moderne, qui allait devenir de plus en plus affirmé dans son œuvre construite ou seulement esquissée.

En fait, Perret semble n'avoir jamais assimilé l'expérience de peintres abstraits, comme Le Corbusier. Et c'est sur le plan des formes toute la différence entre le premier et le second, qui fut un temps son élève en 1908. L'esthétique architecturale libre de Le Corbusier, à Roubaix par exemple, vient de son expérience de peintre partielle, aux formes inventées de toutes pièces. Celle de Perret a ses sources dans la tradition de l'architecture française maintenue par les Beaux-Arts. C'est de là qu'il tient le goût de la symétrie, de la composition de volumes reposant majestueusement sur le sol, des corniches dont les formes suivent la fonction. C'est « vertueusement » que Perret veut utiliser le béton. Avec la « démonstration » des « élucubrations » des abstrac-



LE RAINCY : une cathédrale.

teurs de l'architecture de tout poil, apparaît aujourd'hui avec plus d'évidence la rigueur de son style, nouveau d'un côté, traditionnel de l'autre.

Mais Perret a ses domaines : le bâtiment industriel traité noblement, l'édifice public qui appelle un traitement créateur particulier, les hôtels particuliers de luxe, les maisons d'artistes plutôt riches, ou les immeubles de « haut standing », comme on dit. Atelier du sculpteur Chana Orloff, atelier du peintre Georges Braque, immeuble de la rue Raynour, où il développe différemment son esthétique du carré qui vient du portique grec, souvent hautain et monumental.

Une réussite d'une qualité spectaculaire : le bâtiment du Musée des travaux publics désaffecté en tant que tel pour en faire le siège du Conseil économique et social.

La « sainte chapelle » est irréparable

Après la guerre, Perret apparaît comme un grand architecte dont l'atelier polarise tous les feux. A la reconstruction, on lui confie une ville entière. Il la conçoit avec des immeubles en quadrilatère bordant un système de circulation souterrain et donnant la cité au piéton. L'ingénieur Perret passe sur le versant de l'utopie. La France appauvrie ne saurait en envisager la dépense et d'ailleurs tout le béton du pays n'y suffirait pas. On construit donc, par étages interposés, une « ville réaliste » : barre de béton industriel qui n'a pas résisté au temps. Chez Perret, lorsque l'architecture est « pauvre » elle risque d'être la pire. Et bien que son béton soit « vertueux », Le Havre est aujourd'hui une des villes qui présentent les paysages urbains les plus tristes de France. Esthétiquement, physiquement, le béton n'a, que dans des cas rares, résisté au temps. Le paradoxe veut que ce matériau, en principe indestructible lorsqu'il est neuf, se conserve mal lorsqu'il présente des imperfections et se restaure encore plus mal. La « sainte chapelle en béton armé » du Raincy est dans un état déplorable et bien difficile à réparer lorsque le fer affleure le béton, se rouille, gonfle et déformant le volume et fait décaler la « pierre coulée ». Irréparable ! Un édifice de pierre ou bien de fer se restaure plus facilement à tout point de vue.

C'est le procès du béton apparent que pose le cas Perret, architecte de la première application esthétique, mais qui a fini par le distordre derrière une pellicule de pierre. Le vrai roman du béton, dont l'héritage a fait des ravages parmi ses soubasseurs — on le sait, — Le Corbusier qui le voulait nu, « brut de décoffrage », « pauvre », rustique et puissant. Plus facile à dire qu'à faire.

JACQUES MICHEL.

★ Exposition Perret au Conservatoire des arts et métiers, 222, rue Saint-Martin. Au catalogue, texte de J.-B. Ache, Henri Pompidou et Peter Collins.

BALZAC ELYSEES • LES 3 SECRETAN • OMNIA BOULEVARDS CLICHY PATHE • FAUVETTE • LES NATIONS

périphérie : PARLY II • AVIATIC Le Bourget • ARTEL Roissy ALPHA Argenteuil • DAME BLANCHE Garges les Gonesse BELLE EPIQUE Thiais

la Grande Réclé

Rendez-vous, notre terrain
Pas de building, la Bulle
GREVE ILLIMITÉE

en film de
CLAUDE PIERSON
avec
HUGUETTE BOISVERT

MICHEL GALABRU
JACQUES DE
PAUL FREDIST
GEORGES CHAMPAGNE

ROBERT CARL
MARCO PERLIN
LES RICHARD
MONIQUE JARRES

CHRISTIAN MARIN
JACQUES DE
PAUL FREDIST
GEORGES CHAMPAGNE

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET

SOUS LES PAVES, LA PLAGE...

NOUVEL OBSERVATEUR
Peut-être le plus beau film sur un certain désarroi contemporain.
M. GRISOLIA

Percussions de Strasbourg ICARE

Parole musicale-création

Dramaturgie musicale : Maurice Guillaud
Argumentation musicale : Percussions de Strasbourg
Interprétation : Jean-Pascal Guénichon - Percussions de Strasbourg

Réalisation : Maurice Guillaud
le 18 mars à 14 h. 30 et à 20 h. 30
le 21 mars à 20 h. 30

GALERIE THEATRE, 28, rue des Francs-Bourgeois. Tél. 272-73-52

Le THEATRE DE PLAISANCE n'est pas seulement un théâtre de divertissement, il explore systématiquement les moyens de communication par la création théâtrale.

Actuellement : TU NE VEUX RIEN DE BIEN MÉCHANT (Prix Paul Gilson - O.R.T.F.). Mise en scène de François MAISTRE.

« Dans un « huis-clos » de haute intensité, Anne-Marie COFFINET et Jean-Paul RICHEPIN restituent l'ambiance d'un cotté d'Edgar Poe. »

THEATRE DE PLAISANCE, 111, rue du Château - Métro Pernety
Réservation automatique 24 heures sur 24 : 273-12-65

STUDIO des CHAMPS-ÉLYSÉES

Odette LAURE
Jacques MOREL
et
Alain MOTTET

LA FROUSSE

Comédie de Julien VARTAT
Mise en scène de René OLIVIER

L'OLIVIER
qui sont
les Palestiniens

A. ANNA • G. CHARPILLAT • U. DUBROUX
S. LEPON • J. NARPOU • V. VILAIN

Théâtre de la Cité internationale
Universitaire

214, rue de la Chapelle • Métro : Stalingrad • 212-99-99 • 212-99-99

Dernières

VARIATION SUR MACBETH

C'est très beau et d'un goût parfait. (Le Figaro)
C'est réjouissant parce que la beauté commande. (France-Soir)

LE BALLET DE POCHÉ

« Un des plus intéressants programmes que l'on puisse voir actuellement à Paris. »

ET DES SPE

Le double
Ce n'est

GRANDS spectacles de ANTEL RAINCY • SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

LES FLAMMES de ANTEL 1

BEAU LES 3 SECRETAN • C21 SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS • PARISSANT

PARQUENT ELYSEES 2 La Cité Internationale • PARISSANT

Une œuvre de haute qualité
VOL AU DESUS
D'UN NID DE COU

JACK NICHOLSON

VOL AU DESUS
D'UN NID DE COU

سكننا من الامم

Le double stage de Jerzy Grotowski

« Ce n'est pas la santé des gens qui nous préoccupe, mais celle de leur métier »

Le metteur en scène Jerzy Grotowski vient en France pour un stage de deux semaines. Il dirige un stage de deux semaines, du 15 au 22 mars, sur l'invitation du secrétariat d'Etat à la Culture. Pour M. Michel Guy, qui souhaite voir Paris devenir un centre international des arts, Paris s'étend bien au-delà de ses boulevards périphériques. Si Peter Brook et Giorgio Strehler travaillent à l'intérieur de la capitale, Bob Wilson crée son opéra à Avignon, André Serban va animer un atelier à La Rochelle, et il est question pour Nuri El-Said et Victor Garber de monter un spectacle en français à Bordeaux. Quant à Grotowski, il fait aménager près de Saintes l'abbaye de La Trinité.

Ce stage ne ressemble en rien à celui qu'Antoine Boursailler avait organisé en 1968 à Aix-en-Provence, qui durait trois semaines, et représentait une sorte d'initiation au « théâtre pauvre » — c'est ainsi que Grotowski définit le but vers lequel tend son travail à l'Institut de recherche sur le jeu de l'acteur, installé à Wrocław, en Pologne. Théâtre pauvre, nu, dépouillé, entièrement créé, entièrement vécu par l'acteur seul.

On a vu dans *Prince Constant*, *Atropia*, *Apocalypsis cum figuris*, l'extraordinaire puissance dramatique, la rigueur totale des conditions formées par l'Institut. Le choc a été si fort qu'il a provoqué des larmes de fond dans tout le théâtre occidental. Les disciples de Grotowski se sont multipliés, et bien que, pour la plupart, il les rejette furieusement, autour de lui est née une légende faite de malentendus : on a vu ses paroles sans les écouter,

on est allé au plus immédiatement spectaculaire, confondant méditation et réflexion, substituant à l'étude des fondements de nos civilisations, à la recherche des archétypes qui les dominent, un vague idéal mystique.

Grotowski est Polonais. Ses spectacles transcrivent les préoccupations d'un peuple catholique, marqué par une histoire faite de déchirements, pris entre les mouvements baroques de la violence et des aspirations à la simplicité des sages, imprégné par la mélancolie de ses paysages sombres, d'un procédé un humour tranchant, dérivant lui-même sur un fantastique surréaliste.

Dans son travail sur l'acteur, Grotowski explore les racines enfouies des impulsions et des réactions pour trouver le moyen de les contrôler, de les diriger. Il veut « ouvrir des portes » fermées par les peurs, les interdits, et qui bloquent les corps, paralysent les consciences. Il l'a voulu avec une agressivité terrifiante. Il a changé, la familiarité ne lui semble plus une faiblesse, il ne se protège plus derrière des lunettes noires. Il marche à visage découvert à la périphérie du théâtre. Il a changé mais son but reste le même : « ouvrir des portes », et il reste le même. Personnage à la fois officiel et étendard des marginaux, il prend en charge ses contradictions, met au service d'une imagination visionnaire une intelligence précise, concrète. Il traque l'angoisse par un humour cinglant. Soutenu par une énergie nerveuse, presque inhumaine, il installe à travers le monde, en Pologne, en Scandinavie, aux Etats-Unis, et maintenant en France, des centres de stage.

« On ne peut pas attendre deux semaines. Ou moins. D'ailleurs, il est impossible de demander à des gens qui exercent une profession de l'abandonner plusieurs mois. »

« La deuxième direction du centre est très différente. Nous l'appelons « Vers un monde parallèle », mais c'est juste une image. Dans les pays anglo-saxons, nous disons « Special project », dans d'autres « Activités parathéâtrales ». Nous avons commencé ce type d'expériences en 1970. Là, il ne s'agit plus de recherches techniques : nous cherchons le jeu, la signification, le lien entre le corps et l'esprit, entre deux personnes, entre un individu et les autres, sa confrontation avec l'espace (ouvert et fermé), avec la réalité sensible et étonnée du monde. »

« Il faut le préciser, cette démarche n'a rien à voir avec les thérapies de groupe, avec les sociodramas, ni avec les déshabitueurs, les ateliers de la « spontanéité collective ». On pourrait la comparer aux improvisations du jazz classique. Mais nous ne nous en tenons pas à la musique, nous explorons toutes les impulsions, tout ce qui peut rapprocher l'individu du monde élémentaire. Il lui faut donc accepter de se débarrasser de ses défenses, de ses codes de ses habitudes, et cela demande beau-

coup de rigueur. Il n'est pas question de trahir qui que ce soit en objet, d'exercer son autorité, de lutter contre ses inhibitions, contre ses faiblesses en s'aidant de moyens artificiels comme les drogues ou l'alcool. Il n'est pas question non plus de prendre un rôle de spectateur. Celui qui s'engage, le fait d'une manière active. »

« S'engager vers quoi ? »

« Vers une sorte d'acte créateur dont le contenu et le matériel seraient l'individu lui-même. Nous ne produisons pas une œuvre en direction d'un public. C'est un mouvement dans lequel chacun s'implique directement. On peut dire que l'œuvre, c'est ce mouvement vers le dépassement de soi, de ce que l'on connaît de ses limites physiques, mentales, si l'on tient à employer un mot vague et superficiel, ses limites « spirituelles ». »

« Cette partie du stage s'adresse à ceux qui, appartenant ou non à un groupe artistique (et pas forcément théâtral), éprouvent le besoin de ce type d'expérience. C'est un mouvement dans lequel chacun s'implique directement. On peut dire que l'œuvre, c'est ce mouvement vers le dépassement de soi, de ce que l'on connaît de ses limites physiques, mentales, si l'on tient à employer un mot vague et superficiel, ses limites « spirituelles ». »

« Cette partie du stage s'adresse à ceux qui, appartenant ou non à un groupe artistique (et pas forcément théâtral), éprouvent le besoin de ce type d'expérience. C'est un mouvement dans lequel chacun s'implique directement. On peut dire que l'œuvre, c'est ce mouvement vers le dépassement de soi, de ce que l'on connaît de ses limites physiques, mentales, si l'on tient à employer un mot vague et superficiel, ses limites « spirituelles ». »

le jeu quotidien serait suicidaire, mais ici, il s'agit quand même de l'oublier pendant un temps. Elle ne s'adresse pas non plus à celui qui, totalement incapable de se faire confiance, n'éprouve pour son corps que doute et mépris. Ni à celui dont les difficultés psychologiques sont si fortes qu'elles empêchent toute relation avec les autres, sa relation au monde réel. Ils ne relèvent pas de notre compétence. »

« Il existe aussi des gens très remarquables, dont la pensée analytique submerge à tout instant l'impulsion immédiate. Même si c'est dans la peine et la souffrance, ils savent dépasser leur conditionnement quotidien. Les observateurs passionnés du monde, les grands écrivains, y parviennent par le seul fait d'être, et pour eux non plus, le stage ne présente pas d'intérêt, même s'ils croient le contraire. »

« En revanche, celui qui éprouve de la curiosité pour une catégorie de gens qu'il peut appeler « les siens », et souhaite les approcher sans s'imposer, c'est-à-dire sans les tyranniser par ses exigences, celui-là, le stage pourra peut-être l'aider. »

« Comment choisissez-vous les candidats ? »

« Le choix est réciproque. Nous

Deux directions distinctes

« Les activités du centre prennent deux directions tout à fait distinctes, destinées à des gens dont les besoins sont différents, dit Jerzy Grotowski. Nous appelons la première « Acting Therapy », bien qu'elle n'ait rien de commun avec les thérapies médicales. Ce n'est pas la santé des gens qui nous préoccupe, mais celle de leur métier. Si nous avons choisi cette terminologie, c'est pour souligner deux points : d'abord, les orientations esthétiques n'entrent pas en ligne de compte. Nous nous adressons à tous ceux qui, plus ou moins professionnellement, utilisent leur corps, leur voix. Les acteurs, mais aussi, par exemple, les enseignants. Ensuite, nous n'installons pas une école technique, un centre d'apprentissage. Nous nous contentons de transmettre des connaissances acquises en quinze ans de travail à l'Institut. En particulier, nous savons déterminer

d'où viennent certains blocages de la voix, de la respiration, nous pouvons définir les causes de certains traits. Nous ne prétendons pas être utiles à tous. Parfois, les obstacles relèvent de la médecine, de la psychiatrie, ou bien il nous faudrait de trop longs mois pour les résoudre. Alors, nous faisons clairement que nous ne pouvons rien. »

« Comment reconnaissez-vous ceux que vous pouvez aider ? »

« La plupart du temps, un entretien approfondi est suffisant. Sinon, après une séance de travail, nous sommes en mesure de prendre une décision. L'« Acting Therapy » exige une attention particulière pour chaque individu ou presque. En tout cas, elle se pratique en groupes restreints. Comme nous souhaitons répondre à un maximum de demandes, nous organisons une chaîne de stages, qui durent envi-

ron deux semaines. Ou moins. D'ailleurs, il est impossible de demander à des gens qui exercent une profession de l'abandonner plusieurs mois. »

« La deuxième direction du centre est très différente. Nous l'appelons « Vers un monde parallèle », mais c'est juste une image. Dans les pays anglo-saxons, nous disons « Special project », dans d'autres « Activités parathéâtrales ». Nous avons commencé ce type d'expériences en 1970. Là, il ne s'agit plus de recherches techniques : nous cherchons le jeu, la signification, le lien entre le corps et l'esprit, entre deux personnes, entre un individu et les autres, sa confrontation avec l'espace (ouvert et fermé), avec la réalité sensible et étonnée du monde. »

« Il faut le préciser, cette démarche n'a rien à voir avec les thérapies de groupe, avec les sociodramas, ni avec les déshabitueurs, les ateliers de la « spontanéité collective ». On pourrait la comparer aux improvisations du jazz classique. Mais nous ne nous en tenons pas à la musique, nous explorons toutes les impulsions, tout ce qui peut rapprocher l'individu du monde élémentaire. Il lui faut donc accepter de se débarrasser de ses défenses, de ses codes de ses habitudes, et cela demande beau-

coup de rigueur. Il n'est pas question de trahir qui que ce soit en objet, d'exercer son autorité, de lutter contre ses inhibitions, contre ses faiblesses en s'aidant de moyens artificiels comme les drogues ou l'alcool. Il n'est pas question non plus de prendre un rôle de spectateur. Celui qui s'engage, le fait d'une manière active. »

« S'engager vers quoi ? »

« Vers une sorte d'acte créateur dont le contenu et le matériel seraient l'individu lui-même. Nous ne produisons pas une œuvre en direction d'un public. C'est un mouvement dans lequel chacun s'implique directement. On peut dire que l'œuvre, c'est ce mouvement vers le dépassement de soi, de ce que l'on connaît de ses limites physiques, mentales, si l'on tient à employer un mot vague et superficiel, ses limites « spirituelles ». »

« Cette partie du stage s'adresse à ceux qui, appartenant ou non à un groupe artistique (et pas forcément théâtral), éprouvent le besoin de ce type d'expérience. C'est un mouvement dans lequel chacun s'implique directement. On peut dire que l'œuvre, c'est ce mouvement vers le dépassement de soi, de ce que l'on connaît de ses limites physiques, mentales, si l'on tient à employer un mot vague et superficiel, ses limites « spirituelles ». »

le jeu quotidien serait suicidaire, mais ici, il s'agit quand même de l'oublier pendant un temps. Elle ne s'adresse pas non plus à celui qui, totalement incapable de se faire confiance, n'éprouve pour son corps que doute et mépris. Ni à celui dont les difficultés psychologiques sont si fortes qu'elles empêchent toute relation avec les autres, sa relation au monde réel. Ils ne relèvent pas de notre compétence. »

« Il existe aussi des gens très remarquables, dont la pensée analytique submerge à tout instant l'impulsion immédiate. Même si c'est dans la peine et la souffrance, ils savent dépasser leur conditionnement quotidien. Les observateurs passionnés du monde, les grands écrivains, y parviennent par le seul fait d'être, et pour eux non plus, le stage ne présente pas d'intérêt, même s'ils croient le contraire. »

« En revanche, celui qui éprouve de la curiosité pour une catégorie de gens qu'il peut appeler « les siens », et souhaite les approcher sans s'imposer, c'est-à-dire sans les tyranniser par ses exigences, celui-là, le stage pourra peut-être l'aider. »

« Comment choisissez-vous les candidats ? »

« Le choix est réciproque. Nous

Lille, Poitiers, Orléans

Fêtes musicales plus ou moins radicales

SANS doute comprendra-t-on un jour que la vie musicale ne peut se confiner dans la répétition, vaille que vaille, des mêmes œuvres consacrées. Un ouvrage médiocre interprété par des gens qui en ont vraiment envie ne procure-t-il pas à l'auditeur une émotion singulière, mille fois préférable à celle que proposent à longueur d'année tant de solistes distingués ?

Fils de braves, marche de concert de Bidgood, et la *Symphonie populaire*, de J. S. Bach, ne prétendent pas remplacer Léonora ou la *Symphonie Juilienne*, mais il suffit qu'un bon orchestre d'harmonie ait l'occasion de se produire devant un public sans préjugés pour que personne n'y trouve rien à redire. De l'extérieur, c'est même plus sympathique que ce qu'on peut voir dans les salles parisiennes, les soirs de gala : et quand, succédant à l'harmonie municipale, la chorale Chantejoie (le chanteur est une sorte de pain) entonne le *Petit Tambour* ou *File la laine*, on ne regrette pas d'être allé à La Bassee, une petite commune sans signe particulier, à 25 kilomètres au sud-ouest de Lille — découvrir de quoi sont faites ces journées musicales organisées dans les principales villes de la région par la délégation Nord-Picardie des Jeunesses musicales. En complément au programme : de larges extraits de l'*Orphée*, de Gluck, par l'orchestre et les chœurs des cadets du conservatoire de Lille ; c'est alors qu'on se rend compte des rides que peuvent infliger à un chef-d'œuvre quelques petites pièces sans prétention, mais tellement moins chargées du poids de l'histoire.

Pendant un mois, tout ce qui existait sur place — orchestre de jeunes, harmonies, chorales, groupes folkloriques ou d'expression corporelle — a été mis à contribution et assemblé dans des manifestations communes destinées exclusivement au public local. Peut-être n'est-ce pas le meilleur moyen de convaincre les musiciens amateurs de rester chez eux à écouter des disques plutôt que d'aller répéter une fois par semaine des partitions à faire frémir un mélomane qui se respecte, mais, sans budget, pouvait-on se permettre d'inviter des formations prestigieuses ?

L'expérience a prouvé que, sauf à Lille, où le public boude systématiquement tout ce qui n'est pas précédé d'une réputation flatteuse, on ne s'est pas repenti d'avoir adopté une politique radicale. Cela ne signifie pas pour autant un refus de subventions éventuelles : elles ne servent pas à payer des vedettes, on peut, avec un minimum d'imagination, leur trouver une utilité à la fois, assez traditionnelle et plus constructive, n'importe.

Quoi qu'il en soit, la preuve est faite que de telles opérations peuvent être reproduites absolument partout avec la même euphorie, et la

même économie. Compte tenu de l'accroissement constant du nombre des manifestations de prestige beaucoup plus onéreuses, et l'exemple n'est pas suivi, doit-on en conclure qu'en matière artistique les options retenues sont fonction du prix qu'elles coûtent ?

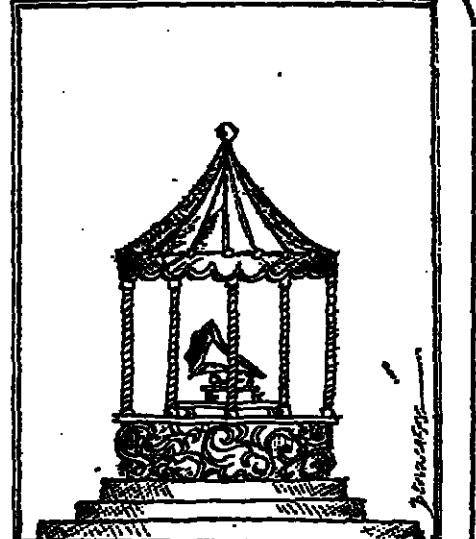
Sans aller aussi loin, les huitièmes Semaines musicales d'Orléans (du 4 au 14 mars) et le second Printemps musical de Poitiers (du 10 au 18 mars) ont montré l'exemple. Voici deux festivals qui se donnent la main non seulement par quelques dates, mais aussi par un état d'esprit commun, très différent de celui qui anime tant de manifestations estivales, même avec des orientations divergentes.

A première vue, pourtant, le rapprochement peut paraître artificiel : à Orléans, on s'occupe surtout de musique contemporaine, avec le souci de présenter côte à côte des créations, des œuvres modernes « de référence » et des pages classiques placées ainsi sous un éclairage nouveau, tandis qu'au Printemps musical, qui s'inscrit délibérément dans l'Année romane célébrée en 1976 en Poitou-Charentes et rend hommage à la petite-fille de Guillaume VII de Poitiers, Aliénor d'Aquaine, protectrice des arts, des troubadours puis des trouvères, on pousse seulement l'aventure jusqu'à Britten. Mais, dans les deux cas, on semble beaucoup moins préoccupé de promouvoir le tourisme que d'apporter au public local, pour un prix raisonnable (entre 10 et 25 F), des manifestations musicales de qualité sans souci de vain prestige.

Autre trait commun : le désir de ne pas limiter la musique aux seuls concerts en trouvant des formules d'animation correspondant aux moyens dont on dispose.

A Poitiers, c'est principalement la musique des Soirs Garde qui va jouer dans les foyers de personnes âgées, les grandes maisons où qui descendent dans la rue, tandis qu'on peut voir chaque jour, au musée Sainte-Croix, des films consacrés à la musique ou aux musiciens anglais.

A Orléans, en revanche, on a dû limiter l'animation à une présentation des concerts et à deux séances, la samedi après-midi. La première, sur le trombone, confiée à Camille Verdier (soliste bien connu des concerts de musique contemporaine et professeur à Orléans) et aux élèves de sa classe, faisait preuve d'une simplicité et d'une efficacité qui donnaient des leçons à certains « spécialistes » de l'IRCAM. L'autre, « Debussy antididactique », — montage audio-visuel réalisé par l'ensemble « musique ouverte » de Jean-Claude Pennetier,



— était plutôt destiné à ceux qui connaissent déjà le sujet. C'était de toute façon l'occasion de découvrir un fragment de la *Chute de la maison Usher*, opéra inachevé d'après E. Poe. La tâche est du compositeur, mais on y retrouve curieusement les clichés de Maeterlinck : musicalement, la « manière » reste celle de Poulès.

Seul fait significatif d'une évolution qu'on aurait cru plus importante : Debussy s'indigne pas d'altérer la « clé », exception faite des deux premières mesures, mais il est vrai que l'armure de si bémol mineur s'y trouve contrainte dès le premier accord... Pour l'an prochain, on prévoit que le conservatoire d'Orléans prendra une part plus grande à cet effort de liaison entre un public non préparé et ce que lui proposent les concerts.

GÉRARD CONDÉ.

CYRANO Versailles vf - ARTEL Rosny vf - CARREFOUR Pantin vf
ALPHA Argenteuil vf - LES FLAMENDES Sarcelles vf - ARTEL PORT Nogent vf
BUXY Val d'Yverres vf - C 21 St-Germain vf - PUBLICIS Défense vf
PARAMOUNT ELYSEES 2 La Celle-St-Cloud vf - PARAMOUNT La Varenne vf

« Une mise en scène périlleuse fait de «VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU» un véritable chef-d'œuvre, un de ces chefs d'œuvre cinématographiques dont on met du temps à se remettre. »

TELERAMA



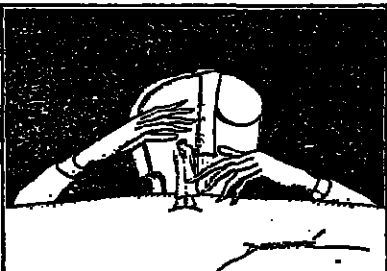
JACK NICHOLSON
VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU
Fantasy Films présente
Le film de JAMES FARRAR
Jack Nicholson dans VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU
avec LAURENCE FLETCHER et WILLIAM REDWOOD - coproduit de LAWRENCE FARRAR et BO BOLDWIN
d'après le roman de JOHN HESSE - scénario de LAWRENCE FARRAR et JACK NICHOLSON - montage JACK NICHOLSON
produit par CINE ZENITH et MICHAEL DELLEAD - distribué par LES FILMS FREEMAN - distribué par LES ANTOISES ASSOCIES

un véritable film populaire
de SERGUEI MIKHAÏLIAN
LA PRIME avec EVGUENI LEONOV
LA CLEF, 21, rue de la Clef (5^e)
« Enfin un film Russe qui pose des questions sans lieu de les résoudre » LE POINT
« Un des scénarios les plus palpitants que l'on ait vus depuis longtemps » ELLE
« Un morceau de bravoure technique sur un thème brûlant, en URSS » LE MONDE

CRÉATION EN FRANCE
LA TOUR
Hugo von Hofmannsthal
TR. RECAMIER, 28 r. 39
508-63-81

Vendredi 19 mars, 20 h. 30 (SOM)
SALLE CORTOT
78, rue Cardinet - 75017 PARIS.
Clique BERNARD, violon
Michèle DELFOSSE, clavier
Œuvres de J.-S. BACH et VIVALDI
Billets : Durand et J.M.P.

Une sélection



« L'Assassin musicien », de Benoît Jacquot, vu par Bonaffé.

Cinéma

COMMENT YUKONG DÉPLACA LES MONTAGNES
de Joris Ivens
et Marceline Loridan

La Chine au tour du tour par l'auteur de Terre d'Espagne. Une épopée familiale qui nous révèle les Chinois en famille, au travail, dans leurs loisirs. On peut la feuilleter au hasard, ou au contraire s'attacher à tout voir. Dans le premier cas, on admirera particulièrement la Pharmacie qui, à travers les allées et venues quotidiennes autour d'une pharmacie de Changhaï, nous révèle une nouvelle réalité des rapports sociaux et humains qui ne rejette pas pour autant l'exquise politesse chinoise et son art du sous-entendu ; ou bien l'histoire de ballon et l'art de la correction fraternelle comme on la pratique dans une école de Pékin. Autour du pétrole prend des allures lyriques sans jamais quitter la réalité la plus banale : un monde nouveau s'édifie au nord-est du pays. Le Village de pêcheurs décrit des jeunes Chinois qui vivent de la pêche. Chinois et Chinoises d'après la révolution culturelle prennent la parole, sans inhibition, nous révélant une autre conception de la vie en société, sans jamais forcer les significations ni tomber dans la propagande. Au spectateur de cueillir les fleurs qui lui conviennent.

L'ARGENT DE POCHÉ
de François Truffaut

Entièrement tourné à Thiers, en juillet-août 1975, le dernier film de François Truffaut (écrit avec Suzanne Schiffman), raconte le temps scolaire d'avant les grandes vacances d'une dizaine d'enfants au milieu de leurs camarades et de leurs familles. « Tentative de film unanime », dit Truffaut, l'essai réussit. Toujours fidèle à l'enfance, il a peint celle d'aujourd'hui, en province, avec le même humour, la même sensibilité naturelle, la même maîtrise de l'argent, il avait mis, autrefois, à faire revivre la scène dans les Quatre Cents Coups. Œuvre de la maturité centrée sur les jeunes visages en transformation de garçons et de filles, l'argent de poche est un beau coup de soleil, de jeunesse et de tendresse dans le cinéma français.

L'ASSASSIN MUSICIEN
de Benoît Jacquot

... se prétend le plus grand violoniste du monde. Vrai ou faux ? Vrai et faux à la fois.

Sur un vieux thème (gentil et paranoïa), des variations en forme de parabole autour de la relativité du jugement et de l'absurdité de tout discours sur l'« autre ». Présenté naguère au Festival de Cannes, à la Semaine de la critique, le premier long métrage d'un disciple de Marguerite Duras. Entrecoupé de fragments entiers de Berg, de Schoenberg, un film-partition.

LE JUGE ET L'ASSASSIN
de Bertrand Tavernier

Qui fut le plus coupable d'un trépas : le criminel à l'esprit égaré ou d'un juge ambitieux qui le poussa à la guillotine après avoir gagné sa confiance ? S'inspirant de faits réels, Bertrand Tavernier pose la question de l'innocence psychique et de la culpabilité morale devant la justice, confronte deux grands comédiens : Michel Galabru et Philippe Noiret, et reconstitue magistralement le climat social et politique de la province française, à l'époque de l'affaire Dreyfus et des attentats anarchistes.

L'ACROBATE
de Jean-Daniel Pollet

Léon est un garçon de bains amoureux d'une prostituée, Paméla. Pour la conquérir — mais conquiert-on réellement quelqu'un lorsqu'on est un Léon ? — il descendra un champion de tango. Hommage tendre et triviale aux anciens champions de danse. Georges et Rosy. Léon, c'est Claude Méliès ; la cinéaste Jean-Daniel Pollet : en 1957, ils tournaient ensemble. Pourvu qu'on ait l'ivresse, un chef-d'œuvre du court métrage. Vingt ans après ils retrouvent le ton.

JAMAIS PLUS TOUJOURS
de Yannick Bellon

Film sur le temps, sur la fugacité de ce qui semble éternel. Film sur les objets qui passent de main en main, qui furent témoins de drames, de bonheurs disparus, qui portent d'étranges traces, des signes indéchiffrables. Film sur le théâtre, miroir truqué, et sur les vrais miroirs, qui reflètent le théâtre de la vie. Film sur la mémoire et sur l'oubli. Film sur l'amour qui naît comme le printemps, qui meurt et qui renait encore. Un poème cinématographique, une très belle, très simple méditation qui nous rappelle que l'auteur de la Femme de Jean est la plus sensible des réalisatrices françaises.

XALA
de Sembène Ousmane

El Hadji, quinquagénaire arrivé du jet set sénégalais, roule en Mercedes et prend une troisième femme. Ne parvenant pas à consacrer cette nouvelle union, il se croit victime d'une malédiction — le « xala » — et se tourne vers les guérisseurs. La nouvelle société et l'ancienne culture sont au centre de cette fable transparente. Les « érotiques » de Sembène Ousmane (la Noire de..., le Mandat).

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE
d'Andrzej Wajda

Débuts de l'industrialisation et capitalisme sauvage à Loda, ville polonaise « russifiée » dans les années 1890. Un film-fleuve d'après un grand roman urbain et naturaliste de Wladimir Reymont), d'extraordinaires décors réels, une mise en scène violente, lyrique, parfois démentielle, pour signifier le pouvoir corrompu de l'argent, la dimension infernale d'un monde historique où se perd, avec ses amis juifs et allemands, un Rastignac polonais issu de la petite noblesse rurale.

— ET AUSSI : Vol au-dessus d'un nid de coucou, de Miles Forman (la santé de Nicholson perturbe l'asile américain) ; la Meilleure façon de marcher, de Claude Miller (sado-masochisme à la colonie de vacances) ; la Momie, de Shadi Abdel Salam (l'Égypte lutte pour ses sarcophages) ; l'Olivier, film collectif français (de Vincennes en Palestine) ; Fous à délier, film collectif italien (Parme libère ses « fous ») ; Jours de 36, de Théodore Angelopoulos (les prisons des colonels).

Théâtre

LE RIRE DU FOU
à Aubervilliers

« La fête ou la défatte », proclament, pince-sans-rire, les tiges et les cloches que Gabriel Garran fait bondir de leurs niches périphériques. Belle « parade sauvage », à la Rimbaud, l'enthousiasme généreux qui place résolument le théâtre au-delà des pratiques connues. Jean-Paul Farris est un clown superbe.

PORTRAIT DE DORA
au Petit Orsay

Histoire d'une psychanalyse, celle de Dora, jeune fille dépressive qui se fait soigner par Freud. Comédie bourgeoise d'une existence blessée, portrait par Hélène Cixous d'un désir agressif. La cure est un échec, Dora l'interrompt, se révolte contre Freud et la société phallicienne à laquelle il appartient. Victoire d'une femme ? Victoire en tout cas du spectacle de Simone Benmussa, intelligent, brillant, remarquablement interprété par Nathalie Nelli et Michèle Marquais.

— ET AUSSI : Le Juif de Malte, à la Renaissance (invité par le Théâtre national de Chailiot, l'ensemble théâtral de Genève) ; Grand-Peur et misère du III^e Reich à la Cour des miracles (le Piano du Moufflard a changé d'adresse) ; Monsieur chasse ! à l'Auditorium de la Cour de la République (le ballet de la Cour de la République) ; Le Roi des cons à la Galté-Montparnasse (le comique amer de Wolinski et ses ambiguïtés critiques) ; Zou à Campagne-Première (l'humour douloureux d'une grande comédienne) ; Le Neveu de Rameau au Moderne (deux comédiens et le cynisme d'Idroli) ; Rosenkrantz et Guildenstern sont morts, au Théâtre de la Plaine (les jeux de l'ironie et de l'angoisse).

Danse

BALLET DE POCHÉ
à la Cité internationale

Conti, Real, Ismael... Trois jeunes chorégraphes de talent en quête d'un public pour le Ballet de Poche, boulevard Jourdan. (Jusqu'au 19.)

Musique

SIBELIUS. DEMEURE

« Le plus mauvais compositeur du monde », selon René Leibowitz, commence à faire parler de lui : Royan le fait figurer au côté de Berg, Bartok et Ives lors de son concert inaugural et Radio-France lui consacre une soirée : Karelia, le Concerto pour violon (soliste : F. Foumagnosa), la Symphonie n° 6 seront dirigés par Teo Tealdi. Belle occasion pour les amateurs musiciens de s'associer aux mélomanes sans préjugés. (Théâtre des Champs-Élysées, jeudi 25, à 20 h. 30.)

ROYAN PERSISTE

En dépit des attaques de ses détracteurs et de problèmes financiers depuis longtemps, le XIII^e Festival de Royan reste fidèle à la tradition boulimique et électorale qui fait sa force et sa réputation. Créations de Ferny-hough, Nono, Bessos, Koening, Tatra, Jean Yun et Scarpino. En régal : J. Méjano, F. Orli, B. Pochoulet, J. Villa Rojo et S. Palm. (Du 20 au 26 mars au Casino de Royan. Renseignements : (46 05 56 60.)

LE BEAUX-ARTS TRIO VOYAGE

On pourra le surprendre le 18 à Brive, le 19 à Bordeaux, le 20 à Pau — dans la « triple » de Beethoven avec l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine, — le 23, enfin, à Paris (Cercle Interallié, à 21 heures), dans un programme Haydn, Brahms, Beethoven. Une série de concerts qui valent au moins le détour : jouant exclusivement sur des Stradivarius, ces trois artistes ne donnent pas pour autant dans le style « musée ».

— ET AUSSI : Térésa Berganza, au Théâtre de la ville (jusqu'au 20, à 18 h. 30) ; Elgar, par l'Orchestre de Paris et Daniel Barenboim (le 18, à 20 h. 30, au Palais des congrès ; le 20, à 10 heures, au Théâtre des Champs-Élysées) ; Quatuors vocaux de Mozart et Haydn, à la Condiogerie (les 20 et 21, à 17 h. 30) ; Stravinski, Messiaen, et Stockhausen, à la Maison de la radio (le 22, à 20 h. 30) ; Nil Parent, compositeur canadien (le 24, au Musée d'art moderne).

Expositions

ICONES BULGARES
au Petit Palais

Des madones, des christes Pantocrator, des « Déisis », des saints... pour témoigner de la continuité de la tradition byzantine dans cette partie du monde balkanique et de la survie de l'art religieux pendant la longue période de domination ottomane. Un ensemble de plus de deux cents icônes prêtées par les églises, les monastères et les musées de toute la Bulgarie, depuis les plus rares pièces en argile du IX^e siècle jusqu'aux « primitifs » du XIX^e siècle.

EDOUARD PIGNON
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Sur les plages de Sanary, Edouard Pignon observait les corps de dames au soleil. Couchées, debout, penchées sous les parasols... Le peintre les a croquées sur le vif et a emporté ses dessins dans son atelier. Il a, comme on dit, « phantasme » dessus, d'abord à travers les gouches, ensuite les peintures. Il expose les premières Galerie de France, les secondes au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

AUGUSTE PERRET
aux Arts et Métiers

— Lire notre article page 18.

PIERRE-HENRI DE VALENCIENNES

— Lire notre article page 18.

ET DESSINS DU MUSÉE DE DIJON

au Louvre

Quatre-vingt-trois œuvres de toutes les écoles françaises, italiennes et nordiques, choisies dans l'ensemble de dessins conservés au musée de Dijon. Cet ensemble, qui provient de donations, de legs d'amateurs, d'acquisitions de conservateurs, de la fin du dix-huitième siècle à nos jours, est l'un des plus remarquables de province par le nombre, la qualité, la diversité.

PIERRE COURTIN
au CNAC

Trente ans de gravure, jusqu'à la fin des années 60 ; et depuis, la peinture, exclusivement. Les deux versants de l'œuvre ; en fait, la même indifférence au support, les mêmes motifs, les mêmes références aux vieux Égyptiens, aux précolombiens ; la même présence tactile d'une écriture encreuse.

CHASSE A L'ANAMORPHOSE

au Musée des arts décoratifs
Dans son livre Anamorphoses on magie artificielle des effets merveilleux, Joris Balthus a défini l'anamorphose comme « une projection des formes hors d'elles-mêmes et leur dissociation de manière qu'elles se redressent lorsqu'elles sont vues d'un point déterminé ». L'exposition, qui vient du Rijksmuseum d'Amsterdam, comporte un supplément parisien montrant essentiellement la vogue au dix-neuvième siècle de cette curiosité technique. Deux cent cinquante numéros, à voir, ou essayer de voir.

PICABIA
au Grand Palais

Le tour en deux cent cinquante pièces de l'œuvre multiple et tassable d'un artiste qui avait le goût du changement et de la provocation. Une rétrospective qui n'occulte aucune période, quitte à faire grimacer encore aujourd'hui ceux qui ont coutume de penser en termes de bonne ou de mauvaise peinture.

— ET AUSSI : La route de la soie et, Tai Coat, au Grand Palais ; D'un pays de Ségonza, à l'Orangerie et au Musée des deux guerres mondiales ; Hommage à Picasso, rétrospective Marino di Teano, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Hommage à Munka, au musée Cornuacchi ; Les Louvres d'Albi, au musée Marmottan ; Les Shakers, au Musée des arts décoratifs.

Variétés

HÉLÈNE MARTIN
au Nouveau Carré

C'est la grande dame de la mise en chanson, elle apprend le poème à ceux qui préfèrent écouter plutôt que lire. Hélène Martin a écrit son spectacle à Louis Aragon, mais chante également Hélène Martin, Jean Genet et quelques autres.

JACQUES DEBRONCKART
aux Blancs-Manteaux

Condamné aux rires gauches des fleurs et des sympathies, Jacques Debronckart, tendre et acide, est de passage rue des Blancs-Manteaux (21 h. 30).

— ET AUSSI : Enrico Macias, à l'Olympia (21 h. 15) ; Toca et Ricardo, aux Blancs-Manteaux (22 h. 30) ; le groupe Crèche, au Foyer du Théâtre national de Chailiot (20 h. 30) ; Marcel Amont, à Bobino (20 h. 30).

Pour les jeunes

RE-CREATION
au Jardin d'acclimatation

Daniel Gein sait que tous les enfants sont poètes quand on ne place pas la poésie dans la catégorie des penquins. Les mercredis et samedis après-midi, il entretient avec eux une « conversation poétique », en les faisant répondre aux textes qu'il aime, ceux de Prévert ou même de Mallarmé.

— ET AUSSI : le Petit Drôle et le Grand Triste (six à douze ans), par le Théâtre du Versseau ; Circus Parade (trois à huit ans), au Café d'Edgar ; le Grand Voyage de M. PDM, par la Compagnie de l'« Gât » à la coque, au Théâtre des Deux-Portes ; Eux 3008, par la compagnie Jean et Colette Roche, au Théâtre Gérard-Philipe, de Saint-Denis ; l'Épouvantail, de Guy Folsy, sur le Théâtre de la Péniche ; l'Atelier du chadron, fabrication de masques et de marionnettes pour enfants à partir de six ans, à la Cartoucherie de Vincennes.

Un vernissage chez Art Direct, ce n'est pas une réunion de plus. On s'y rencontre. Vraiment.

Il est facile de comprendre à quel point la formule d'ART DIRECT correspond à un besoin de notre époque. On y parle. On y communique. On y apprend à connaître ces éléments étonnamment complémentaires que sont les artistes et les amateurs. Si connaître, c'est comprendre, si comprendre, c'est aimer, un vernissage chez ART DIRECT, c'est la joie pour tous les participants de se rencontrer réellement autrement que par « catalogue-prix » interposé. Un vernissage chez ART DIRECT (il a lieu aujourd'hui), c'est spontané, vivant, sincère... comme le prix des œuvres exposées. Non spéculé.

ACTUELLEMENT :
GOETZ / BELLEC / BIR
BOURGUIGNON / FEUZ / FORTIN
GIANNINI / JACNO / JUDY
KWATER / NOEL / MARANGIO
PARIS / SUTTER / VIELFAURE



ART DIRECT POUR UNE MEILLEURE
CONNAISSANCE LES UNS DES AUTRES, AU MEILLEUR PRIX.

LE NOUVEL ESSOR, 40, rue des Saints-Pères
PRÉSENCE DE
DUNOYER de SEGONZAC
Aquarelle, dessins, gravures - 24 février - 10 avril

GALERIE LUCY KRONH
10 bis, place Saint-Augustin - PARIS (8^e) - 522-69-78
PASCIN
Compositions et Réves
Jusqu'au 30 mars

GALERIE EMMANUEL DAVID
14, avenue Matignon - 75008 PARIS - 359-94-90
DANY LARTIGUE
17 mars - 17 avril

GALERIE DE PARIS
14, PLACE FRANÇOIS 1^{er}
HENRI MANGUIN
(1874-1949)
du 16 mars au 30 avril

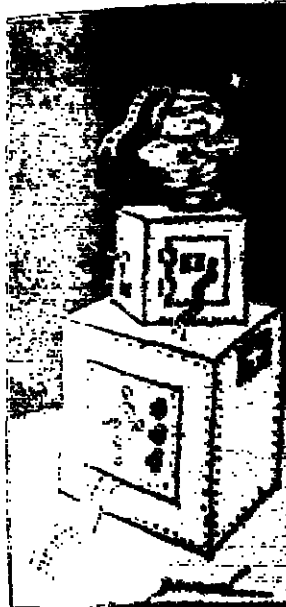
LA GRAVURE
51, rue de Seine (6^e) - 335-05-44
J.P. CASSIGNEUL
Présentation du catalogue de l'œuvre gravé paru aux
EDITIONS A.C. MAZO & Cie et de 40 lithographies récentes
16 - 25 mars

GALERIE MAURICE GARNIER
MINAUX
6, avenue Matignon, Paris-8^e, jusqu'au 8 avril

DÉS SPECT

LA CINÉMA
DES ARMES

« Le juif S...
se trouve
au fort d'Iv...



Colonne André WEBER, 24, rue de...
ANGU
Du 2 au 10 mars 1976 - 19h

de REMBRANDT
à DUNOYER de SEGONZAC

MONA LISA - 32, rue de Valenciennes
**PEINTURE NAI
INTERNATIONAI**
jusqu'au 31 mars

GALERIE JEAN LAR...
POMMEPEU
11 mars

Sotheby's
Semaine d'art
12-14 mars 1976

SERIE DE C...
D'ART

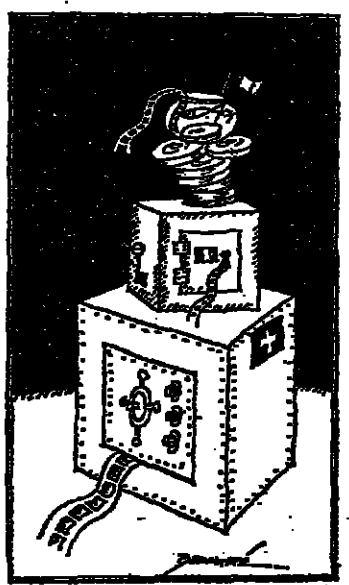
87^e SALON DES INDEP
L'art égyptien contemp
Hommage à Gaby RE
GRAND

سكينة الامل

LES MUSÉES DU CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE DES ARMÉES

« Le juif Süß » se trouve au fort d'Ivry



A Ivry-sur-Seine, dans l'enceinte du fort qui fit, jadis, partie de la ceinture défensive de Paris, est installé l'Etablissement cinématographique des armées, créé en 1932. On ignore généralement qu'il existe, à l'E.P.C.A., une cinémathèque riche de quelque soixante dix mille bobines de films et que cette cinémathèque, qui ne conserve pas seulement des documents « militaires », est ouverte au public pour la recherche historique. Il suffit, pour y avoir accès, d'en demander l'autorisation au Service d'Informations et de Relations publiques des armées, 231, boulevard Saint-Germain, Paris-7. Le visiteur d'Ivry ne peut qu'être étonné de l'importance des archives qu'on peut mettre à sa disposition.

Le travail du commandant Le Seigneur

C'est en 1915, pendant la première guerre mondiale, que le ministère de la guerre et le commandement en chef des armées autorisèrent la création, au sein du cabinet ministériel, d'un service photographique et d'un service cinématographique destinés à couvrir l'actualité militaire. Née, un peu, du hasard, la Section photographique et cinématographique de l'armée (S.P.C.A.) reçut une existence officielle en 1916. Elle avait, évidemment, un but de propagande : « Distraire les soldats, montrer les épisodes glorieux et bien choisis se rapportant à la guerre actuelle... » Mais c'est ainsi que se trouvèrent impressionnés, à la fin du conflit, cent cinquante mille plaques photographiques et 250.000 mètres de pellicule. Ces documents, recueillis au péril de leur vie par les opérateurs, allaient constituer les archives visuelles de la « Grande Guerre ».

Jusqu'aux années 30, ces archives dormirent, un peu dispersées. L'armée de terre, l'armée de mer, l'armée de l'air eurent chacune sa section photographique et cinématographique. Les archives s'enrichirent peu à peu — des films d'Instruction militaire surtout — avant 1939-40 où furent réalisés les journaux de guerre, puis d'armistice. Repliées à Marseille en 1941-42, puis à La Bourboule en 1943-44, les S.P.C.A. devaient fusionner, en 1945, avec un service du même genre formé à Alger pendant les hostilités. En 1947, le Service cinématographique des armées (S.C.A.) naquit de la fusion des trois établissements et devint, dès lors, un important producteur de reportages photographiques, de courts métrages d'information et d'Instruction.

Pendant l'occupation, les archives entrées à Paris avaient été saisies par les Allemands. Ils y prenaient des lots, qu'ils rapportaient parfois, mais pas toujours. Une partie des documents fut donc perdue. Mais, depuis 1947, le stock, maintenant conservé à Ivry, n'a pas cessé d'augmenter. Il est réparti entre la photothèque (un million cinq cent mille négatifs, dont des photographies très anciennes sur plaques de verre) et puis la cinémathèque (films et montages audiovisuels). Le S.C.A., puis l'E.P.C.A., ont emmagasiné les dons et les acquisitions en même temps que leurs productions autonomes destinées à être diffusées dans les corps de troupes. Aux documentaires militaires d'appoint, après 1944, des films fixes réalisés sur le modèle des « stars and stripes » apportés par les Américains. Les montages audiovisuels (cent trente à cent quarante par an) se substituent aujourd'hui aux films fixes.

En 1972, le chef de bataillon Jacques Le Seigneur prenait, au fort d'Ivry, les fonctions de chef des archives cinématographiques militaires. Cet officier de chasseurs alpins se passionna pour l'univers cinématographique où il était transféré. Il donna une impulsion particulière à la réorganisation de la cinémathèque. « Au fond, dit-il, cette cinémathèque n'a jamais été créée. Elle s'est constituée toute seule, par les dépôts d'archives. Puis, on a organisé un fichier... »

Chercheurs et curieux

Divers catalogues sélectifs avaient été établis et régulièrement mis à jour et modifiés, mais il fallait — travail de longue haleine — dresser un inventaire général. Le commandant Le Seigneur a entrepris ce travail. Avant son arrivée, les jeunes recrues en service au fort d'Ivry ne faisaient que manipuler les boîtes de films. Le commandant Le Seigneur a initié à un travail actif des soldats qui avaient une formation d'historiens, d'archivistes ou de techniciens du cinéma. Chaque film fait l'objet d'une fiche d'entrée. Puis il est repris, plan par plan, à la visionneuse, et réparti dans des fichiers analytiques : lieu, date, ville, détails caractéristiques. Peu à peu, les boîtes de films, souvent rouillées, sont remplacées par des boîtes en plastique. Les films en mauvais état sont nettoyés, réparés. Outre le personnel militaire, l'E.C.P.A. emploie dans les laboratoires, les salles de montage, l'auditorium, du personnel civil.

Même si l'on n'est pas un chercheur, mais simplement un curieux, on est accueilli toutes portes ouvertes par le commandant Le Sei-

gneur et ses collaborateurs. Pas d'isolement, pas de mystère. On visite les casemates climatisées où sont amplies les boîtes de films en ordre impeccable, avec leurs codes de couleurs (blanc pour les négatifs et les contre-types, rouge pour les positifs, ou marron) la salle de « nettoyage », le fichier-matériel et l'auditorium. La visite achevée, le journaliste curieux peut obtenir plusieurs heures de projection « à la carte », découvrir la qualité d'une production maison *Marins du froid* (documentaire sur l'assistance aux pêcheurs de Terre-Neuve par un bâtiment de la marine nationale), voir *Dantzig*, documentaire de propagande allemand de 1939, *Valle*, documentaire russe de 1945, *Histoire d'une jeep*, documentaire américain du temps de guerre, *Verdun*, vision d'histoire de Léon Poirier (1928) et *Le juif Süß* de Veit Harlan (1940), ce film nazi antisémite devenu légendaire et qui est, là, à la portée de tous les cinéphiles, de tous les historiens, désireux de l'étudier...

La richesse des archives d'Ivry, qui ne sont pas réservées, inabordable, donne autant à rêver que leur remarquable état de conservation. On peut reconstituer la guerre de 1914-1918 à partir de documents qui sont regroupés dans deux fonds : « A », mille trois cent cinquante films qui étaient stockés en 1939 et « B », sept cent cinquante films entrés à partir de 1939.

A la suite de la libération de Paris, puis de l'entrée des troupes alliées en Allemagne, en 1945, les dépôts de films militaires allemands concernant la deuxième guerre mondiale avaient été saisis et parqués comme prises de guerre. Ivry en détenait un grand nombre, où l'on trouve les actualités de la campagne de France, de la campagne de Russie. Mais la cinémathèque possède aussi quelques films de fiction de l'époque nazie. Outre *Le juif Süß* (dans sa version originale), on peut citer *Les aventures fantastiques du baron Munchausen*, *Blumfeldt*, *Marie Stuart* (avec Sarah Leander), et *L'Arlequin d'or*, film d'espionnage de 1940, qui avait échappé à Francis Courade et Pierre Cadars dans leurs recherches pour leur *Histoire du cinéma nazi*. Il y a même une copie, doublée en allemand, de *Pranitz rendez-vous*, film français produit à Paris, sous l'occupation, par la firme Continental. Un stock de deux mille cinq cents bobines, abandonné en 1944 par l'armée allemande dans l'ancien ministère de la guerre, a été récupéré en 1973. Il n'a pas encore été entièrement inventorié.

Autres trésors historiques : une collection de documents cinématographiques obtenus par la France des services alliés à la fin de

la guerre (trois cent quatre-vingt-sept titres inventoriés) ; une collection des journaux de guerre français réalisés en 1939-1940, puis après la Libération ; la série des « France libre actualités » (une quinzaine) produites par le comité de libération du cinéma français à partir de septembre 1944 ; trente-trois magazines alliés de la deuxième guerre mondiale en version originale anglaise ; les magazines des F.F.A. (Forces françaises d'Allemagne) réalisées, de 1951 à 1958 sur la vie des troupes stationnées en Allemagne fédérale ; une cinquantaine de films d'actualités diverses pour les périodes 1944-1949 et 1950-1957 ; une quarantaine de films d'aviation, documents anciens déposés par la société Air France en 1971 ; deux cent trente-six films de court métrage réalisés pendant la guerre de 1914 par le service de santé militaire ; et de nombreux documents d'actualités tournés en Indochine et en Algérie. En 1973, la cinémathèque d'Ivry a reçu, en dépôt, de l'Institut Charles-de-Gaulle (qui en reste propriétaire) tous les films étrangers qui avaient été offerts au général. Et, bien entendu, Ivry conserve toutes les productions du S.C.A. et de l'E.C.P.A., de 1945 à 1975.

Le particularisme français

Fier de cette cinémathèque dont on commence à connaître le chemin, le commandant Le Seigneur s'interroge pourtant « sur le présent et l'avenir des archives cinématographiques françaises ». Car, dit-il, « en France, le particularisme s'oppose à toute organisation, fût-elle utile, créatrice et riche de promesses. Les cinémathèques françaises sont isolées face aux cinémathèques étrangères — seule, la cinémathèque de Toulouse est membre à part entière de la Fédération internationale des archives du film — et, ce qui est encore plus grave, elles s'ignorent à l'intérieur de l'Hexagone ».

Il lui paraît donc indispensable de fonder une Fédération française des archives du film, qui aurait constitué par toutes les cinémathèques, qu'elles soient d'archives ou de diffusion, ce qui permettrait d'étudier en commun les « missions spécifiques » (projections publiques, communications aux chercheurs, diffusion, prêts entre dépôts, relations avec les universités), les problèmes de la conservation des documents et de constitution des archives, du dépôt légal et des droits.

En attendant, on travaille, à Ivry, à achever l'inventaire.

JACQUES SICLIER.

Galerie André WEIL, 26, avenue Matignon
J. ANGUILE
Du 9 au 22 mars 1976 - 265-60-33

LA GRAVURE MEDIOIS
9, rue Médieu - 75006 PARIS
325-23-32
Estampes originales
de REMBRANDT
à DUINOYER de SEGONZAC
Liste des gravures
envoyée sur demande

GALERIE DEBRET
22, rue Le Bodée - 75008 PARIS
338-00-02
WALTRAUD
17 mars - 9 avril

GALERIE MONA LISA - 32, rue de Varenne (7*) - 548-17-25
PEINTURE NAIVE INTERNATIONALE
jusqu'au 31 mars

GALERIE JEAN LARCADE
20, rue du Temple, Paris 4* - 272-89-56
POMMEREULLE
18 mars - 17 avril

Sotheby's LONDON
Semaine Islamique
12-14 avril 1976
SERIE DE GRANDES VENTES D'ART ISLAMIQUE
comprenant d'importantes collections de tapis, antiquités, miniatures, manuscrits, armes et objets d'art islamiques ainsi que de peintures, gravures et photographies se rapportant au Moyen-Orient.
Pour tous renseignements et demande de catalogues contacter : Jeremy Cooper - SOTHEBY PARKE BERNET & Co., 34/35, New Bond Street London W1A 2AA - tel. (01) 493 8030
Télégrammes : Abinitio, London - Telex : London 24454
SOTHEBY PARKE BERNET (France) S.A.R.L., 3 rue de Miromesnil 75008 Paris - Tél. 266 40 60 - Télex : 640084

87^e SALON DES INDEPENDANTS
L'art égyptien contemporain
Hommage à Odilon REDON
GRAND PALAIS 12 MARS - 4 AVRIL

CNAC
11, RUE BERRYER (8*)
PIERRE COURTIN
Jusqu'au 29 mars
CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU

ARTCURIAL
4 MARS - 31 MARS 1976
LES PEINTRES D'ARTCURIAL ET LEURS INVITES

PROSCENIUM
35, rue de Seine (6*) - 633-82-01
JEAN COCTEAU

LA DEMEURE
6, pla. St-Sulpice - 75006 Paris
« HAUTE MER »
tapisseries de
BRACHET
3 mars - 3 avril 1976

FERMETURE DÉFINITIVE
LE LUNDI 29 MARS AU SOIR DE L'EXPOSITION
LA ROUTE DE LA SOIE
GRAND PALAIS
Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h. à 20 h., le mercredi jusqu'à 22 h.

Publicité

A Fnac-Etoile

Concours international de multiples

120 sculptures exposées, dont 2 seront éditées à plusieurs centaines d'exemplaires

ORGANISÉ par Alpha-Fnac et Sécité, ce concours a provoqué des envois en provenance de quatre coins du monde. Puisque des sculpteurs japonais et chinois ont participé à cette compétition avec des œuvres originales, il est intéressant de voir les sculptures pouvant être effectivement reproduites à plusieurs centaines d'exemplaires (ce qui est le principe même des multiples).

pièces. Et qui méritent amplement d'accéder à la diffusion. Deux de celles-ci auront cette chance. Avec un prix décerné par un jury de critiques d'art. Et avec un prix que décernera le public lui-même.

Composition du premier jury... Denis Chevalier (président de la Jeune sculpture), Jean-Marie Duval (Le Monde), Max-Pol Fouchet, Paulo Gauthier (Cinéma), et Micheline Sandrel.

Composition du deuxième jury... Le public tout entier. Tous ceux qui, ayant vu les envois exposés à la Fnac-Etoile, pourront dire où va leur préférence avec des bulletins de vote mis à leur disposition. Chacun de nous ainsi peut donner sa chance à un jeune créateur, qui se verra édité dès 1976 par les éditions Sécité.

Seul impératif... Ces travaux de sélection seront clos le samedi 27 mars, à 20 heures. Pour que les résultats puissent être proclamés dès les premiers jours d'avril.

Rappelons les jours et heures d'ouverture de Fnac-Etoile (26, avenue de Wagram, Paris 8*)... Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h ; nocturne le mercredi jusqu'à 22 h.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,88

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Relations extérieures

Important groupe industriel (C.A. 3 milliards dont 40 % à l'exportation), nous fabriquons et diffusons des biens d'équipement mécanique.

Le responsable du service relations extérieures recherche un assistant pour prendre en charge et développer les relations avec la presse économique et sociale.

Sous sa responsabilité : coordination des informations sur la Société, synthèse des tableaux de bord et rédaction d'exposés, monographies, éditoriaux, diffusion de l'information à l'intérieur et à l'extérieur de la Société, contacts permanents avec la presse.

Ce poste évoluera convenablement à un diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po., Sciences Eco.,...) âgé d'au moins 30 ans et ayant déjà exercé une activité similaire dans le secteur industriel si possible.

Une bonne pratique de l'anglais et, si possible, de l'allemand serait souhaitable.

Adresser C.V. sous référence CIVY (à mentionner sur l'enveloppe).

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Verneil 75008 PARIS

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

pour son Département Travaux Industriels (nucléaire, haute pression, pétrochimie)

Rattachés au chef de service gestion contrats, ils seront responsables de la bonne exécution des commandes (travail minutieux, respect des délais, du contrôle du budget en cours et de la tenue des délais).

Ce poste exige du titulaire qu'il COORDONNE, dans le cadre d'un contrat, les actions des services concernés (études, approvisionnement, fabrication, montage), qu'il CONTRÔLE en permanence l'état des réalisations, qu'il NEGOCIE avec les clients tous dépassements de temps et de devis.

Expérience requise : quelques années en industrie des biens d'équipement de préférence dans un poste similaire.

Anglais apprécié.

Lieu de travail : PARIS - LA DEFENSE.

Adresser lettre manuscrite CV et prétent.

A N° 1725 PUBLILOCES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris qui transmettra.

IMPORTANT GROUPEMENT D'ENTREPRISES DE BATIMENT

50 km à l'Ouest de Paris réalisant un C.A. de 35 milliards d'A.F. recherche, dans le cadre de son développement

INGENIEUR COMMERCIAL

haut niveau - 30 ans minimum

Il sera responsable de la recherche d'affaires nouvelles sur un large secteur de l'ouest parisien. Ce poste exige une bonne connaissance du secteur bâtiment, une bonne formation commerciale, un goût des contacts à haut niveau.

De réelles possibilités d'avenir sont offertes à un candidat de valeur. Le salaire sera fonction de l'expérience et du profil.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous références 780/GJ à Publ-Mantes, 13, avenue de la République, 78200 Mantes-la-Jolie qui transmettra.

La Division Informatique de la Société Française des Téléphones ERICSSON

Responsable service exploitation

Agé de 30 ans au moins, il a 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine des moyens ou des gros ordinateurs.

Il a déjà exercé avec succès des responsabilités d'organisation aussi bien que d'enseignement.

Le service dont il aura la charge compte environ 40 personnes, est équipé d'un I.B.M. 370/145 et 40 personnes, est équipé d'un I.B.M. 370/145 et 40 personnes, est équipé d'un I.B.M. 370/145 et 40 personnes.

Une bonne connaissance du matériel et du logiciel I.B.M. est souhaitable mais n'est pas indispensable.

Les candidats intéressés adresseront C.V. détaillé et prétentions sous réf. 2.976 M à Mlle MAUREL, 144, boulevard de Valmy, 92107 COLOMBES CEDEX.

MÉTÉOROLOGISTES & TECHNICIENS EN ÉLECTRONIQUE POUR L'AFRIQUE DU SUD

La « Water Research Commission » d'Afrique du Sud recherche des météorologistes et des techniciens de haut niveau pour un projet de « Weather Modification Research ». Les candidats retenus seront en poste à Pretoria.

QUALIFICATIONS

Météorologistes : Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme reconnu attestant d'une formation en météorologie et posséder une expérience dans l'un ou plusieurs des domaines : Physique des nuages - Utilisation des techniques radars en météorologie - Statistiques météorologiques. Des connaissances en informatique seront particulièrement appréciées.

Techniciens : Ces postes requièrent une formation technique en électronique ainsi qu'une expérience de l'utilisation et de la maintenance des radars ou autres instruments électroniques de météorologie. Une connaissance des mini-ordinateurs serait souhaitable.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

La rémunération sera déterminée en fonction des qualifications et de l'expérience.

Les candidats retenus pourront signer un contrat de trois à huit ans.

Avantages sociaux : congés payés, congés de maladie, voyage aller et retour pour les candidats retenus et leur famille, indemnités de transport des effets personnels et autres avantages.

Les candidatures et demandes de renseignements doivent être adressées en anglais et par poste aérien à :

The Chairman
Water Research Commission
P.O. Box 324
Pretoria 0001 - Afrique du Sud.

DATE LIMITE A LAQUELLE DOIVENT PARVENIR LES CANDIDATURES : 15 avril 1976.

Importante Société Internationale recherche pour sa DIVISION SYSTEMES D'ANALYSEURS

Ingénieurs spécialistes en analyse industrielle en continu.

(On-stream Analysts)

Pour étude et réalisation de systèmes d'analyseurs.

Connaissances de l'instrumentation générale nécessaires.

Expérience professionnelle 5 ans minimum.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V. photo (ret) et prêt s/réf. 252 à SWEETS BP. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

FONDATION D'UTILE PUBLICITE

Située à Paris (15e) recherche

2 COMPTABLES

pour surveillance des comptes Clients (réf. 023). Surveillance générale des comptes acceptés ceux Clients (réf. 024).

1 COMPTABLE

spécialisé dans les sections homologues.

Pour ces trois postes, l'âge requis est au minimum 28 ans, avec expérience professionnelle d'au moins 3 ans. L'expérience de l'enseignement et de l'animation d'une équipe de 2 à 4 personnes est souhaitable.

Candidatures : C.V. + photo + lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2.976 M à Mlle MAUREL, 11, rue V. Paris, 92000 NEUILLY, qui vous assure une parfaite discrétion.

informatique

Importante Contruction/revendeur pour assurer la liaison entre un réseau de vente existant et un service d'assistance au client.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Il devra être diplômé de l'enseignement supérieur et avoir une bonne connaissance du marché de l'informatique. Une expérience de la vente de produits est souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions sous références 3087/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Alsace 75001 PARIS

INGENIEURS T.P.

ingénieurs d'affaires.

RL : 757/A

Il oriente l'étude des projets au plan technique et au plan économique jusqu'à l'aboutissement des négociations commerciales.

ingénieurs d'études.

RL : 757/B

Il participe en équipe aux études de conception et d'écution de grands travaux de génie civil en France et à l'étranger.

ingénieur, adjoint au département T.P.

RL : 757/C

Il seconde le directeur du département pour la conduite et la gestion des grandes affaires France et Etranger traitées au niveau de la direction centrale.

Toutes informations sur ces offres seront données en toute discrétion au téléphone par

Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h

qui donnera en rendez-vous aux candidats intéressés.

Préciser la Référence.

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Importante Société domaniale de l'électromécanique et de l'électronique, recherche pour son service formation

admis en brillante perspective :

Ingénieur électronicien diplômé (BAC I.P.)

Agents techniques électroniciens

ETS ou DUT (BAC ATS)

De seront chargés d'analyser des stages de formation (travaux pratiques et cours).

Il est indispensable de posséder de bonnes connaissances en logique et secondairement en informatique.

Ces postes peuvent convenir à des débutants ou à des jeunes gens qui possèdent 1 à 2 années d'expérience.

Il sera attaché beaucoup d'importance à la personnalité et à la motivation des candidats.

Adresser C.V. détaillé et prétentions en précisant la réf. du poste choisi - N° 6282, AXIAL Publ., 51, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Pour entrée en fonction immédiate

A.T.S.

recherche

5 INGENIEURS-INFORMATIENS

pour Paris, Province, formation Grande Ecole, 3 à 5 ans d'expérience mini et micro calculateurs, connaissances HARD et SOFT France Contrôl.

6 INGENIEURS-INFORMATIENS

diplôme Ecole ou autodidacte, expérience 3 à 5 ans temps réel sur mini-ordinateur.

FONCTION : Etudes et réalisation de SOFT en assembleur, pour Proces Contrôl, connaissances MITRA appréciées.

3 INGENIEURS SOFT

expér. 3 à 5 ans mini-calculateur, connais. moniteurs, temps réel et langages évolués.

Préférence sera donnée à personnes ayant travaillé sur MITRA 15.

2 INGENIEURS INFORMATIENS

3 à 4 ans d'expérience LOGICIEL de GESTION pr. réalisat. et maintenance SOFT appliq., gestion.

2 INGENIEURS INFORMATIENS

Formation ISEV ou ISEV, 1 à 2 ans d'expérience, connaissances circuits logiques, optimisation des temps, micro-programmation.

4 ANALYSTES

formation IUT, 3 à 5 ans expér. en compilat. HANDLERS SOFT de base, ALGOL et PL I.

Env. C.V. dét., A.T.S., 38, r. Mauberge, Paris-9°.

Groupe français de services

15.000 personnes dans 6 pays, recherche son

responsable gestion du personnel

Ce poste de cadre supérieur requiert :

• une formation universitaire ou grande école,

• 5 ans d'expérience des problèmes d'administration et de gestion du personnel,

acquis à haut niveau dans une société de services ou dans un groupe de distribution à succursales multiples,

• la capacité de dialoguer avec l'informatique, et des qualités d'animation et d'innovation.

Ce poste offre à un candidat âgé de 30 ans minimum de larges possibilités de développement personnel dans un groupe leader en Europe sur ses marchés et en expansion rapide.

Rémunération de l'ordre de 110.000 F +.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 10.294 à

plein emploi 156, Bd Haussmann 75008 PARIS

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

Discretion absolue assurée.

Les candidats retenus seront reçus début Avril.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Ingersoll-Rand

recherche le

directeur de sa division process

Cet ingénieur mécanicien de haut niveau sera responsable sur le plan technique et commercial des différents produits de la Division turbines à gaz, compresseurs, pompes industrielles.

Il aura occupé un poste similaire et possèdera une parfaite connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 056, Service du Personnel, B.P. 113 - 78190 TRAPPES.

FÉLIX POTIN PRIMISTÈRES

recherche un

JURISTE

(36 ans minimum)

LICENCE EN DROIT, esprit clair, ingénieux, rigueur, précision, ayant le sens des affaires, dont l'expérience acquise surtout en ENTREPRISES (8 ans minimum), et non essentiellement en CABINET, doit couvrir principalement le Droit des Sociétés. Il aura en charge la conception et le suivi de l'exécution de fusions, sélections et acquisitions de sociétés. Il assurera pour ces problèmes la liaison avec les avocats.

Envoyer C.V. manuscrit + prétentions à PROSEL, 25, rue du Renard, 75004 PARIS.

ENTREPRISE EN DEVELOPPEMENT

recherche son

CHEF COMPTABLE

— FORMATION D.E.C.S., B.P. ancien régime ou équivalent ;

— CONNAISSANCES EXIGES : Comptabilité Générale ;

— Comptabilité analytique, trésorerie ;

— HABITUDE des contacts avec les Banques ;

— CONNAISSANCE de langues étrangères appréciées ;

— PRATIQUE de l'informatique souhaitable ;

— AGE minimum 30 ans.

Lieu de travail proche : ORLY.

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 58143 B - BLEU ST-LICITE, 17, rue du Docteur-Lébel - 93300 VINCENNES, qui transmettra.

AGENCE MARITIME - PARIS (Etoile)

(Département Exploitation/Gérance Lignes)

recherche

COLLABORATEUR

EXPERIENCE INDISPENSABLE NIVEAU COURAGE/CONSCIENCE/EXPLOITATION

Ce poste exige un sens aigu d'administration, initiatives et décisions.

Anglais indispensable.

Belle situation d'avenir offerte pour ce poste de responsabilité à candidat dynamique de haut niveau professionnel et soucieux d'acquiescer à l'entreprise en expansion.

Ecrire n° 8430, « le Monde » Publi-2, 5, rue des Italiens - 75227 PARIS (8^e). Discretions assurées.

RESPONSABLE PRODUITS PISCINES

— vous avez 27 ans ou plus, du punch... beaucoup de punch ;

— vous avez une formation supérieure ;

— vous aimez présenter nos plans marketing devant 20 personnes ;

— vous possédez couramment anglais ;

— vous aimez suiter du taxi pour prendre l'avion, puis une voiture de location ;

— votre réussite : ce sera les contrats obtenus.

Téléphonez-nous immédiatement :

343-20-66 ou 307-57-29 - Réf. 82

IMPRIMERIE SOCIÉTÉ recherche

JEUNE TITULAIRE

MATRIÈRE COMPTABLE OU ÉQUIVALENT

Ecr. n° 305, SPERAD, 12, rue J.-Jaurès, 92007 PUTEAUX.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

GAP 2

Sur IBM 3. Connaissances C.P. et DATA 3 indispensables.

Tél. 504-89-10 pour R.-V.

SYNTHÉTIQUE REGION PARISIENNE

DIRECTEUR

pour succursale n° 2 à alimentaire, 30 ans minimum, ayant dirigé avec succès un très grand supermarché ou sous-directeur d'une succursale plus importante.

Env. C.V. + photo + prétention n° 4743 CONTESSÉ, Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

COMPTABLE

QUALIFIÉ

25 ans minimum

Titulaire B.P.C. probatoire, D.E.C.S. ou équivalent.

Avoir de préférence une expérience comptable.

Env. lettre man. avec C.V., del. prétentions et photo n° 47819, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

GRANDE ÉCOLE

avant service formation économique et informatique, pouvant envisager séjours à l'étranger. Écrire lettre manuscrite avec C.V. et photo.

VENDEUSE QUALIFIÉE

Se présenter avec certificat n° 45, Chausée d'Antin 2^e étage, M. Ch. d'Antin.

VENDEUSE QUALIFIÉE

Se présenter avec certificat n° 45, Chausée d'Antin 2^e étage, M. Ch. d'Antin.

L'OREAL

21 000 personnes quatre usines dans le monde.

Décentralise sa comptabilité, crée des établissements comptables au niveau des unités d'exploitation et recherche dans cette perspective plusieurs

jeunes chefs de comptabilité

PARIS BANLIEUE EST.

Agé de trente ans au moins, d'un haut niveau de formation (DECS) ayant plusieurs années d'expérience, tant en comptabilité analytique qu'en comptabilité générale, la pratique de l'utilisation de moyens informatiques et une expérience de commandement. Dépendant de la direction administrative de leur unité respective, ils dirigeront chacun une équipe de 10 à 20 personnes et seront en liaison avec les services centraux.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 756 65, avenue de Wagram 75017 PARIS.

ATTACHÉ AU PRÉSIDENT

ORGANISME PROFESSIONNEL

Le Président d'un organisme de défense de la profession, Paris, souhaite engager un diplômé I.E.P., SUP. CO. option juridique ou licencié en Droit minimum, âgé de plus de 28 ans, ayant de manière impérative une expérience soit de secrétariat général, soit d'attaché à une D.G. Activités diverses à dominante juridique.

Adresser votre dossier sous n° 728, G.M. RECRUTEMENT 154, bd Malesherbes, 75017 PARIS.

Une entreprise européenne de promotion, de construction et de vente d'immeubles cherche

directeur de la promotion

responsable de cette activité, de la recherche des terrains à la préparation de la vente.

A 35 ans minimum, il est des connaissances professionnelles et techniques un niveau supérieur. Ecrire sous référence 1301 LM à

EMPLOIS & CARRIÈRES

30 rue Vernet 75008 PARIS

INTERACT

Département Promotion de LEO BURNETT COMPANY INC.

recherche

CONCEPTEUR-REDACTEUR

Libre de suite.

3 ans d'expérience minimum. Intéressé par tous les aspects pratiques de la communication et les problèmes de recherche pour pouvoir s'adapter rapidement à une petite équipe dynamique.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à : INTERACT - Miss JENNINGS - 31, rue du Pont, 92200 NEUILLY.

JEUNE AGENCE MARKETING

COMMUNICATIONS INDUSTRIELLES

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

• 28 ans minimum ;

• 3 à 5 ans d'expérience si possible chez l'annonceur ;

• goût commercial et du développement d'entreprises ;

• diplôme de l'École Supérieure de Commerce ou équivalent ;

• connaissance de la publicité ;

• connaissance de la presse ;

• connaissance de la radio ;

• connaissance de la télévision ;

• connaissance de la presse écrite ;

• connaissance de la presse illustrée ;

• connaissance de la presse spécialisée ;

• connaissance de la presse généraliste ;

• connaissance de la presse locale ;

• connaissance de la presse nationale ;

• connaissance de la presse internationale ;

• connaissance de la presse étrangère ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de la presse arabe ;

• connaissance de la presse indienne ;

• connaissance de la presse japonaise ;

• connaissance de la presse chinoise ;

• connaissance de la presse australienne ;

• connaissance de la presse néozélandaise ;

• connaissance de la presse sud-africaine ;

• connaissance de la presse sud-américaine ;

• connaissance de la presse africaine ;

• connaissance de la presse asiatique ;

• connaissance de la presse océanienne ;

• connaissance de la presse polynésienne ;

• connaissance de la presse micronésienne ;

• connaissance de la presse marshallaise ;

• connaissance de la presse paléonienne ;

• connaissance de la presse papouïenne ;

• connaissance de la presse solomonaise ;

• connaissance de la presse vanuatuaise ;

• connaissance de la presse fijiennaise ;

• connaissance de la presse tongaïenne ;

• connaissance de la presse samoïenne ;

• connaissance de la presse tahitienne ;

• connaissance de la presse néo-calédonienne ;

• connaissance de la presse française ;

• connaissance de la presse belge ;

• connaissance de la presse suisse ;

• connaissance de la presse allemande ;

• connaissance de la presse italienne ;

• connaissance de la presse espagnole ;

• connaissance de la presse portugaise ;

• connaissance de la presse grecque ;

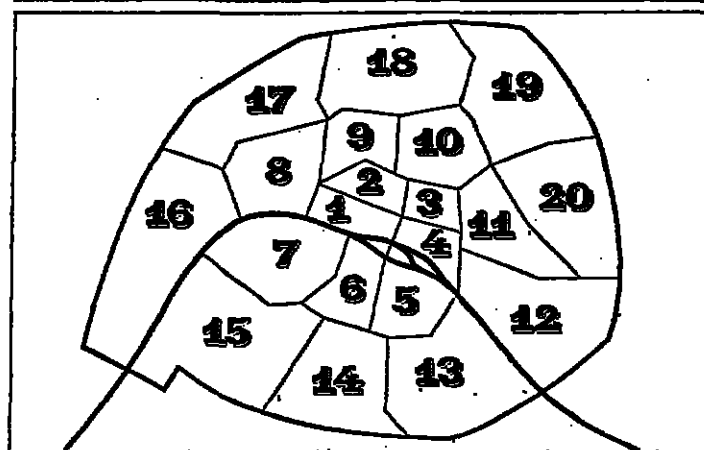
• connaissance de la presse turque ;

• connaissance de

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12 2500 2000 90% 15 CF. 1973

N° d'App. Prix moyen du m² Prix moyen du m² Terrain et clôture Nombre d'app. Parkings en surface Garages en sous-sol en box Métro Autobus R.E.R. Station Automoteur ou pédestre



7 5.200 80% 1977

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ - Belle demeure parisienne. Dans le centre noble de la ville. De la chambre à 5 pièces et 2 splendides duplex plein ciel, grandes terrasses sur toit, vastes balcons. Bur. vente sur place, lundi et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12 5.300 80% 1977

RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarquable. Isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestations raffinées. S. pl. et t. jrs s'f. mar. et mer. 13 à 19 h. 346-51-74.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

LA HENIN

crédits immobiliers

16, rue de la Ville l'Évêque 75008 Paris - tél. 260-35-15

COGEFIMO

13 5.100 80% 1976

KELLERMANN 102 - 102, bd Kellermann - A 300 m. Parc Montsouris, 3 petits immeubl. à l'architecture élégante. Du studio au 5 pièces avec balcons, terrasses et jardins privatifs. Appartement témoin ouvert tous les jours (sauf mercredi) de 14 h. à 19 h.

14, rue Magellan - PARIS (8^e). Téléphone : 723-72-00.

13 4.000 80% 1976

« CAP SUD » - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h. sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

13 5.200 80% 1977

GALAXIE - 20, pl. d'Italie, « AGATE » - Un tout nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec grds balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre commercial avec grands magasins. Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, sauf mer., et le ven. matin 580-32-92 ou

SPEI, 14, av. Roosevelt-8^e - 256-55-11. Réalisation S.E.I.L.

15 7.800 80% 1976

IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFREN » - 54, av. de la Motte-Picquet - Imm. de 8 ét. sit. de Village suisse, pr. Champ-de-Mars. App. lux. équip. av. magnif. loggias. St. ou 4 p. Boxes. A 10 mn Etoile, Quart. Lat., Opéra. Bur. vente s. pl. ouv. lun., jeu., vend., sam., dim., 14 h 30 à 18 h 30.

ZANNETTACCI PUJOS S.A. 734-75-60 - 15, av. Matignon, 75008 Paris - 359-98-32.

16 7.950 80% 1976

LES JARDINS DE POLYMANIE - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand, autour d'un jardin de 3.000 m². Du stud. 34 m², au 6 p. 180 m². S. pl. t.l.j. s'f. dim., lun. et le vend. mat. 10 h. à 12 h. 30, 14 h. à 19 h. tél. 224-66-26 ou S.P.E.I., 14, av. F.-Roosevelt, Paris-8^e, 256-55-11

Réalisation : MAXET & VALLETTE

16 11.000 80% 1976

« LE POINCARÉ-FOCH » - 98, avenue Raymond-Poincaré - Entre l'avenue Foch et la place Victor-Hugo, un immeuble de très grand luxe, studio au 5 pièces. Appartement modeste, l'après-midi du lundi au vendredi.

PUJOS S.A., 15, avenue Matignon - 75008 PARIS - Tél. 359-98-32.

17 6.500 70% 1976

PEREIRE-WAGRAM - 101-103, bd Pereire - Qualité de constr. A prox. de toutes les sorties. Reste un appart. exception. au 8^e étage, 127 m² plus 130 m² terrasse. Visitez l'appart. mod. lundi au samedi 14 h. 30 à 18 h. 30 ou tél. 260-30-15 à Bernard NETTER, C.E.R.J.I., 191, r. Saint-Honoré, Paris (1^{er}), 260-30-15.

17 7.900 80% 1976

141, AVENUE DE WAGRAM - Résidence de classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bur. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS. Tél. 280-34-40.

18 4.900 80% 1976

13, RUE GANNERON - Une petite résidence de standing à la limite du 17^e. Une construction de qualité. Un imm. tout électrique, donc isolation thermique et phonique parfaite. Finitions sur options. Appart. témoin tous les jours de 15 à 18 h., et le samedi de 10 à 13 h., et de 15 à 18 h.; ou sur rendez-vous 293-43-93.

18 3.000 80% 1977

STEPHENSON 2 - 55-57, rue Stephenson - Paris au prix de la banlieue. Du stud., au 4 pces, jardin et terrasses. Bur. de vente sur pl., de 14 h. 30 à 18 h., s'f. mar. et dim.

ZANNETTACCI 15, av. Matignon - 75008 Paris, Tél. 359-98-32.

18 4.600 80% 1976

IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22, av. de Saint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins intérieurs. Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi, sauf mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00

ZANNETTACCI 15, avenue Matignon, 75008 PARIS 359-98-32

19 3.800 80% 1976

RENAISSANCE 19^e - 25-27, rue de Belleville - A prox. Buttes-Chaumont, 5 imm. dess. par M^e Belleville. Du st. au 5 p. V. s. pl. t.l.j., 9 h 30 - 12 h, 14 h - 19 h, s'f. mar.-mer.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

...et un prêt CDE financera votre achat:

cde

Comptoir des Entrepreneurs

6 rue Volney Paris 2^e - Tél. 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

annonces

Choisir à la SFA

Un choix petit

STAN

agenda du

Beauté

Articuliers

Enregistrements

Meublement

SEVERAC

avec des REMISES

ALANT jusqu'à 50%

en STOCK

et sièges de style

DE PREMIER CHOIX

animaux

vend CHIOTS TECKEL

intimités

Enseignement

Expert

Homes d'enfants

Artisans

ARTISAN

CHERCHER

Paris et région parisienne

Travaux : transformations

plomberie, électricité, menuiserie,

carrelage, plomberie.

Tél. : 578-52-81, le matin.

Corps d'art. menuiserie, plom.

plombier, menuisier, 876-52-25.

Travaux : plomberie, électricité,

carrelage, menuiserie.

Tél. : 578-52-81, le matin.

S.A.T.E.C.

Paris et région parisienne

Travaux : transformations

plomberie, électricité, menuiserie,

carrelage, plomberie.

Tél. : 578-52-81, le matin.

plomberie, électricité, menuiserie,

carrelage, plomberie.

Tél. : 578-52-81, le matin.

صكنا من الامم

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03	L'IMMOBILIER	26,00
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,87	Achat-Vente-Location	30,35
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18	EXCLUSIVITES	32,00
CAPITAUX OU			L'AGENDA DU MONDE	25,00
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89	(chaque mercredi et chaque vendredi)	29,19

automobiles automobiles

Choisissez votre Alfa à la SFAM et partez avec.

- Grande possibilité de livraison immédiate. • Crédits, leasing.
- Quick-service : pour réglages et réparations rapides.
- Ateliers spécialisés mécanique, carrosserie et peinture.

Un choix permanent d'Alfa Romeo à la SFAM.

SFAM - France

A VENDRE FIAT 500 (1969)

TRES BON ETAT - 2.200 F.

LANCIA AUTOMOBILI

11 Rue MIRBEL Paris 14

33-35-36-37

BAGNERA 2 - Fév. 75

30.000 km. Radio, Stéro, car-

touché. - 500-44-68 (Bureau)

776-11-45 (après 20 heures)

occasions

BEAUX LIVRES

Achat comptant à domicile

le plus haut MER. 26-73

transports

Déménagements par M.G. en toute

sécurité - Paris 255-61-61

Paris 454-12-44

perdu-trouvé

Beau chat tigré gris, poil ras

blanc, bouts de pattes blancs,

nommé CHIFFON, c'est

échappé dans la nuit du

3 au 4 mars, vers midi, du

département de la Seine

ou chez la concubine du 38, rue

Greuze, PARIS-XVI.

BONNE RECOMPENSE

cours et leçons

Normales dans cours math.

physique, chimie - 256-39-34

Dactylographie méthode acce-

lée - 757-85-85

l'agenda du Monde

Offres

de particuliers

A votre Caméra Vidéo VC 1105

2000 - 1.100 F.

Tél. : 744-76-47 de 9 h. à 22 h.

Agencements

ENTREPRISE KOSTIC, plom-

berie, peinture, menuiserie.

Tél. : 790-17-08

Travaux peinture, laque, revê-

tements muraux, carrelage, car-

petage, menuiserie, électricité.

DIDIER MERON : 321-48-32

RANGEMENT : la solution la

plus économe et la plus sûre

PRISMALL

créateur du système T, structure

d'aluminium design à rayons

de toutes adaptations mobilier

de living, chambre, bureau,

phénol, etc.

6 mois de crédit gratuit.

Part 14-15, 101, av. du Général

Lecœur. Téléphone : 540-35-46

Ameublement

SEVERAC

74, rue Saint-Antoine, Paris-12

SOLDE avec des REMISES

ALLANT jusqu'à 50 %

sur STOCK et sièges de style

DE PREMIER CHOIX

Tél. : 543-35-55

Animaux

Pari. vend CHIOTS TEGEL

par ras - 555-55-34 à part. 15 h.

Antiquités

Restaurants, châteaux, achats et

meubles, objets anciens, tapis

persans, tapisseries, etc.

Collectionneur

YVES BUDDHA THALANDE

pièce, 101, rue de la Harpe

Tél. : 555-10-00, après-midi

ANTIQUAIRE achète meubles

et objets anciens, tapis

style, tapisserie, etc.

Mme CLIMONT, 21, rue Victor-H

PARIS-6. Téléphone : 277-72-01

Artisans

ARTISAN

à PARIS et région parisienne

Travaux : transformations

mobilier, électricité, menuiserie,

maçonnerie, carrelage, plomberie.

Tél. : 275-22-01, le matin

Travaux d'entretien, peinture,

plomb, menuiserie, etc.

S.A.T.E.C.

Rénovation. Nouv. tous corps

d'état. Téléphone : 275-22-01

Beauté

AGINA (7^e ARRET)

mise en forme, relaxation,

soins d'urgence, massages

douche au jet. Tél. : 531-45-70

Bijoux

Bijoux anciens et bagues roman-

tiques en or, argent, etc.

URGENT vend bijou rare

0,75 carat, taille et monture mo-

dermes : 4.200 F. T. : 638-42-13

Achat très cher : tous bijoux,

bijoux anciens, bijoux de

Champs-Élysées, OPERA,

37, avenue Victor-Hugo, ETOILE.

Vente et occasion, échange.

Décoration

Toile de lin - moquette -

carrelage - 15 h. 15 min. pose

de tapisserie, rideaux, etc.

de tous travaux peinture -

devis gratuits. Téléphone :

CORRELL D.D.F. Tél. 363-34-81

Enseignement

ANGLAIS accéléré pour

hommes d'affaires par

Anglais diplômé - 073-79-01

JEUNE FEMME professeur

d'anglais, russe, espagnol

à donner leçons russe et

anglais. Tél. : 325-45-49

Apprendre l'anglais

à l'AMERICAN CENTER

261, bd Raspail, Paris-14

T. : 633-61-38. Conversation

civilisation, cours du soir.

Sessions intensives

inscriptions de 17 au 22 mars.

Puis à partir du 3 avril. Début

de la nouv. session : 28 avril.

Expert

SOUTHERN, Pierre Briceaux,

101, rue de la Harpe, Paris-6

Tél. : 555-55-49

Hommes d'enfants

6215 MONTMONT-PLAGE

Les Marmottes, Tél. 047-35

10 km Toulon. Plages privées

vacances. Parents conforter vos

enfants : 2 à 12 ans. Ouvert

7 jours par semaine. Ambiance

familiale. Voyage accompagné

Moquette

Discount de 30 à 70 % sur

les moquettes, grande largeur,

soins professionnels.

Tél. : 757-39-18

Psychologie

Psychologue Constat Manteau

traitement des difficultés

psycho-éfectives. Tél. 363-34-81

Sécurité

Il ne brode pas ! cambrioleur

les 3 minutes 55

Il faut vous protéger

contre 5 points Fichet

Alarme depuis 1900 F.C. pose

et démontage. 145, rue Victor-H

PARIS-6. Tél. : 277-72-01

Regenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront

sous ce titre une nouvelle rubrique dans laquelle

seront regroupées des offres et des demandes

diverses de particuliers (objets de collection, etc.)

ainsi que des propositions d'entreprises de services

(artisans, dépannage, etc.). Les annonces seront

insérées dans le journal, soit par téléphone au 233-44-21,

soit par courrier au 233-44-21, postes 384 et 395.

Déménagement

DEMANAGEMENTS le trans-

port, travail soigné. Devis gra-

tuit. MESSAGEOT. T. 365-39-34

Hi-Fi

SPECIAL SALON HI-FI

EMILIANO HI-FI

14, bd LEPICQ, Paris-14

10 h. 15 min. Tél. : 535-82-54

Votre APPAREIL RADIO,

CHASSIN, MAGNETOPHONIE, etc.

de marque française se trouve

en permanence dans notre

magasin. Tél. : 541-29-77

Institut de beauté

SI VOUS DESIREZ perdre

de 10 à 15 kg sans contraindre

médical, téléphonez à

L'INSTITUT 22. 635-22-07

505 BOULVARD

Maurice-Arnaud, 505 boulevard

de la République, Paris-11

Tél. : 503-41-43 ou 635-22-07

Maison de retraite

PENSION personnes âgées,

complet, soins, rééducation,

près Fontainebleau.

Tél. : 242-71-94

Meubles

Derrière annonce

TRIS URGENT, cause

conjoncture économique,

fabricant met en vente

sur 250 m² à prix d'achat

meubles, des canapés, des

berçoirs Louis XV et XVI,

et autres, des canapés-lits

de marque française se trouve

en permanence dans notre

magasin. Tél. : 541-29-77

Moquette

Discount de 30 à 70 % sur

les moquettes, grande largeur,

soins professionnels.

Tél. : 757-39-18

Psychologie

Psychologue Constat Manteau

traitement des difficultés

psycho-éfectives. Tél. 363-34-81

Sécurité

Il ne brode pas ! cambrioleur

les 3 minutes 55

Il faut vous protéger

contre 5 points Fichet

Alarme depuis 1900 F.C. pose

et démontage. 145, rue Victor-H

PARIS-6. Tél. : 277-72-01

Regenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront

sous ce titre une nouvelle rubrique dans laquelle

Stage

BOTANIQUE

CUISINE A L'ANGLAISE

VIE A LA FERME

du 25 mars au 3 avril

grat. Levasque 9425 Voltaire.

Stage équestre

CENTRE EQUESTRE

HERVILLE (53)

Tél. : 15-57 44-10-12

Stages équestres, vacances,

promesses.

Tableaux

Collectionneur cherche

22-1

PARIS
16 MARS

Marché puls résistant

Après la baisse enregistrée lundi, les valeurs françaises ne sont restées, dans l'ensemble, plus résistantes au cours de la séance de mardi. Une légère amélioration a été constatée aussitôt après les premiers cours.

Les opérateurs, clairs, attendent toujours, et c'est après le coup de tonnerre qui a été le décrochement du franc. La réaction après la fin de notre monnaie est la même. On a vu, en effet, après le fâcheux début de la semaine, en considérant comme passimé, mais nul ne se hâte à fixer un cours définitif. L'opération moyen pour les semaines ou les mois qui viennent.

Les valeurs étrangères, quant à elles, ont été notées que certains achats émanant des investisseurs institutionnels, qui ont permis de maintenir un certain nombre de valeurs de progrès.

Paro, Michelin, Pricel, Matra, Primage, Skis Rossignol. Même si la baisse de l'actif ne perd pas ses droits.

Dans plusieurs compartiments, la baisse a été plus forte et les cours se sont maintenus.

Des replis ont néanmoins été constatés sur Pernod - Ricard, Cointreau, S.T.A.S., F.P.A.M. et U.R.S. On a vu, par exemple, les allemandes se sont alcoolisées et les américaines ont été irrégulières, malgré le nouveau repli de Wall Street, qui avait plus tôt anticipé la baisse. Malgré la hausse qui s'est faite, plusieurs d'entre eux, Atlantique n'avaient pratiquement pas varié. Irrégularité des mines d'or. Mouvements divergents sur le marché du métal : le tégers baisse, le cuivre et l'argent montent. Le dollar est vite haussé du napoleon à 240 (+ 5 F), la transaction atteignant 23,7 millions de francs.

DROITS DE SOUSCRIPTION		
VALEURS (Actions et parts)	Moins de	Derrière
		compte
Banques de l'Orsa, c. 52	1 p. 7	8 05
Croisés-Libre, c. 7	1 p. 4	2 30
Escart (Métal), c. 25	1 p. 1	0 10
Jaquet-Manopole, c. 32	7 p. 10	...

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Mutualité	Dernière cote
Sagones de l'Orpa, c. 82	1 p. 7	8 06
Crouzet-Libre, c. 7	1 p. 4	2 30
Escout (Métal.), c. 23 ..	1 p. 1	0 10
Fiquet-Monopole, c. 22.	7 p. 10	...

LONDRES

Le marché se remet un peu de l'émotion que lui avait causée la démission inattendue de M. Wilson. Mercredi matin, les affaires sont calmes et les cours ne varient guère. Étolite irrégularité des industrielles. Légère reprise des pétroles. Stabilité des fonds d'Etat. Effacement des mines d'or.

OR (ouverture) (cotations) : 133 25 contre 132 50

VALEURS	CLOTURE 18/3	COURS 17/3
Wier Loan 3 & %	25 7/8	25 7/8
Banque	252 1/2	320 1/2
British Petroleum	597 1/2	569 1/2
Shell	499 1/2	413 1/2
Vickers	168	185
Imperial Chemical	384	398
Cartridges	47	148
De Beers	226 1/2	232 1/2
Western Holdings	28 5/8	23 1/8
Rio Tinto Zinc Corp	185	185
West Driefontein	24 3/8	23 7/8

INDICES QUOTIDIENS
CENSEX Base 100: 71,45-182

	15 mars	16 mars
Valeurs françaises ..	109	108,6
Valeurs étrangères ..	109,8	109,7
C= DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	30,3	80,2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉT

LES S.F. — L'exercice 1975 se solde par une perte nette de 133 millions de francs. Le déficit d'exploitation s'élève à 120 millions de francs. Aucun dividende ne sera versé aux actionnaires.

FINANCIERE DE SUEZ. — Le bénéfice net pour 1975 atteint 146,92 millions de francs, en progression — comme prévu — de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Dividende global de 24 F contre 22,50 F.

METALLURGIQUE DE NORMANDIE. — La direction

PENHOET. — Bénéfice net pour 1975 : 13,29 millions de francs contre 10,95 millions de francs. Dividende global de 27 F contre 34 F.

KUBOTA. — Attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix.

MONTEDISON. — En dépit d'une réévaluation comptable des actifs de 100 milliards de livres, la société enregistre un déficit net de 72,6 milliards de livres en 1975 contre un bénéfice net de 34,6 milliards de livres en 1974. Le dividende est annulé.

NEW-YORK

Reprise

Après les lourdes pertes subies lors des deux dernières séances, les cours se sont notablement redressés mardi à Wall Street. L'indice Dow Jones s'établissant en clôture à 883,47 (+ 8,97 points). L'activité a augmenté : 22,5 millions de titres ont été échangés contre 19,67 millions la veille.

Confirmant la solidité de la reprise américaine, le nombre de nouvelles mises en chantier dans le bâtiment a progressé de 27 % en février dernier par rapport au mois précédent. Sur douze mois, la progression res-

D'autre part, pour le dixième mois consécutif, la production industrielle est en hausse (0,5 %) en février. Depuis février 1975, le taux d'accroissement se situe ainsi à 7,8 %.

La publication de ces nouvelles données a permis à 958 titres de la

Indice Dow Jones des transports : 208,45 (+1,81) ; des services publics, 88,21 (-0,15).

VALEURS	15/3	16/3
ALCOOL	48 1/2	48 1/2
A.F.T.	56 7/8	56 3/4
GUINÉE	26 1/4	26 3/8
CHENE MARSHALLS BANK	28 3/4	28 7/8
DU POST DE HAMBURG	148	148 3/4

Eastern Block	110 1/8	112 3/4
Exxon	87 3/8	88 1/4
Ford	55 1/2	55 7/8

General Electric	50 1/2	51 1/2
General Foods	28 3/4	29 ...
General Motors	57 5/8	59 ...
Goodyear	21 7/8	21 7/8
I.B.M.	258 5/8	282 3/8
I.T.T.	27 5/8	27 7/8
Kennecott	34 3/4	35 1/4
Mobil Oil	51 7/8	52 1/4
Rockwell	57	53 1/4

Fliesen	27 ...	27 8/8
Schulmbirger	71 ...	72 1/2
Taxaco	25 1/8	25 1/4

B.A.L. Inc.	24 1/4	25 ...
Union Carbide	74 5/8	76 1/4
U.S. Steel	82 5/8	83 ...
Westinghouse	16 3/4	16 5/8
Xerox	61 1/2	64 ...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	16/3	17/3
1 dollar (en vens) ...	308 725	308 05
Taux du marché monétaire		
Effets 90 jours	7 11/16 %	

BOURSE DE PARIS - 16 MARS - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le **compte rendu** dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Importation	VALUES	Précéd. clôture	Prémiers cours	Derniers cours	Compt. prémiers cours	Composition	VALUES	Précéd. clôture	Prémiers cours	Derniers cours	Compt. prémiers cours	Composition	VALUES	Précéd. clôture	Prémiers cours	Derniers cours	Compt. prémiers cours	Composition	VALUES	Précéd. clôture	Prémiers cours	Derniers cours	Compt. prémiers cours	Composition	VALUES	Précéd. clôture	Prémiers cours	Derniers cours	Compt. prémiers cours	Composition	VALUES	Précéd. clôture	Prémiers cours	Derniers cours	Compt. prémiers cours	Composition			
29	4.50 % 1973	541	543	540	542 50	789	Ch. E. East	743	743	738	738	225	Ohio-Corp.	251	189	188	190	540	E. I.	628	615	615	614	235	Gen. Electric	240	242	242	242	242	235	Gen. Electric	240	242	242	242	242	235	Gen. Electric
30	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
31	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
32	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
33	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
34	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
35	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
36	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
37	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
38	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
39	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
40	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
41	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
42	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
43	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
44	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
45	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
46	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
47	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
48	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
49	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
50	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
51	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
52	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
53	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
54	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
55	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
56	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
57	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
58	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
59	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
60	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
61	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
62	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
63	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
64	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
65	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88	88	759	Id. East	759	759	759	759	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman	140	142	142	142	142	19	Eastman
66	4.50 % 3 %	1388	1389	1386	1387	240	Emp. Mat.	228	228	228	228	85	Opti-Par	98	88	88																							

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES			DES BILLET		MARCHÉ LIBRE DE L'OR	
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prie.	COURS 16/3	de 100 s 271 autres banques		COURS prie.	COURS 16/3
Etats-Unis (s 1)	4 712	4 712	4 71			
Canada (s 20)	7 377	7 380	7 37			
France (s 100)	162 272	162 260	162	Or fin (poids au marc)	26770	26825
Belgique (100 f)	11 220	11 220	11 26	Or fin (poids au marc)	21 000	21 050
Allemagne (100 M)	76 400	76 390	76 50	Pièce française (20 f)	235	240
Autriche (100 sch)	13 500	13 500	13 50	Pièce française (10 f)	117	122
Grande-Bretagne (s 1)	9 077	9 081	9 02	Pièce française (5 f)	58	60
Italie (1 000 lire)	5 672	5 657	5 67	Monnaie	212	219 50
Portugal (100 esc)	4 300	4 300	4 30	Monnaie	612	617 50
Espagne (100 p)	176 350	174 875	174 87	Pièce de 10 dollars	481	495
France (100 esc)	16 330	16 330	16 58	Pièce de 5 dollars	241	250
Canada (100 esc)	162 170	162 170	162 57	Pièce de 2 dollars	98 50	98
Belgique (100 f)	11 220	11 275		Pièce de 10	255	267 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHE LIBRE DE L'UK		
MONNAIES ET DEVISES	COURS par.	COURS 10/8
Dr. via (cable au sucre).....	20750	20825
Dr. via (cable au sucre).....	21080	21080
Pièces françaises (20 fr.).....	235	240
Pièces françaises (10 fr.).....	178	177
Pièces suisses (20 fr.).....	235	244
Pièces suisses (10 fr.).....	203	204 50
Souverains.....	212	210 80
Pièces de 20 dollars.....	1013 80	1017 20
Pièces de 10 dollars.....	482 50	496
Pièces de 5 dollars.....	241 25	248
Pièces de 50 pence.....	235	237 50
Pièces de 10 florins.....	235	237 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LA DÉMISSION DE M. WILSON

3-4. EUROPE

4. AMÉRIQUES

— « Forces aux États-Unis »

(1), par Alain-Marie Carron.

5. PROCHE-ORIENT

— LIBRES OPINIONS : « Les Kurdes et le droit des peuples minoritaires », par Gérard Chaliand.

— L'ISRAËL : M. Jomabbat dénonce l'intervention de la Syrie en faveur du président français.

6. ASIE

— CHINE : la campagne « anti-révolutionnaire » s'organise sans s'enrichir de thèmes nouveaux.

7. AFRIQUE

— L'ÉTHIOPIE : les négociations américano-soviétiques.

8-9. POLITIQUE

— Les élections cantonales et leurs suites.

10. ÉDUCATION

— Mme Sauter-Séité reçue par le chef de l'État.

11. RELIGION

— Le cardinal Marty dénonce les « trafiquants de la sexualité ».

12. MÉDECINE

— Grèves dans les trois centres anticancéreux de la région parisienne.

13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Amherst reçoit son premier bureau.

14. JUSTICE

— TRIBUNAL DE PARIS : les poursuites en diffamation du Syndicat de la magistrature contre M. Jean Foyer.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 15 à 24

— FESTIVALS : les Arts extra-européens à Rennes ; Fêtes musicales (dans le Nord, à Poitiers, à Orléans), plus ou moins radicales.

— EXPOSITIONS : le paysage en deux heures au Pavillon de l'Orangerie ; l'architecture du béton.

— THÉÂTRE : les stages de cirque en France.

— MUSÉES DU CINÉMA : la cinématographie des armées.

25. DÉFENSE

— La Suisse achète des avions américains F-5 de préférence au Mirage français.

26. SPORTS

— FOOTBALL : les jeux de l'arbitre et du hasard en championnat de France.

32-34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— LIBRES OPINIONS : « Qu'est devenue la « nouvelle politique » pour les travailleurs immigrés ? », par Jean Le Gac.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)

— Annonces classées (16 à 31) ; Aujourd'hui (31) ; Carnet (14) ; e Journal officiel (31) ; Météorologie (31) ; Mots croisés (31) ; Finances (35).

Les conseils généraux élisent leurs présidents

Les conseils généraux renouvelés à la suite des élections cantonales des 7 et 14 mars se sont réunis mercredi 17 mars pour élire leurs présidents. Voici les premiers résultats connus :

LES NOUVEAUX ELUS

ALLIER — M. Georges Rougeron, P.S., maire de Comptigny, ancien président du conseil général, est élu par 19 voix contre 14 à M. François Fontaine, C.D.P. ; M. Jean Clusel, C.D.P., sénateur, président sortant, ne s'était pas porté candidat.

ARDENNES — M. Eugène Cuit, mod. mal., ann. éf., est élu au troisième tour par 18 voix contre 17 à M. Camille Titeux, P.S., anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

CHARENTE — M. René Tineau, Cent. dém. prés. sort., avait obtenu 14 voix au premier tour contre 14 à M. Titeux et 4 à M. Villeneuve, P.C. Au deuxième tour, M. Tineau et Titeux recueillent chacun 17 voix ; il y avait deux bulletins blancs. Organisant « aux cotisations » la présidence de la réunion, au bénéfice de l'âge, au candidat socialiste, la majorité présentait alors M. Cuit, doyen d'âge de l'assemblée départementale.

CANTAL — M. Pierre Raynal, U.D.R., député, est élu par 19 voix et 5 bulletins blancs, M. Jean Méziard, C.N.P.F., président sortant, avait été battu le 14 mars, dans le canton de Aurillac 1.

CHARENTE-MARITIME — M. Jean Molinet, sénateur, radical de gauche, est élu avec 27 voix, 15 bulletins blancs et nuls et 1 abstention.

CHARENTE — M. Lucien Grand, sénateur, radical, a été battu dans son canton. Il avait été élu président avec les suffrages de la majorité présidentielle qui était majoritaire dans la précédente assemblée.

CORREZ — M. Charles Josselin, dép. P.S., est élu au premier tour par 28 voix contre 20 à M. Yves Sabourat, C.D.P. M. René Pivert, président sortant, ancien président du conseil, n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat de conseiller général.

DOUBOIS — M. François Le Douaric, dép. U.D.R., est élu par 27 voix et 3 abstentions ; il y a eu 9 bulletins blancs.

DUOIS — M. René Fréville, prés. sort., Cent. dém., maire de Rennes, a été battu au second tour des élections cantonales.

DUOIS — M. André Ganiier (radical de gauche) est élu, au premier tour, par 13 voix contre 9 à M. Amédée Benoit (P.S.), 1 à M. Gabette (div. gauche), 1 à M. René Toussaint, sénateur de la gauche démocratique, et 2 bulletins blancs. M. Ganiier succède à M. Vincent Rotinat, radical, ancien député, décédé.

DUOIS — M. Jacques Chénac, U.D.R., premier ministre, est élu au premier tour par 16 voix contre 13 à M. Pierre Franchère, député communiste de la première circonscription, candidat unique de la gauche, et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Henri Julien de Lamoignon, U.D.R., est élu au premier tour par 22 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

DUOIS — M. Jean Lavielle, député socialiste, est élu par 30 voix contre 20 à M. René Courdanne, radical, anc. dép., anc. prés. cons. gén., et 1 bulletin blanc.

DUOIS — M. Louis Mermas, P.S., député de la cinquième circonscription, maire de Vienne, est élu au premier tour par 31 voix contre 19 à M. Bernard Sauget, R.I. M. Antoine Buisson, Cent. dém., sort., ne s'était pas porté candidat.

Le franc en baisse

Le franc était en baisse mercredi matin alors que les autorités monétaires avaient diminué d'un huitième de point le taux du marché monétaire, semblant ainsi donner la priorité au soutien de la conjoncture sur la défense de la monnaie. Simultanément, les taux d'intérêt de l'euro-dollar s'effondraient : il est devenu beaucoup moins cher d'emprunter des francs pour en vendre, et il semble bien que de nombreux opérateurs en profitent pour jouer à nouveau à la baisse de la devise française, surtout après la nouvelle chute de la lire. Le cours du dollar est monté à Paris jusqu'à 4,74 F, alors qu'il restait à peu près stable à Francfort (2,67 DM). Le cours du deutschemark à Paris est monté jusqu'à 184,50 F pour 100 DM, soit une dévalorisation du franc par rapport à la devise allemande de 4,5 % environ depuis vendredi dernier. Le franc suisse monte parallèlement à la devise allemande.

La livre sterling est à nouveau très faible (1,9150 dollar), tandis que la lire a très fortement baissé en fin de matinée (878 lire pour 1 dollar, contre 842 la veille).

La France avait proposé dimanche une dévalorisation de 6 % par rapport au deutschemark

Les hommes politiques ont parfois du mal à s'adapter aux modes de raisonnement du monde de la relativité monétaire généralisée. On l'a vu dimanche lors de la réunion des Neuf à Bruxelles au cours de laquelle M. Pourcade a annoncé le retrait du franc du « serpent ». Plusieurs des participants n'ont compris qu'au cours de la séance comment le problème se posait. L'idée de départ était que la France « dévaluerait » de 4 % au sein du « serpent », la parité « aux pivots » du franc, l'Allemagne n'ayant pas accepté une dévaluation de 2 % du deutschemark. Il devenait évident que le « partage du fardeau » ne dépendait ni de l'Allemagne ni de la France : c'était à leurs partenaires, et à eux seuls, d'en décider librement.

Aucun pays ne peut plus fixer dans l'absolu la parité de sa monnaie. La référence à l'or a été abolie et remplacée, en théorie, par le droit de tirage spécial (D.T.S.). Mais depuis juin 1974 le D.T.S. est lui-même défini par rapport à un « panier » de seize monnaies (les pays membres du F.M.I. — ce qui exclut la Suisse — dont le commerce extérieur est présent dans le monde plus de 1 % du total des échanges internationaux). Sa « valeur » varie tous les jours.

Dans le monde du flottement généralisé, tout ce que l'on peut faire, c'est de fixer par rapport à une ou plusieurs autres monnaies des cours extrêmes d'intervention. C'est de cette façon que fonctionne le « serpent ».

Jusqu'à vendredi, les fluctuations entre le deutschemark et le franc étaient limitées à l'intérieur d'une bande d'environ 2,25 %. Le cours de la devise allemande ne pouvait pas descendre à Paris au-dessous de 183,660 F pour 100 DM, ni monter au-dessus de 186,420 F. La Banque de France était tenue d'acheter des deutschemarks en vendant des francs — pour soutenir le premier (cours acheteur) et d'en vendre pour empêcher le second (cours vendeur) de monter plus haut. Les deux cours extrêmes d'intervention se trouvaient de part et d'autre d'un « taux-pivot » de 185,040 F déduit en lui-même de signification particulière. Ces cours correspondaient à Francfort aux cours acheteur et vendeur de la Bundesbank pour le franc. La France pouvait seulement :

(1) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(2) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(3) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(4) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(5) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(6) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(7) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(8) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(9) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(10) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(11) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(12) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(13) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(14) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(15) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(16) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(17) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(18) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(19) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(20) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(21) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(22) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(23) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(24) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(25) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(26) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(27) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

Le franc en baisse

Le franc était en baisse mercredi matin alors que les autorités monétaires avaient diminué d'un huitième de point le taux du marché monétaire, semblant ainsi donner la priorité au soutien de la conjoncture sur la défense de la monnaie. Simultanément, les taux d'intérêt de l'euro-dollar s'effondraient : il est devenu beaucoup moins cher d'emprunter des francs pour en vendre, et il semble bien que de nombreux opérateurs en profitent pour jouer à nouveau à la baisse de la devise française, surtout après la nouvelle chute de la lire. Le cours du dollar est monté à Paris jusqu'à 4,74 F, alors qu'il restait à peu près stable à Francfort (2,67 DM). Le cours du deutschemark à Paris est monté jusqu'à 184,50 F pour 100 DM, soit une dévalorisation du franc par rapport à la devise allemande de 4,5 % environ depuis vendredi dernier. Le franc suisse monte parallèlement à la devise allemande.

La livre sterling est à nouveau très faible (1,9150 dollar), tandis que la lire a très fortement baissé en fin de matinée (878 lire pour 1 dollar, contre 842 la veille).

La France avait proposé dimanche une dévalorisation de 6 % par rapport au deutschemark

Les hommes politiques ont parfois du mal à s'adapter aux modes de raisonnement du monde de la relativité monétaire généralisée. On l'a vu dimanche lors de la réunion des Neuf à Bruxelles au cours de laquelle M. Pourcade a annoncé le retrait du franc du « serpent ». Plusieurs des participants n'ont compris qu'au cours de la séance comment le problème se posait. L'idée de départ était que la France « dévaluerait » de 4 % au sein du « serpent », la parité « aux pivots » du franc, l'Allemagne n'ayant pas accepté une dévaluation de 2 % du deutschemark. Il devenait évident que le « partage du fardeau » ne dépendait ni de l'Allemagne ni de la France : c'était à leurs partenaires, et à eux seuls, d'en décider librement.

Aucun pays ne peut plus fixer dans l'absolu la parité de sa monnaie. La référence à l'or a été abolie et remplacée, en théorie, par le droit de tirage spécial (D.T.S.). Mais depuis juin 1974 le D.T.S. est lui-même défini par rapport à un « panier » de seize monnaies (les pays membres du F.M.I. — ce qui exclut la Suisse — dont le commerce extérieur est présent dans le monde plus de 1 % du total des échanges internationaux). Sa « valeur » varie tous les jours.

Dans le monde du flottement généralisé, tout ce que l'on peut faire, c'est de fixer par rapport à une ou plusieurs autres monnaies des cours extrêmes d'intervention. C'est de cette façon que fonctionne le « serpent ».

Jusqu'à vendredi, les fluctuations entre le deutschemark et le franc étaient limitées à l'intérieur d'une bande d'environ 2,25 %. Le cours de la devise allemande ne pouvait pas descendre à Paris au-dessous de 183,660 F pour 100 DM, ni monter au-dessus de 186,420 F. La Banque de France était tenue d'acheter des deutschemarks en vendant des francs — pour soutenir le premier (cours acheteur) et d'en vendre pour empêcher le second (cours vendeur) de monter plus haut. Les deux cours extrêmes d'intervention se trouvaient de part et d'autre d'un « taux-pivot » de 185,040 F déduit en lui-même de signification particulière. Ces cours correspondaient à Francfort aux cours acheteur et vendeur de la Bundesbank pour le franc. La France pouvait seulement :

(1) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(2) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(3) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(4) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(5) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(6) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(7) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(8) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(9) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(10) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(11) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(12) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(13) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(14) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(15) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(16) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(17) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(18) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(19) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(20) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(21) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(22) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(23) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(24) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(25) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(26) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

(27) En conséquence les taux d'intervention correspondants.

M. Aldo Moro

Le désarroi de la démocratie chrétienne

La démission de M. Aldo Moro, chef de la démocratie chrétienne italienne, a été présentée par les médias comme le résultat d'un échec. En réalité, elle est le résultat d'une situation politique complexe. La démocratie chrétienne, qui a été au pouvoir en Italie pendant plus de vingt ans, se trouve aujourd'hui confrontée à de nouvelles exigences politiques et sociales. Le désarroi de la démocratie chrétienne est le résultat de ces changements et de la nécessité de se réinventer.

La démission de M. Aldo Moro, chef de la démocratie chrétienne italienne, a été présentée par les médias comme le résultat d'un échec. En réalité, elle est le résultat d'une situation politique complexe. La démocratie chrétienne, qui a été au pouvoir en Italie pendant plus de vingt ans, se trouve aujourd'hui confrontée à de nouvelles exigences politiques et sociales. Le désarroi de la démocratie chrétienne est le résultat de ces changements et de la nécessité de se réinventer.

La démission de M. Aldo Moro, chef de la démocratie chrétienne italienne, a été présentée par les médias comme le résultat d'un échec. En réalité, elle est le résultat d'une situation politique complexe. La démocratie chrétienne, qui a été au pouvoir en Italie pendant plus de vingt ans, se trouve aujourd'hui confrontée à de nouvelles exigences politiques et sociales. Le désarroi de la démocratie chrétienne est le résultat de ces changements et de la nécessité de se réinventer.

La démission de M. Aldo Moro, chef de la démocratie chrétienne italienne, a été présentée par les médias comme le résultat d'un échec. En réalité, elle est le résultat d'une situation politique complexe. La démocratie chrétienne, qui a été au pouvoir en Italie pendant plus de vingt ans, se trouve aujourd'hui confrontée à de nouvelles exigences politiques et sociales. Le désarroi de la démocratie chrétienne est le résultat de ces changements et de la nécessité de se réinventer.

La démission de M. Aldo Moro, chef de la démocratie chrétienne italienne, a été présentée par les médias comme le résultat d'un échec. En réalité, elle est le résultat d'une situation politique complexe. La démocratie chrétienne, qui a été au pouvoir en Italie pendant plus de vingt ans, se trouve aujourd'hui confrontée à de nouvelles exigences politiques et sociales. Le désarroi de la démocratie chrétienne est le résultat de ces changements et de la nécessité de se réinventer.

La démission de M. Aldo Moro, chef de la démocratie chrétienne italienne, a été présentée par les médias comme le résultat d'un échec. En réalité, elle est le résultat d'une situation politique complexe. La démocratie chrétienne, qui a été au pouvoir en Italie pendant plus de vingt ans, se trouve aujourd'hui confrontée à de nouvelles exigences politiques et sociales. Le désarroi de la démocratie chrétienne est le résultat de ces changements et de la nécessité de se réinventer.

La démission de M.